



Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13795 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 4-LUNDI 5 JUIN 1989

Vive tension dans le centre de la capitale chinoise

La population de Pékin a fait reculer une nouvelle fois l'armée

Où est passé M. Deng Xiaoping ?

Pour la seconde fois en deux semaines, la population pékinoise vient d'interdire à l'armée l'entrée du cœur symbolique de la capitale, la place Tiananmen. Pour la seconde fois, une foule de civils sans armes a pris dans sa masse des soldats désorientés qui n'avaient plus rien des « poissons dans l'eau » chers à Mao Zedong. Dans cette atmosphère de lutte au couteau qui caractérise les fins de règne sans gloire, ceux qui ont voulu imposer une solution militaire semblent avoir perdu la face.

La première leçon de cette dernière tragi-comédie est l'impressionnante manifestation du peuple de Pékin, sans le soutien duquel les derniers étudiants qui occupent encore Tiananmen n'auraient pu résister. Matraqués depuis plus d'une semaine par la propagande, menacés de sanctions s'ils prenaient part à des manifestations interdites, les Pékinois sont redescendus en masse dans la rue dès la première alerte.

Le vain traditionnel de la contestation, les étudiants ont réussi à maintenir la pression plus d'un mois et demi. C'est curieusement au moment où leur mouvement s'émoussait que l'intervention intervenue de soldats aura ressuscité le peuple et sa jeunesse dans une hostilité commune à celui qui personnifie la répression, le premier ministre Li Peng.

La crainte et la soumission traditionnelles de la population sur lesquelles reposaient les dirigeants ont donc disparu. Ces derniers n'ont pas compris que les Chinois n'acceptaient plus d'être traités comme des enfants. Date-clé dans l'histoire chinoise que ce printemps de 1989 où le peuple aura montré qu'il entendait devenir partie prenante dans la vie politique de son pays et ne plus laisser son sort à quelques hommes à l'abri des murs vermilleux de la Cité interdite. Le régime, confié par un groupe de vieillards ayant à sa tête M. Deng Xiaoping et un premier ministre prête-nom, hâle et méprise, fait la preuve de son impuissance.

Après avoir, dans un coup de colère, chassé son dauphin, le secrétaire général du PCC Zhao Ziyang, qui s'était opposé à l'emploi de la manière forte, M. Deng semble avoir disparu. Des rumeurs courent avec insistance à Pékin selon lesquelles il aurait été frappé par une attaque. Toujours est-il que si le vieil homme - il est âgé de quatre-vingt-cinq ans - tenait encore fermement la barre, le pouvoir ne s'en irait pas ainsi à vue d'œil.

Général et soldat ont jusqu'à présent montré qu'ils n'entendaient pas tirer sur leurs compatriotes pour préserver un régime en perdition et que seule une répression brutale pourrait encore peut-être sauver.

La prudence de l'appareil, qui attend de voir d'où le vent soufflera demain, ne le pousse pas à s'engager trop vite aux côtés d'un quatuor d'octogénaires. Dernière humiliation pour M. Deng : les Chinois lui montrent quotidiennement qu'ils n'ont pas besoin de lui pour maintenir l'ordre et que, malgré les poussées de fièvre, la Chine continue de tourner.

Samedi matin 3 juin, les unités militaires qui avaient été dépêchées vers le centre de Pékin pour dégager la place Tiananmen, ont été contraintes de rebrousser chemin. Une foule de Pékinois s'est portée à la rencontre de ces dizaines de milliers de soldats sans armes qui avaient commencé d'investir la capitale chinoise au milieu de la nuit. Il y a eu très peu de violences de part et d'autre, mais la tension restait très vive après cette seconde tentative infructueuse du pouvoir de reprendre le contrôle de Pékin.

PÉKIN de notre correspondant

La population de Pékin est de nouveau en état d'insurrection ouverte. Tout le centre-ville était paralysé, samedi 3 juin, par les manifestations civiles à la suite d'une tentative manquée de l'armée de prendre position sur la place Tiananmen.



Le peuple de la capitale ne savait pas vraiment sa victoire : c'est contraint et forcé qu'il a humilié ces soldats désarmés aux cris de « Retournez d'où vous venez ! Vous n'êtes pas les bienvenus ! »

Les civils - beaucoup d'ouvriers de tous âges en particulier - reconduisaient encore dans

la matinée de samedi les bidasses chinois hébétés, terrorisés, errant sans encadrement à travers les faubourgs à la recherche de leur unité. Tous les véhicules à immatriculation militaire étaient interdits par la population au centre de la capitale.

FRANCIS DERON.

(Lire la suite page 5.)

La conférence internationale de Montréal

Six millions de sidatiques en l'an 2000

La Cinquième Conférence internationale sur le sida devait s'ouvrir, dimanche 4 juin à Montréal (Canada), en présence de dix mille participants, dont huit cents confédérés. Huit ans après les premiers cas reconnus, cette maladie est devenue l'une des grandes préoccupations des dirigeants politiques et de l'opinion publique.

Comme le souligne, dans un entretien accordé au Monde, le docteur Jonathan Mann, responsable du programme « sida » de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), rares sont les pays qui se refusent encore à parler ouvertement de cette épidémie.

« Le défi scientifique et social », thème choisi pour la conférence de Montréal, illustre l'importance que les spécialistes accordent aujourd'hui à l'épidémie et aux enjeux sociaux considérables que le sida fait peser sur la société.

L'OMS qui, en mars 1989, annonçait cent quarante-deux mille malades, en prévoit six millions en l'an 2000. L'Asie, jusqu'ici épargnée, est à son tour aux prises avec l'épidémie. C'est dire l'urgence avec laquelle tous les pays attendent les résultats des recherches qui n'ont pas encore abouti à la mise au point d'un traitement ou d'un vaccin.

(Lire page 9 l'entretien avec le docteur Mann.)

La préparation des élections en Nouvelle-Calédonie

Les zéloteurs canaques du colonel Kadhafi

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pen, est arrivé le 2 juin à Nouméa, où il s'est entretenu avec le nouveau président de l'Union calédonienne, M. François Burck, et avec le président du Rassemblement pour la Calédonie dans la République, M. Jacques Lafleur. Le ministre devait également recevoir une délégation du FULK, pour demander à cette organisation minoritaire « une explication franche sur son désir de recourir à la violence », mais ses dirigeants ont décliné l'invitation.

NOUMÉA de notre correspondant dans le Pacifique Sud

C'est le frano-tireur de la vie politique locale. A cinquante-huit ans, M. Yann Céron Uregui, chef du FULK (Front uni de libération kanak), aura ponctué sa carrière d'écarts de conduite qui, après lui avoir valu l'estime du milieu canaque, font aujourd'hui grimacer jusqu'à ses anciens compagnons d'armes. Car il aura fallu que son travail de sappe contre l'Union calédonienne (UC) ait réussi à créer un climat délétère au sein du FLNKS pour que cet ancien instituteur à la barbe blanche

cho et à l'allure timide, longtemps nimbé de l'aurole de père fondateur du mouvement canaque - il fut le premier à lancer, dès 1975, le mot d'ordre d'indépendance, - finisse par éveiller une suspicion générale chez les indépendantistes.

En « mission » à l'étranger lors du double assassinat à Ouéa de Jean-Marie Tjibaou et Yéwéné Yéwéné - il était en Corée du Nord - M. Uregui n'a pas encore regagné le territoire. Il a laissé à ses lieutenants le soin d'orchestrer à Nouméa la campagne médiatique annonçant la « déstabilisation du plan Rocard » à l'occasion du scrutin provincial du 11 juin.

FRÉDÉRIC BOBIN.

(Lire la suite page 8.)

Cinq ans de quotas laitiers

Les privilèges de la « marée blanche »

Instaurés en mars 1984 pour endiguer la « marée blanche » qui submergeait l'Europe et engloutissait le budget communautaire, les quotas laitiers fêtent leurs noces de bois, cinq ans...

A première vue, les éleveurs ne sont pas à la fête. A l'issue de la campagne 1988-1989 achevée fin mars, la France a dépassé de 390 000 tonnes le contingent de 23,5 millions de tonnes qui lui était attribué par Bruxelles. Pour la deuxième année consécutive, les exploitants devront acquitter des pénalités dont le montant s'élève à 823,5 millions de francs (contre 668 millions de francs en 1987-1988).

Le dépassement, qui avait atteint 1,4 % du quota global l'an passé, a cette fois été de 1,6 %. Il s'est concentré dans le « Grand Ouest » - Basse-Normandie,

Bretagne, Pays de Loire - responsable à lui seul de 70 % de l'excédent. Mais un examen plus avant de la situation réelle des deux cent cinquante mille producteurs de lait laisse penser que le mariage de raison avec les quotas n'est pas l'enfer qu'ils craignent. Leur instauration a été impopulaire. Mais je mets au défi n'importe quel homme politique de les supprimer aujourd'hui. Le lendemain, les éleveurs seraient dans la rue », assure un responsable agricole. Provocation de langage ? Pas si sûr.

Depuis 1984, la production de lait a diminué de 9 % par an et cent mille producteurs environ ont disparu, la plupart aidés par 2 des « programmes de cessation ». Les prix du lait, du beurre et des produits laitiers se sont sensiblement renchérissés pendant que les stocks communautaires fondaient.

Sur le million de tonnes de beurre congelé dans les frigos communautaires en 1984, restent 45 903 tonnes que la CEE refuse de vendre. Cette mortuaire dérisoire doit servir à sa mission d'aide alimentaire et de soutien à la grande pauvreté en Europe pendant l'hiver. Les stocks de poudre de lait, naguère himalayens (600 000 tonnes en 1984, 1 million de tonnes l'année suivante) ont officiellement été résorbés jusqu'au dernier gramme. Sous l'effet des quotas et de l'abatage du cheptel, les prix de la viande rouge ont flambé. Un veau de huit jours se vend à 1 800 F pièce (contre 1 000 F en 1986). Une vache de réforme vaut 7 000 F, 11 % de plus que l'an passé. Or, les producteurs de lait tirent le tiers de leurs revenus de la viande.

ERIC FOTTEGGERO.

(Lire la suite page 15.)

AU SOMMAIRE DE JUIN

Le Monde [Logo]

PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Napoléon.
- La mutinerie du Bounty.
- Cartes postales : le thermalisme.
- Rubrique télécartes.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

M 0146 - 0605 0 - 6,00 F



3790146006000 06050

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,96 \$; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 14 ct. ; Suisse, 1,80 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

سكوا من الأصل

Dates

Il y a cinquante ans

La guerre oubliée entre l'URSS et le Japon

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 42-47-98-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Faure (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »

Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouffé

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur : (1) 45-55-91-71

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - TAPAZ LEMONDE
ou 36-15 - TAPAZ LM

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	REUNION	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	584 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne
tarif sur demande.

Pour vous abonner
accompagnez ce bulletin
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
coût d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

**BULLETIN
D'ABONNEMENT**

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
pour les noms propres en capitales
d'imprimerie.

LE 20 août 1939, Staline, qui mettait alors la dernière main au Pacte germano-soviétique — dont la signature serait annoncée trois jours plus tard — lançait plusieurs divisions de l'armée rouge épaillées par des unités mongoles contre la VI^e armée japonaise, qui avait envahi la République populaire mongole. En quelques jours de très violents combats, les Japonais étaient écrasés et se repliaient en désordre. C'était la fin du rêve des militaires nippons de s'emparer de la Mongolie et de l'Extrême-Orient soviétique. Staline avait gagné la paix sur ses frontières orientales et brisé l'espoir du III^e Reich de conclure une alliance offensive antisoviétique avec l'empire du Soleil Levant. Il avait désormais les mains libres sur le front occidental.

Dans les premiers jours de juin 1939, la bataille de Khalkhin-Gol, nom mongol de la rivière Khalkha, qui coule non loin de la frontière mandchoue, et que les Japonais appellèrent l'« incident de Nomonhan », du nom de la principale localité de la région, a marqué une date-charnière dans les relations nippo-soviétiques à la veille de la seconde guerre mondiale. Jusque-là, Tokyo hésitait entre deux stratégies : celle préconisée par la marine d'une poussée vers les mers du Sud, et celle du haut-commandement de l'armée, qui, de ses bases en Chine du Nord, en Corée et dans le protectorat du Mandchoukouo, voulait attaquer l'ennemi traditionnel russe : finalement, le point de vue de la marine l'emporta sans conteste, ouvrant la voie à la guerre du Pacifique deux ans plus tard.

De plus, le Japon, sévèrement ébranlé par une armée russe qu'il croyait toujours au niveau de celle qui avait été écrasée en 1905 et, de plus, affaiblie par les purges staliniennes, préférait attendre la hache de guerre. Le 13 avril 1941, alors que Hitler prépare l'opération Barbarossa contre l'URSS, Japonais et Soviétiques signeront un pacte de neutralité valable cinq ans, mettant un terme aux espoirs du Führer d'une attaque sur deux fronts.

L'attaque manquée contre Vladivostok

Depuis des années, l'armée japonaise avait commencé à sonder la longue frontière mongole, difficile à défendre, car dépourvue d'obstacles naturels quand elle traverse steppes et déserts. Son objectif expansionniste apparut clairement après que Tokyo eut occupé la Mongolie Intérieure, poursuivant son lent grignotage de la Chine, qui avait eu au début le soutien d'une mission militaire de la Wehrmacht. Ces coups d'épingle avaient amené le régime mongol du maréchal Tchoibalsan, déjà très lié à Moscou, à conclure, dès 1934, un accord d'« aide mutuelle en cas d'agression ». Celui-ci sera formalisé le 12 mars 1936 par un protocole d'assistance mutuelle ouvertement dirigé contre le Japon. Le Kremlin avait attiré l'attention de Tokyo sur la multiplication des incidents armés le long de la frontière et entretenait des troupes sur place.

Cela n'avait pas empêché l'état-major japonais de poursuivre ses provocations contre l'URSS et son protégé. En juillet 1939, un an après le début de la guerre sino-japonaise, qui avait commencé avec l'incident du pont Marco-Polo, aux portes de Pékin, le 7 juillet 1937, les chefs militaires nippons en Corée, qui étaient parmi les plus extrémistes de l'armée impériale, passant outre aux directives de

Tokyo, lancèrent une offensive dans la région du lac Khasan, dont les collines dominaient la rade de Vladivostok. Les Soviétiques, dont la grande base se trouvait directement menacée, contre-attaquèrent vigoureusement.

L'arrivée du maréchal Joukov

Ils mirent les assaillants en déroute, contraignant Tokyo à accepter une trêve le 10 août. Un grave incident avait éclaté simultanément à Changkufeng, à la frontière mongole, au moment où le Japon lançait la seconde phase de son offensive en Chine, qui lui permit d'occuper le centre du pays et Canton. Un mois plus tard, c'était Munich.

11 mai 1939 — onze jours avant la signature du Pacte d'acier (2), — occupant rapidement une bande d'environ 2 000 kilomètres carrés entre la frontière et le Khalkhin-Gol et dans la région voisine du lac Buyr. Soutenues par des chars, de l'artillerie, et bénéficiant d'un puissant appui aérien, elles avaient pour objectif, selon le général Komatsubara, de « détruire les troupes de Mongolie extérieure dans la région de la rivière Khalkhin-Gol ».

Chargé le 2 juin par Vorochilov, commissaire du peuple à la défense, de prendre en main les opérations des forces conjointes soviéto-mongoles, Joukov s'envola sur-le-champ, sans avoir eu le temps de faire ses valises. On sent dans son récit combien sérieuse était la situa-

ampleur jusqu'alors inconnue : déjà, le 22 juin, ils ont opposé 95 chasseurs soviétiques à 120 japonais, et, en quatre jours, les Nippons perdront une soixantaine d'appareils.

Préparée pendant plusieurs semaines, l'offensive soviéto-mongole sera foudroyante. Soutenue par 250 avions, elle permettra, en l'espace d'une semaine, d'encercler et d'anéantir les unités japonaises, mais les opérations de nettoyage se poursuivront jusqu'à la fin octobre. De source soviéto-mongole, les pertes nippones ont été de 60 000 tués et blessés, de 700 avions et 200 canons détruits ou capturés ; selon d'autres sources, ces pertes auraient été de 20 000 à 50 000 hommes. Joukov sera félicité personnellement par Staline.

La défaite est d'importance, et l'armée impériale accepte une trêve dès le 16 septembre, la veille de l'entrée des troupes soviétiques en Pologne en vertu de l'accord Ribbentrop-Molotov. Le nouveau rapport de forces oblige Tokyo à ménager désormais l'URSS, avec laquelle s'ouvrent, dès novembre, des négociations commerciales, et il n'est plus question de se lier à Berlin par une alliance dirigée contre Moscou. Les relations germano-nippones, en cet été 1939, sont orageuses : le Japon résiste aux avances allemandes tout en s'inquiétant d'un éventuel accord entre Hitler et Staline, qui remettrait en cause le pacte anti-Komintern de 1936 ; au point que, selon l'historien britannique John Costello (3), l'armée japonaise du Kwantung (Mandchourie) aurait attaqué à Khalkhin-Gol pour saboter les négociations.

Le choc a été humiliant pour l'état-major impérial. Quelques jours plus tard, le premier ministre Hiranuma présente sa démission, pour être remplacé par le général Abe. Le nouveau ministre des affaires étrangères, Nomura, tentera de rétablir le dialogue avec Washington. Amiraux et généraux, pour leur part, refont leurs plans d'attaque, dirigés cette fois vers l'Asie du Sud-Est. On connaît la suite.

Un long entracte de six ans

La « guerre non déclarée » nippo-soviétique de 1938-1939 connaît un long entracte de six ans. Pendant toute la seconde guerre mondiale, les Japonais n'auront pas à protéger leurs colonies chinoises d'une attaque soviétique, tandis que le Kremlin — averti par l'espion Sorge — pourra retirer ses troupes de Sibérie à temps pour résister à Hitler. Le 8 août 1945, le jour même où la seconde bombe atomique est lancée sur Nagasaki, en dépit d'efforts diplomatiques désemparés de Tokyo, Staline, conformément aux accords de Potsdam, déclare la guerre au Japon. Troupes soviétiques et mongoles déferleront à leur tour sur la Mandchourie et la Mongolie Intérieure, donnant le coup de grâce à l'empire agissant.

PATRICE DE BEER.

(1) Maréchal G. Joukov, *Mémoires*, tome I, Fayard.
(2) Voir *Le Monde* du 21-22 mai 1989.
(3) John Costello, *La Guerre du Pacifique*, Pygmalion — Gérard Watelet.



tion. Non pas seulement en raison de l'ampleur de l'agression, mais aussi des « erreurs » des défenseurs, dont le commandant sera vite révoqué. Il faut tout d'abord tenir compte que c'est le terrain, les dernières positions à l'est du fleuve, pendant que se préparera la contre-attaque.

La victoire des blindés

Le jeune général, qui n'a que quarante-deux ans, saura faire sentir le danger que présente pour l'URSS elle-même l'offensive japonaise. Il obtient de Staline non pas tout ce qu'il demande, mais beaucoup : ainsi, 1 600 véhicules transportent en quelques semaines 55 000 tonnes de matériel à travers la steppe, tandis qu'arrivent par centaines chars et avions, mais aussi nouvelles divisions, bons généraux, aviateurs héros de l'Union soviétique et... écrivains-journalistes propagandistes. Forts de leur expérience, qu'ils transmettront à leur retour à d'autres unités, ils contribueront tous, deux ans plus tard, à la résistance à l'invasion allemande et en particulier à la défense de Moscou.

Joukov élabore sa stratégie dans le plus grand secret, menant une guerre psychologique et trompant l'adversaire sur ses intentions. Celui-ci sait pourtant déjà qu'il a affaire à forte partie, puisque sa tentative de franchir le fleuve le 3 juillet s'est terminée en déroute, avec plusieurs milliers de morts et quarante-cinq avions abattus. Sur ce terrain dégagé, Joukov a lancé ses chars appuyés par un déluge d'artillerie et une forte couverture aérienne. Il a prouvé sur le terrain l'importance tactique décisive des blindés, apportant de l'eau au moulin d'un certain colonel de Gaulle. Les combats aériens sont par ailleurs d'une

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

dimanche 18h15

JACQUES TOUBON

animé par
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON
et Robert SOLE (Le Monde)
Dominique PENNEQUIN
et Paul JOLY (RTL)

URSS : réunion surprise du comité central du parti

Les conservateurs ont lancé une contre-offensive au Congrès des députés

MOSCOU.
de notre correspondant

Dans un Parlement démocratique, dans un Parlement où les groupes parlementaires constitués, le groupe majoritaire se serait réuni pour évaluer la situation et définir une stratégie commune. Mais comme il n'y a pas — pas encore en tout cas — de groupes au Congrès des députés du peuple et que les clivages politiques ne passent pas entre membres ou non membres du Parti unique mais divisent les 87 % de députés communistes, c'est le comité central qui a été convoqué imprudemment, vendredi 2 juin, dans la soirée.

On aurait pu inventer des raisons techniques à cette convocation soudaine d'une instance qui n'improvise d'ordinaire pas ses plénums et qui, statutairement parlant, a tout pouvoir. En pays communiste, et particulièrement dans les moments difficiles, dans la nuit du 23 à 24 juin, c'est, en effet, sous l'égide de réunions et de grandes décisions. Loin pourtant de n'être que le poison, la laconique communication publiée par l'agence Tass déclare que le comité central s'est réuni pour « débattre du Congrès (...) et de la prochaine session du Soviet suprême ».

Dire cela, c'était signifier que le comité central n'est pas content, rappeler que tout n'est pas encore permis et qu'on ne peut impunément agiter tous les chiffres rouges devant l'appareil. C'était délibérément choisir donc de faire courir un

grand frisson sur le Parlement et le pays puisque, au point atteint, il n'y avait plus là, pour M. Gorbatchev, qu'un coup, il peut ainsi donner satisfaction aux conservateurs, qui avaient depuis huit jours coulé sur couleuvre, et donner à voir aux réformateurs qu'il y a un rapport de forces, qu'ils ne peuvent pas continuer à tout dire et le reste devant un Congrès que la télévision a transformé en forum national.

En ce sens, ce plénum s'inscrit logiquement dans le permanent jeu entre les deux partis du parti — ceux de l'ordre et du mouvement — mais il est clair aussi non seulement que les conservateurs sont de nouveau passés à l'offensive mais que l'armée est aussi à leurs côtés. Pas toute l'armée, sans doute, mais certainement une bonne partie de ses officiers et sous-officiers des rangs desquels est venu, dès vendredi matin au Congrès, la contre-attaque anti-réformateur.

André Sakharov
attaqué

Car quand l'officier de réserve Tchervonopolski, ancien d'Afghanistan, monte à la tribune en s'appuyant sur une cause, lit une lettre collective de militaires dénonçant les « colonnes insultantes » de M. Sakharov contre l'armée et se lance dans un vibrant éloge de « La patrie et du communisme », il s'agit bien évidemment d'un mouvement concerté. L'homme a été blessé. On ne peut le résumer comme n'importe



quel gros bureaucrate, et dès lors qu'il agit les drapeaux, le Congrès, debout, l'applaudit à tout rompre — M. Gorbatchev en tête. Nullement démonté, M. Sakharov monte à la tribune et explique d'une voix parfaitement ferme qu'il n'a pas à s'excuser d'avoir déclaré à un journal canadien (c'est ce qui lui est reproché) que durant la guerre d'Afghanistan le commandement avait donné ordre d'abattre à partir des hélicoptères les soldats blessés ou enrôlés plutôt que de les laisser faire prisonniers. « Une enquête est en cours, et nul ne peut m'accuser de mensonge avant sa conclusion », dit-il en ajoutant qu'il est « fier » des sept années d'exil à Gorki que

lui ont valu ses critiques de l'intervention en Afghanistan et qu'il n'a en tout état de cause pas insulté l'armée, mais ceux qui avaient lancé cette « guerre criminelle ».

Les réformateurs sont embarrassés, car tous ne pensent pas que cette interview ait été tactiquement parlant, la meilleure initiative du Prix Nobel de la paix. La majorité de la salle — effet Parnasse — réagit hostilement et sautent au micro une ribambelle d'officiers et de parents de soldats blessés ou tués en Afghanistan. C'est haro, et haineusement, sur l'ex-dissident, et le summum sera atteint dans l'intervention d'un député ouzbek. « Camarade acadé-

micien, lance-t-elle sous les applaudissements, vous avez d'un pas effacé tous vos mérites antérieurs. Vous avez insulté toute l'armée, toute la nation, tous nos morts, et je vous déclare tout noir comme un dégoût. » Ovation de la salle à nouveau debout, et l'on entend dans la journée bien d'autres interventions conservatrices.

« Insulter
notre armée »

Samedi matin, l'Etoile rouge, l'organe du ministère de la défense, enfonçait le clou, estimant qu'on pouvait « aujourd'hui écrire avec certitude : le Congrès s'est soulé. Les trois mois les plus sacrés pour tout Soviétique, « puissance », « patrie » et « communisme (...) ont dressé toute la salle (M. Sakharov) n'a pas cru les soldats soviétiques qui ont sorti leurs frères de l'enfer (...). Il a cru une voix étrangère (...). Qui a donné le droit d'insulter notre armée et nos enfants ? ».

Qui ? Limpide, le sous-entendu vise M. Gorbatchev, et, en pages intérieures, un long article consacré aux conséquences sociales des réductions de troupes demande : « Ne faudra-t-il pas, demain, tracer une analogie avec l'année 1960, lorsque 1 200 000 militaires ont été touchés par une réduction d'effectifs ? Car pour nombre d'entre eux, l'écho des vexations sociales résonne toujours. » Décidée par M. Khrouchtchev, cette réduction de 1960 est souvent considérée comme l'une des causes déterminantes de son renversement par une coalition conservatrice.

Cela s'appelle parler net — même si l'on n'est pas en 1960 et qu'un accès d'humeur n'est pas une veille de putsch. Il n'en reste pas moins que pour les conservateurs la coupe est pleine et que M. Gorbatchev est décidé à calmer le jeu à un moment où le général Rodionov, le commandant de la région militaire de Transcaucasie mis en cause dans l'affaire géorgienne, parle dans les couloirs de la « partie saine du Congrès ».

Ca tire, ça tire sec, mais cela n'a pas empêché M. Iouri Kariakine, député de Moscou, d'appeler comme si de rien n'était, à retirer la dépouille mortelle de Lénine du mausolée de la place Rouge. Tant que cela n'aura pas été fait, ce mausolée restera un monument stalinien, a-t-il expliqué avant d'ajouter — plus conciliant — que les dernières volontés du fondateur du parti bolchevik étaient d'être inhumé auprès de sa mère.

Le Congrès, tous réformateurs compris, est resté de glace. Quelques applaudissements ont en revanche salué M. Kariakine quand il appelle M. Gorbatchev à rendre sa nationalité soviétique à Alexandre Soljenitsyne. « Vous avez trouvé, lui a-t-il dit, une langue commune avec la « Dame de fer », avec le président Bush et avec le pape, et nous ne pourrions pas trouver une langue commune avec ce grand écrivain et humaniste [qui] a le premier osé dire la vérité sur Staline ? ».

BERNARD GUETTA.

Révélations sur le massacre de Novotcherkassk en 1962

Moscou. — Un général en retraite a révélé, vendredi 2 juin, que la troupe avait tué vingt-quatre personnes durant un soulèvement ouvrier provoqué en 1962 dans le sud du pays par une hausse des prix.

Cette affirmation du général Tchepounikov, publié par le quotidien de la Ligue des jeunes communistes *Komsomolskaya Pravda*, donne le premier bilan officiel jamais avancé sur cet incident, longtemps occulté en URSS.

La révolte, survenue le 2 juin 1962 dans la ville de Novotcherkassk, à 1120 kilomètres au sud de Moscou, avait été réprimée par les armées. De sources non officielles, on avait alors fait état de quatre-vingts morts.

Le général Tchepounikov a déclaré que « de vingt-deux à vingt-quatre personnes, dont un ecclésiaste, avaient été tués, puis enterrés en secret ».

Un enseignant d'un institut local a déclaré au même quotidien que quarante autres personnes accusées d'être à l'origine du soulèvement avaient été jugées et sept d'entre elles fusillées.

Un quotidien local avait publié l'année dernière un récit détaillé des faits, sans toutefois avancer de bilan.

Le soulèvement avait pour origine des baisses de salaires dans l'industrie locale, ainsi que l'annonce de hausses des prix alimentaires. L'armée était alors intervenue avec des chars. Les autorités avaient toujours tenté d'attribuer les faits à des « criminels et des bandits ». — (Reuter.)

POLOGNE : premier tour des élections

Le pouvoir craint une victoire écrasante de l'opposition

VARSOVIE
de notre envoyée spéciale

Dans la meilleure tradition des démocraties occidentales, la campagne pour les élections parlementaires polonaises des 4 et 18 juin se sera achevée sur un appel à la sagesse, à la télévision, des chefs des deux grandes formations rivales.

Le chef de l'Etat, le général Jaruzelski, symboliquement assis devant une table ronde, a tenté de jouer la carte du « leader au-dessus des partis » dans une allocution diffusée vendredi soir 2 juin, tout de suite après le journal télévisé. « Je ne viens pas soutenir tel ou tel candidat, mais partager avec vous quelques réflexions sur des problèmes très vastes », a dit le général, qui, même s'il affirme « n'avoir pris encore aucune décision », devrait très vraisemblablement être élu président de la République par le nouveau Parlement (1). « Un immense espace inconnu s'ouvre devant nous », a-t-il poursuivi, sans pouvoir s'empêcher de condamner la « tendance à la confrontation » apparue à la fin de la campagne. « On ne peut pas jouer avec le feu », a déclaré le chef du parti et de l'Etat, agitant le spectre « de l'hostilité, de la tension et des débordements [qui seraient] fatals à la Pologne ».

De toute évidence, c'est bien une victoire écrasante de l'opposition que craint le pouvoir, à la veille du premier tour, avec un taux de participation de plus de 80 % prévu par un sondage officiel. Un autre sondage réalisé par le quotidien de Solidarité *Gazeta*, selon des méthodes non précises, accorde 58,2 % des intentions de vote aux candidats de Lech Walesa et 3,7 % à ceux du pouvoir. Le chef de l'institut officiel de l'opinion publique (CBOS), le colonel Kwiatkowski, lui-même candidat au Sénat, a estimé que Solidarité devrait l'emporter au Sénat dans des proportions de trois à un.

On comprendra donc que le général Jaruzelski ait décidé de clore son allocution par un appel à la formation d'une « large coalition post-électorale, sorte de pacte pour les réformes économiques et l'enrichissement de la démocratie ». Solidarité semble déterminée à ne pas participer, après les élections, à un gouvernement de coalition — ce qui n'a pas empêché le premier ministre d'offrir le portefeuille de ministre de la culture à Adam Michnik, jeudi, dans son interview à *Gazeta*. Mais elle pourrait coopérer avec le pouvoir dans certains domaines cruciaux au Parlement. Car, comme le souligne Walesa, « nos problèmes polonais, nous devons les résoudre avec le partenaire dont nous disposons ».

Dans une interview qui devait être diffusée tard samedi soir à la télévision, Lech Walesa, lui, n'a pas cherché à se placer au-dessus des partis. Il est resté très modéré. « Unissez-vous à nous » en allant voter dimanche, a-t-il demandé aux Polonais auxquels il s'était déjà adressé vendredi au moment même où il était élu à la « une » de *Gazeta*. « En disant les candidats de Solidarité, nous nous prononçons pour un changement dans la paix », écrivait-il. « Ce n'est pas encore la liberté et la démocratie, mais c'est un pas important » vers elles.

Penser
différemment

S'il était difficile de juger quel impact aura pu avoir, au dernier moment, sur les intentions de vote du pouvoir d'agiter l'épouvantail du chaos et de la déstabilisation ou de dénoncer les dollars versés par l'Occident à Solidarité, il était facile de voir en revanche que l'enthousiasme a été jusqu'au bout du côté des candidats de Walesa. Alors qu'un Kwiatkowski rassemblait péniblement vingt personnes, une Jerzy Urban quatre-vingts, cette semaine, dans leurs réunions électorales, une grande salle de cinéma bourrée à craquer a ovationné vendredi soir Jack Kuron pour son dernier meeting à Varsovie. Un Jack Kuron dont l'énergie et les talents oratoires auront fait l'une des vedettes de cette campagne. Misan, lui aussi, sur la modération, il a appelé une dernière fois ses électeurs à « reconstruire leur conscience et penser différemment » à l'égard du pouvoir : désormais « ce n'est plus eux » et « nous », ce n'est plus blanc et noir, a-t-il dit.

Pour Kuron, la Pologne a aujourd'hui une chance réelle « de créer son indépendance et de retourner en Europe ». « Depuis 1918, le moment n'a jamais été aussi favorable », a-t-il ajouté après avoir fait pleurer de rire son public en lui racontant son récent voyage aux Etats-Unis, « l'histoire d'un homme sauvage dans le monde civilisé ».

SYLVIE KAUFFMANN.

(1) Quels que soient les résultats, la répartition probable des sièges entre le pouvoir et l'opposition assure une telle élection.

L'enquête sur le pacte Hitler-Staline de 1939

Bonn propose ses archives à Moscou

Bonn. — Le chancelier Helmut Kohl a fait transmettre au numéro un soviétique Mikhaïl Gorbatchev des copies de documents secrets datant de 1939 relatifs au partage de l'Europe entre Staline et Hitler, a annoncé vendredi 2 juin à Bonn le porte-parole du gouvernement, Hans Klein. La veille, jeudi, à la demande des représentants des pays baltes, le Congrès des députés soviétiques avait décidé l'ouverture d'une enquête parlementaire sur ce sujet (le Monde du 3 juin).

Selon M. Klein, les documents transmis comportent une carte originale et des microfilms du protocole secret signé au mois d'août 1939. Les originaux du protocole sont officiellement détruits depuis la chute de Hitler.

La carte est signée du ministre des affaires étrangères de Hitler, Joachim von Ribbentrop, et du commissaire soviétique aux affaires étrangères, Viatcheslav Molotov. Elle adjuge les Etats baltes (Lituanie, Estonie et Lettonie) à l'Union soviétique, qui les a annexés en 1941. La frontière orientale de la Pologne est déplacée vers l'ouest au profit de l'URSS. En contrepartie, l'URSS permettait à Hitler d'annexer la partie occidentale de la Pologne — ce qu'il fit en envahissant en septembre 1939 — et lui livrait aussi des matières premières.

Un diplomate berlinois inconnu a refusé de détruire complètement ces documents lors de la chute du III^e Reich en 1945, et a sauvé les microfilms et la carte, qu'il a cachés en Thuringe (actuellement en RDA). Après des détours par Londres et Washington, les documents sont revenus en RFA dans les années 50.

Lors de la dernière visite officielle en Union soviétique de M. Kohl, en octobre 1988, M. Gorbatchev lui avait demandé de l'aider à retrouver ces archives, a expliqué le porte-parole du gouvernement de Bonn. — (AFP.)

HONGRIE

Interrogatoire de Nagy, l'ambassadeur à Moscou démissionne

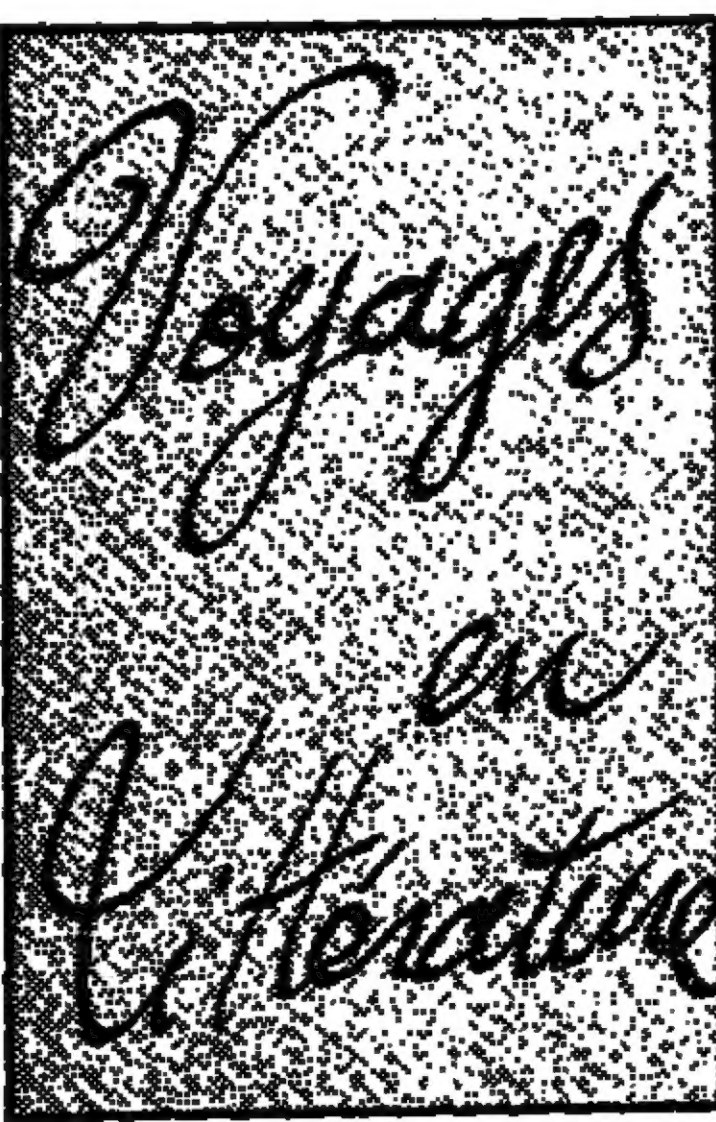
Responsable de l'arrestation et de l'interrogatoire de l'ancien premier ministre hongrois Imre Nagy en 1956, M. Sandor Rajnai était, depuis 1982, ambassadeur à Moscou. L'agence officielle hongroise MTI a annoncé, vendredi 2 juin, qu'il avait quitté son poste, jeudi, le jour même où le premier ministre hongrois Miklós Németh annonçait la réhabilitation de Nagy et de toutes les victimes des procès qui avaient suivi l'insurrection de 1956. Il avait déjà démissionné, lundi, du comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH).

L'ancien premier ministre avait été pendu en 1958 pour avoir pris la tête du soulèvement de 1956. Vendredi, le quotidien gouvernemental *Magyar Hírlap* a publié, sur une pleine page, une interview de l'ancien chef de la police de Budapest, Sandor Kopacsi, qui avait purgé sept ans de prison. Il avait été lui aussi interrogé par Rajnai.

« Il était, je crois, le principal organisateur de toute l'affaire et celui qui faisait la liaison avec le KGB », a-t-il dit. — (Reuter.)

GRAND CONCOURS

Du 22 mai au 10 juin 1989



HACHETTE
Classiques
Le Monde
EUROPE 1

Poésie : des baisers et des voix

Question 23 :

Bons baisers de partout.

A qui doit-on cette citation lascive ?

« Quand tu me vois baisser les bras
Que tu poses nus sur tes draps... »
☐ Du Bellay.
☐ Chénier.
☐ De Villon.
☐ Louise Labé.
☐ La Fontaine.

Question 24 :

Hommage à une voix.

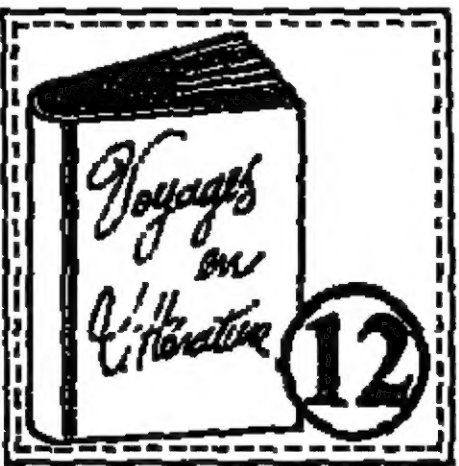
Nombreux sont les textes dédiés à des voix célèbres. A qui doit-on ces vers ?

« Je célèbre la voix mêlée de couleur grise
Qui hésite aux lointains du chant qui s'est perdu... »
☐ Bonnefoy à la voix
de Kathleen Ferrier
☐ Cocteau à la voix
de Joséphine Baker
☐ Diderot à la voix
de la Clairon
☐ Musset à la voix
de la Malibran
☐ Rostand à la voix
de Sarah Bernhardt

Bulletin-réponse dans le Monde, le samedi 10 juin 1989 (daté dimanche 11 - lundi 12 juin)

Chaque jour une vignette de participation. Collectionnez les précieusement. Vous devrez les coller sur le bulletin-réponse.

Pour vous aider à répondre, chaque jour des indices sur Europe 1 ou sur Minitel 3615 code LEMONDE, EDUC ou EUROPE 1.



مكتبة الامم المتحدة

Europe

GRANDE-BRETAGNE : avant les élections à l'Assemblée de Strasbourg

La fronde anti-Thatcher des conservateurs

La campagne pour les élections européennes, qui auront lieu ici le 15 juin (1), serait bien faite sans la polémique croissante au sein du parti conservateur entre partisans et adversaires des « transferts de souveraineté » du Parlement de Londres vers celui de Strasbourg, et surtout du 10, Downing Street vers le 200, rue de la Loi, siège de la Commission de Bruxelles. M^{me} Thatcher estime que l'on est déjà allé beaucoup trop loin dans ce domaine. Ses opposants pro-européens à l'intérieur de son propre parti, qu'ils veulent témoigner pour l'histoire comme l'ancien premier ministre Edward Heath (1970-1974) ou qu'ils aient des ambitions nationales comme l'ancien ministre de la défense tombé en disgrâce Michael Heseltine, pensent exactement le contraire et souhaitent forcer l'allure.

LONDRES
de notre correspondant

Leur fronde constitue un défi à la Dame de fer. Elle donne un piment bien venu à l'événement, car l'opinion britannique est plutôt tendue d'accueillir par un immense babillement tout ce qui concerne l'Europe en général et ce scrutin en particulier. Les sujets de sa Gracieuse Majesté ont été de très loin, parmi tous les Européens, les moins empressés à se rendre aux urnes aussi bien en 1979 qu'en 1984, avec des taux de participation successifs de 32,3 % et 32,5 %.

M. Heath s'est lancé dans la bataille avec une fougue qui tient beaucoup à la haine, désormais ouverte, qu'il porte à celle qui l'a remplacé à la tête du Parti conservateur en 1975. « Ted » a franchi un pas de plus dans l'escalade lors d'un discours mi-soft de longue date et prononcé, comme d'habitude, à Bruxelles même, le lundi 29 mai, alors que M^{me} Thatcher se trouvait non loin de là pour le sommet de l'OTAN.

M. Heath, qui a fait entrer la Grande-Bretagne dans la CEE en 1972, affirme que l'attitude de la Dame de fer à l'égard de l'Europe est « grotesque » et « insultante ». Il l'accuse de « chercher à détruire la Communauté ».

« Ted » est incontestablement, chez les Tories, le partisan le plus ardent de l'intégration de son pays dans l'Europe. Peu de responsables politiques britanniques sont prêts à déclarer, comme il le fait, que « la doctrine de la souveraineté nationale appartient au passé ». Mais en attaquant personnellement M^{me} Thatcher en des termes jamais encore employés par un ancien premier ministre conservateur à l'égard de son successeur (« Elle dit absolument n'importe quoi », a-t-il récemment déclaré à la BBC), il perd un peu de sa crédibilité.

Le débat a dégénéré lorsqu'il a accusé mardi 30 mai le président du Parti conservateur, M. Peter Brooke, de « mentir ». Ce dernier n'avait fait pression sur des associations conservatrices de province qui ont décommandé M. Heath, qui devait s'exprimer devant elles.

M^{me} Thatcher a rejeté toute cette agitation d'un revers de main : « Nous connaissons tous Ted depuis longtemps », a-t-elle sèchement commenté.

M. Heseltine combat le premier ministre beaucoup plus courtoisement. Il a publié à la mi-mai un livre intitulé *Le Défi de l'Europe*. La Grande-Bretagne peut-elle le relever ? dans lequel il critique la position adoptée par M^{me} Thatcher face à ce qu'elle appelle les « ingénieries » de la Commission de Bruxelles dans la vie quotidienne des Britanniques. M. Heseltine invite ses amis conservateurs à prendre un peu de hauteur et à ne pas avoir le nez fixé sur des affaires de détail qui se révèlent souvent irritantes. « Chercher à ne rien faire de ce qui nous arrange dans l'Europe est une attitude perdante. Le courant de l'histoire nous a menés près du rivage européen. Nous devons accepter ce destin. Les vents ne nous seront jamais aussi favorables », écrit-il dans le premier chapitre de cet ouvrage.

Ce pamphlet pro-européen, rédigé sur un ton passionné, a été d'autant

plus remarqué que M. Heseltine se pose désormais en successeur potentiel de M^{me} Thatcher lorsque celle-ci se décidera, ce qui finira bien par arriver un jour, à passer la main. Il est ainsi dans le droit fil de sa démission-surprise de janvier 1986.

Alors responsable de la défense, il était ouvertement favorable à la reprise par un consortium européen du constructeur britannique d'hélicoptères militaires Westland, qui traversait de graves difficultés financières. M^{me} Thatcher n'a jamais cru à la viabilité de cette solution européenne et lui a préféré le rachat par l'américain Sikorski. S'estimant déçu, M. Heseltine a marqué sa mauvaise humeur au début de la réunion du cabinet, le 24 janvier 1986, en sortant au bout de quelques minutes seulement du 10, Downing Street pour confier à l'unique journaliste présent sur le perron qu'il venait de démissionner.

Les raisons qui l'ont poussé à agir ainsi étaient multiples, et son animosité croissante à l'égard du premier ministre, dont il supportait de plus en plus difficilement l'autorité souvent taillonnée, a certainement joué pour beaucoup. Mais M. Heseltine est incontestablement parti aussi en raison de son intérêt pour l'Europe, qu'il ne jugeait pas suffisamment partagé par M^{me} Thatcher, et il s'emploie désormais à jouer cette carte.

La « bureaucratie socialiste »

En lançant la campagne européenne du Parti conservateur, le premier ministre a dû répondre, le 22 mai, lors d'une conférence de presse, à des questions gênantes sur cette rébellion. Elle a cherché à minimiser l'événement en affirmant que ses divergences avec M^{me} Heseltine et Heath étaient « mineures » par rapport à ce qui la séparait des travaillistes à propos de l'Europe. Elle a invité tout un chacun à relire le discours qu'elle a prononcé à Bruxelles le 20 septembre dernier et qui a marqué le début de sa croisade contre la « bureaucratie socialiste » de Bruxelles. Ce texte contient en effet aussi un plaidoyer en faveur de l'Europe, mais il s'agit d'une Europe aux couleurs thatcheriennes, éprise

de liberté commerciale, férus de déréglementation, passionnée de libre entreprise...

Le premier ministre se défend d'avoir une vision étroite et mercantile. Elle fait référence à l'occasion à l'histoire du Vieux Continent et aux valeurs communes aux différents pays de la Communauté. « Il ne doit y avoir aucun doute à ce sujet, notre présent et notre avenir est dans l'Europe », a-t-elle ainsi affirmé en lançant la campagne de son parti pour le scrutin du 15 juin. Mais elle veut surtout que « l'Europe tout entière bénéficie de la politique suivie en Grande-Bretagne, qui a permis de créer des emplois et d'apporter la prospérité et la liberté de choix à des millions d'hommes et de femmes ».

L'Europe en plein vent

L'Europe qui a sa préférence ne doit en aucun cas être une « forteresse », protégée par des tarifs douaniers et des règlements, mais un ensemble de pays souverains capables d'accepter, en plein vent, la concurrence des Etats-Unis, du Japon et des nations industrielles montantes d'Extrême-Orient : « Nous voulons une Europe libre, entreprenante et ouverte sur l'extérieur, et non pas une Europe socialiste succombant sous la papaverose, les contrôles, la bureaucratie et le protectionnisme ».

Le leader travailliste, M. Neil Kinnock, ne cesse de répéter que le scrutin du 15 juin constituera un référendum national sur le bilan de dix années de thatcherisme. Le premier ministre ne l'entend au fond pas autrement. Avec son goût du machiavélisme, elle pousse que le choix porte entre la doctrine qui porte son nom et le socialisme homni. M^{me} Heath et Heseltine ainsi que d'autres conservateurs pro-européens moins connus cherchent, avec un certain succès jusqu'ici, à perturber ce duo trop bien réglé.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(1) Les Britanniques votent le 15 juin comme les Irlandais, les Danois, les Espagnols et les Néerlandais alors que tous les autres, y compris les Français, sont appelés aux urnes le 16 juin.

Amériques

PÉROU : commando Rodrigo-Franco contre Sentier lumineux

Le développement d'un terrorisme d'extrême droite

Le mouvement maoïste du Sentier lumineux a redoublé d'activité ces dernières semaines pour « célébrer » à sa manière le neuvième anniversaire d'une lutte armée qui a fait près de quatre mille morts depuis le 17 mai 1980. La police a annoncé, vendredi 2 juin, qu'une journaliste du quotidien *El Comercio*, Barbara d'Achille, et un ingénieur agronome avaient été tués dans une embuscade sur une route des Andes. Mais le gouvernement, quasiment impuissant face à ce danger, doit maintenant tenir compte, de surcroît, des agissements d'une organisation de « contre-terror » qui, née à l'extrême droite, paraît bénéficier d'étranges complicités.

LIMA
de notre correspondant

Exaspérés par l'audace croissante des mouvements insurgés et par l'état de débâcle économique et morale où se trouve le Pérou, certains membres de la police et de l'armée, ainsi que des militants de l'APRA, sur pouvoir, ont, depuis juillet 1985, formé des groupes paramilitaires pour assassiner opposants et présumés « subversifs ». Le plus connu d'entre eux porte le nom de commando Rodrigo-Franco ou CRF (1).

Jusqu'à présent, l'existence d'un terrorisme d'extrême droite avait été niée par le gouvernement. Elle vient d'être reconnue publiquement par M. Agustín Mantilla, ministre de l'Intérieur depuis le 15 mai dernier.

Cependant, la désignation de M. Mantilla à ce poste a été vivement critiquée par l'opposition et aussi par plusieurs dirigeants de l'APRA, notamment par le sénateur Valle Riestra, défenseur connu des droits de l'homme au Pérou.

Aucune piste suspecte

M. Mantilla, en effet, est souvent accusé d'avoir favorisé le massacre de près de trois cents prisonniers du Sentier lumineux lors de la révolte de la prison d'El Fronton, en juin 1986, cet ami du président Alan García, qui a été un temps secrétaire d'Etat à l'Intérieur, est aussi soupçonné d'être l'« inventeur » du commando Rodrigo-Franco. Commentant cette hypothèse, M. Mantilla a déclaré à l'hebdomadaire *Caretas* : « Le CRF est un ennemi, comme n'importe quel autre groupe de délinquants ou de terroristes. Il faut le combattre à fond... le seul premier intéressé à découvrir et à chasser ceux qui se cachent sous ce nom ».

Bien que ces groupes paramilitaires aient commis plusieurs attentats depuis 1986, les services de renseignements n'ont jamais trouvé aucune piste, ni arrêté un seul suspect. Pourtant, des indices flagrants ne manquent pas. Ainsi les hostilités contre l'Eglise catholique progressistes de Puno, dans le sud du pays, étaient dirigées ouvertement par un « apôtre » connu. Et l'un des auteurs de l'attentat manqué contre le journal *El Diario* — porte-parole du Sentier lumineux — en octobre 1987 était Edwin de la Torre, un membre de l'APRA protégé du ministère de l'Intérieur.

Le terrorisme de droite a d'abord été mis sur le compte de « desperados », encore dénommés « spontanés ». Mais, le 28 juillet 1988, l'enlèvement suivi de l'exécution de Luis Febres (avocat d'Osmán Morote, présumé numéro deux du Sentier lumineux) a été revendiqué par le « commando Rodrigo-Franco ». Dans son communiqué, le CRF annonçait que, désormais, pour chaque maire, soldat ou policier assassiné, il tuerait un membre du Sentier ou l'un de ses « alliés ». Quinze jours plus tard, deux jeunes guérilleros du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru chargés de négocier le montant de la rançon avec la famille du général à la retraite Hector Jeri, séquestré depuis plusieurs semaines, étaient enlevés, torturés puis assassinés.

La ville d'Ayacucho, dans les Andes du centre-sud, berceau du Sentier lumineux, est devenue le principal champ d'opération du CRF : graffiti sur les murs, tracts, menaces aux autorités membres de la coalition de la Gauche unie censés être « complices » des insurgés. Peu à peu, le CRF a étendu ailleurs son champ d'action avec attentats à la bombe, enlèvements et assassinats, s'attaquant

aux « bêtards de la gauche marxiste » et même « aux mauvais apôtres » qui fomentent des divisions et font le jeu des « rats de la gauche ». Le secrétaire général de la puissante Fédération des mineurs, Saul Cantoral, a été assassiné en février (il dirigeait une grève). Un député de la Gauche unie, Eriberto Arroyo, a été, en avril, une autre victime de renom : il dénonçait l'immoralité de certains fonctionnaires « apôtres ».

Une implication officielle ?

Même si les attentats criminels revendiqués par le CRF se comptent encore sur les doigts des deux mains, ils ne manquent pas d'efficacité, car ils engendrent la panique. La presse est l'une des principales cibles du CRF. Plusieurs journalistes ont dû abandonner la région andine : ainsi Odilon Farfan, d'Ayacucho, a-t-il été contraint de chercher asile en France après que son frère Juvenal eut été assassiné avec toute sa famille. La presse étrangère n'a pas été épargnée : Alberto Ku King, président de l'Association des correspondants et directeur de l'agence italienne ANSA, a dû quitter le Pérou le 10 mai, après avoir été averti par l'ambassade des Etats-Unis que son nom figurait sur une liste de « condamnés ». Le représentant de l'agence allemande DPA, Gerd Hopper, et celui de l'agence américaine Associated Press, Monte Hayes, ont reçu des menaces très précises.

Un député de la Gauche unie, M. Manuel Piqueras, a exigé la création d'une commission d'enquête parlementaire en vue d'identifier ces paramilitaires. Il a reçu l'appui de cinq cents personnalités représentant l'Eglise, l'armée, la commission des droits de l'homme...

L'hebdomadaire d'opposition *Oiga* vient de présenter le témoignage d'un « ancien membre de la Dircote » (le corps de police spécialisé dans la lutte contre le terrorisme) expliquant l'origine du CRF : « Tous les terroristes que nous mettions entre les mains du pouvoir judiciaire avec les preuves irréfutables de subversion étaient relâchés par les tribunaux. Mantilla s'en est rendu compte, et, en accord avec les chefs de la police, il a créé le commando Rodrigo-Franco, qui avait pour objectif d'assassiner tous les militants du Sentier lumineux remis en liberté par les tribunaux... ». L'ex-policier ajoute que, plus récemment, le gouvernement a utilisé le CRF pour intimider les opposants.

A-t-on affaire à un véritable terrorisme d'Etat, comme voudrait le démontrer *Oiga* ? Ou plutôt à des groupuscules marginaux, comment vient de l'affirmer M. Mantilla ? C'est ce que la commission d'enquête du Sénat devra découvrir. Quel qu'il en soit, l'application de la loi doit tuer toutes les chances de faire éclore la violence, comme ce fut le cas en Argentine avec la « Triple A », en Colombie avec les « escadrons de la mort » ou au Salvador avec « la main noire ».

NICOLE BONNET.

(1) Rodrigo Franco, haut fonctionnaire, membre de l'APRA, a été assassiné par le Sentier lumineux en 1987.

SURINAME

Projet de loi d'amnistie pour les rebelles

L'Assemblée nationale du Suriname a adopté, vendredi 2 juin, un projet de loi d'amnistie des rebelles dirigés par Ronny Brunswijk, qui mènent depuis trois ans une lutte armée contre le gouvernement. L'adoption du projet de loi déposé par le président du Suriname, M. Ramsewak Shankar, intervient quelques heures après qu'un groupe de quarante rebelles ont menacé de saboter le réseau d'alimentation électrique de la capitale.

Le président de l'Assemblée, M. Jaggernath Lachmon, a déclaré que l'amnistie serait un « bon instrument » pour la délégitimation qu'il doit conduire en Guyane française, mercredi prochain, pour rencontrer un groupe de guérilleros et Ronny Brunswijk. La loi d'amnistie, rétroactive, couvrira une période commençant au 1^{er} janvier 1985, soit plus d'un an avant le début de la lutte armée menée par Brunswijk et son « Jungle Commando ».

SUÈDE : l'ouverture du procès sur l'assassinat d'Olof Palme

L'inculpation d'un désaxé n'a pas mis fin à toutes les interrogations

STOCKHOLM
de notre correspondant

L'heure de vérité ? Après trois ans d'enquête pour retrouver le meurtrier d'Olof Palme le procès de l'assassin présumé, Christer Petersson, s'ouvre lundi 5 juin à Stockholm.

Ce n'est pas une mince affaire, et la justice suédoise, visiblement, ne tient pas à laisser passer ce qui pourrait être la dernière chance de voir un tueur à cette histoire compliquée qui pèse sur la société tout entière. L'arrestation, le 14 décembre dernier, du Suédois officiellement inculpé le 29 mai, n'a guère apporté de soulagement tant les chemins qu'ont pris les diverses enquêtes aubent été tortueux, rocambolesques, pavés de maladroits et tant les soupçons qu'ils ont suscités ont du mal à être oubliés. La thèse du complot international, qu'il soit croate, kurde, iranien, sud-africain, voire chilien, a la

vie dure, et si on ne se rappelle presque plus que le premier suspect, relâché la veille de son inculpation faute de preuves, était lui aussi suédois, d'aucuns continueront longtemps d'entretenir leurs doutes personnels sur la « piste policière » domestique. C'est donc dans un climat de grand scepticisme que débute ce procès « historique » dont l'issue est loin d'être certaine.

L'accusé : un homme de quarante-deux ans, délinquant notoire condamné plus de soixante fois par le passé, dont une pour meurtre à la baléonnette en pleine rue de Stockholm, en 1970. Alcoolisé, de surcroît, toxicomane et passablement désaxé, il a fait en vingt ans le tour des établissements pénitentiaires et psychiatriques de la région de Stockholm. Un personnage à deux visages : violent, brutal et ennemi de la société, selon les uns, aimable, doux avec les enfants et qui lit la Bible selon les autres. Mais est-il pour autant l'homme qui a tué le

premier ministre qui sortait du cinéma avec son épouse, dans la soirée du 28 février 1986 ? Christer Petersson nie depuis le début et en l'absence de preuves matérielles, puisque l'arme du crime entre autres n'a pas encore été retrouvée, les procureurs, même avec un dossier instructif de trois mille pages et trente-deux témoins à charge, ne disposent pour l'instant que d'indices. Leur atout majeur est le témoignage de M^{me} Lisbet Palme, la seule à avoir vu de près l'homme qui se trouvait sur les lieux du meurtre, mais qu'elle n'a pas vu tirer. Elle l'a reconnu sur un film vidéo tourné par la police, puisqu'elle aurait, en effet, refusé le procédé habituel de la confrontation « physique ». D'autres témoins l'ont également identifiée comme l'homme qui avait attendu et suivi le couple à la sortie du cinéma. Parmi les personnes appelées à la barre, certaines (issues pour la plupart du même milieu que lui ou du milieu tout court) donneront des précisions sur l'emploi du temps de l'accusé, tel ce camarade qui attendait qu'il lui ramène des ampoules pour la soirée. Celui-ci affirme que Christer Petersson est rentré après l'heure qu'il a lui-même indiquée. S'il maintient sa déposition, l'accusé se retrouve sans alibi. Par ailleurs, l'un des principaux témoins, un dealer de drogue de ses connaissances, aurait donné de nouveaux renseignements à la police, notamment au sujet d'un revolver magnum auquel l'accusé aurait eu accès. L'attrait d'une récompense éventuelle jouerait-il au dernier moment ?

La « piste kurde »

La défense, de son côté, utilisera tous les points faibles du dossier — les témoins — et tous les vices de forme des enquêtes qui ont précédé. La « piste kurde », bien qu'officiellement écartée par les enquêteurs, pourrait faire sa réapparition dans ce contexte : l'avocat de l'accusé, en effet, fait savoir il y a quelques jours qu'il appellera à la barre deux anciens agents des services secrets suédois. M^{me} Walter Kegnér et Jan-Henrik Barrling, afin de démontrer, nouvelles révélations à l'appui, qu'il existe d'autres meurtriers possibles que son client.

Il y a un an exactement éclatait « l'affaire Ebbe Carlsson » lorsque la douane interceptait du matériel d'écoute illégitime, destiné précisément à surveiller certains membres de l'organisation extrémiste kurde du PKK en Suède, considérés comme « terroristes » par la Sâpo

(les services secrets). On découvrait alors que la « piste kurde », qui avait valu son limogeage au chef de la première enquête policière, M. Hans Holmér, avait été reprise dans le secret, mais avec l'assentiment du ministre de la justice, M^{me} Anna-Greta Leijon, par leur ami conjoint Ebbe Carlsson, directeur d'édition proche du pouvoir social-démocrate, ainsi que M^{me} Kegnér et Barrling (alors à la Sâpo).

La découverte de cette enquête privée allait entraîner la chute du ministre de la justice, ainsi que celle, par la suite, du chef de la police nationale et du chef de la Sâpo. Elle exposait en même temps au grand jour la lutte que se livrent depuis plus de vingt ans la social-démocratie et une partie des services secrets qui échappent sans doute au contrôle du pouvoir. L'argument des détracteurs de l'homme était, en effet, que la Sâpo, n'ayant pas pris au sérieux des menaces du PKK contre Olof Palme, était de ce fait indirectement responsable de sa mort. M^{me} Leijon, au lieu d'en faire part au premier ministre, M. Ingvar Carlsson, et aux responsables de l'enquête officielle, n'écoulaient que son désir de tout faire pour retrouver le meurtrier.

Verra-t-on resurgir toutes ces intrigues devant ce tribunal qui doit juger un accusé peut-être trop ordinaire au goût de certains ? PKK ou pas, le nom d'Ebbe Carlsson, en tout cas, ne devrait pas manquer d'être prononcé dans l'enceinte à propos de certains vices de forme de l'enquête qui risquent d'affaiblir davantage l'accusation. Il vient en effet d'être révélé que, sauf les dernières, aucune des dépositions de M^{me} Palme n'a été enregistrée sur bande ni consignée dans un rapport de police établi en bonne et due forme, et ce à sa demande et que M. Holmér l'avait, au moins une fois, entendue en présence d'Ebbe Carlsson... au domicile de ce dernier. Alors qu'elle avait jusqu'à été égarée, M^{me} Palme se voit maintenant critiquée — par le chef de l'enquête policière notamment — pour son attitude qui a compliqué les travaux de la police. Mercredi 14 juin, elle devra, à son tour, répondre à des questions posées de l'avocat de l'Ebbe Carlsson, Arne Liljercus. Elle peut, si elle veut, choisir de ne pas répondre puisque, en sa qualité de partie concernée, elle n'aura pas à prêter serment. Trois années d'enquête pourraient se terminer comme elles ont commencé : dans le chaos.

FRANÇOISE NIETO.

GRAND CONCOURS

COMMANDEZ VOS NUMEROS MANQUANTS

Cochez les numéros des vignettes qui vous manquent. Nous vous ferons parvenir les numéros correspondants en franco de port.

N°1 4.30 F 23 MAI	N°2 4.30 F 24 MAI	N°3 4.30 F 25 MAI	N°4 4.30 F 26 MAI	N°5 4.30 F 27 MAI	N°6 4.30 F 28-29 MAI
N°7 4.30 F 30 MAI	N°8 4.30 F 1 JUIN	N°9 4.30 F 2 JUIN	N°10 4.30 F 3 JUIN	N°11 4.30 F 4 JUIN	

NOM: _____ PRENOM: _____

ADRESSE: _____

CODE POSTAL: _____ LOCALITE: _____

Envoyez ce bon de commande avec votre règlement du total des exemplaires commandés à: Le Monde, service des ventes aux numéros, 7, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'emprise des chefs de clan

M. Mitterrand passera une grande partie de la journée de mardi dans le Sud tunisien, à l'oasis de Tozeur et dans le village de montagne de Tamerza, près de la frontière algérienne. Le programme de mardi comporte aussi un dépôt de gerbe au monument des Martyrs de Sedjoum (élevé à la mémoire des combattants nationalistes), différents entre-tiens et réceptions dans la capitale. Le chef de l'Etat rentrera à Paris en fin de journée.

Diplomatie

مكتبة امه الاول

هنا من الأصل

Politique

Dans une lettre à M. Pierre Joxe

M. Rocard fixe les orientations d'une nouvelle législation sur le financement des partis

M. Michel Rocard a rendu public, vendredi 2 juin, une lettre adressée à M. Pierre Joxe, président de l'Assemblée nationale, dans laquelle il expose les orientations d'une nouvelle législation sur le financement des partis politiques et des campagnes électorales.

Le premier ministre demande au ministre de l'Intérieur de mettre au point un projet de loi avant la session d'automne du Parlement. L'Assemblée nationale doit débattre,

lundi 5 juin, du projet de loi portant amnistie à la Guadeloupe (qu'un amendement de la commission des lois tend à la Martinique), mais il semblerait acquis, samedi 3 juin, qu'à l'occasion de cette discussion, les socialistes - parti, groupe et gouvernement - profiteraient du débat pour voter d'obtenir le vote d'un amendement amnistiant les délits relatifs au financement des partis et des campagnes électorales.

Les directives du premier ministre

Le premier ministre a adressé, le vendredi 2 juin, au ministre de l'Intérieur, la lettre suivante :

« Monsieur le ministre et cher collègue,

La loi du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique, tout en apportant une amélioration sensible dans un domaine où elle était particulièrement défectueuse, n'en a pas moins laissé subsister des lacunes et des zones d'ombre que l'expérience a fait rapidement apparaître.

Or, tout comme monsieur le président de la République et en tant que chef du gouvernement, je tiens particulièrement à ce que toutes les mesures soient prises pour dissuader efficacement ou, à défaut, réprimer impitoyablement, des agissements attentatoires à l'idée que nous nous faisons tous de ce que doit être une démocratie.

A cette fin, je vous demande de mettre aussitôt à l'étude un avant-projet de loi de sorte que le Parlement puisse être saisi dès la prochaine session ordinaire car une telle discussion ne dérangera d'autant mieux qu'elle interviendra en dehors de tout contexte électoral.

Sur le fond je souhaite que vous puissiez examiner notamment les aspects suivants :

En matière de dépenses, nous assistons à une inflation aussi

constante qu'injustifiée. Dans toutes les élections, les candidats exposent des frais considérables moins en fonction d'une présomption d'efficacité étudiée et raisonnée qu'à seule fin de faire autant ou plus que leurs concurrents. Il y a là un mécanisme de surenchère absurde qui peut conduire des candidats à rechercher des financements à n'importe quel prix, voire par n'importe quel moyen. Aussi me semble-t-il a priori utile d'imaginer un système très solide, et contrôlé, de plafonnement des dépenses, éventuellement complété par une limitation des possibilités de publicité commerciale.

S'agissant en second lieu des ressources, le financement public a trop souvent tendance, si l'on en juge par certaines expériences étrangères, à s'ajouter aux financements occultes plutôt qu'à s'y substituer. Aussi faudrait-il faire en sorte que les ressources d'origine indiscutable suffisent à couvrir les besoins. Pour cela, outre la décroissance des dépenses envisagée dans le point qui précède, je pense que la combinaison peut s'opérer entre financements publics et privés à condition que les uns comme les autres soient clairs, déclarés et dûment contrôlés.

En troisième lieu, je crois que le système à mettre en place doit être généralisé à tous les scrutins, favorisant la transparence également en

dehors des périodes électorales, et aussi traquer tout ce qui, dans le fonctionnement des collectivités publiques, pourrait nuire aux objectifs poursuivis.

Enfin, il me semblerait légitime qu'ayant ainsi fixé des règles nouvelles, efficaces et adaptées, la loi prévoit en contrepartie une panoplie de sanctions extrêmement sévères à l'égard de quiconque les transgresserait.

Sur l'ensemble de ces points et sur d'autres, vous savez comme moi que les commissions compétentes au sein du Parlement ont, formellement ou informellement, poursuivi des réflexions qu'il serait utile de connaître pour les intégrer, dans la mesure du possible, à vos propres travaux.

Je suis prêt, dès que vous jugerez le dossier suffisamment avancé, à provoquer la concertation interministérielle nécessaire.

Il ne serait ni digne de la France ni conforme à la volonté exprimée par monsieur le président de la République de laisser se précipiter des situations troubles et inacceptables et je vous remercie donc par avance de votre diligence.

Je vous prie de croire, monsieur le ministre et cher collègue, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

César et les radeaux

D'ORDINAIRE bien délaissées, les valeurs de la transparence financière et de la moralisation de la vie politique connaissent depuis trois semaines une hausse spectaculaire. Le chef de l'Etat avait donné le ton à Solothurn le 14 mai. Une saine émulation vertueuse s'empara aussitôt du Parti socialiste : premier secrétaire, trésorier, c'est à qui porterait le plus haut l'étendard de la vertu à réinventer (le Monde daté 28-29 mai et du 1^{er} juin).

Quelques jours plus tard, c'est le premier ministre qui, par sa lettre du 2 juin au ministre de l'Intérieur, reprend l'initiative et trace avec précision la marche législative à suivre, dicte les grandes lignes. Il fait bien, enfin, le vœu présidentiel de voir le Parlement discuter lors de la session d'automne le nouveau projet de loi sur la transparence financière de la vie politique.

Sévérité de l'état des lieux (désober, fermés des solutions proposées, vigoureuse extension du dispositif à tous les scrutins, aux collectivités locales et aux périodes non électorales : M. Rocard n'a eu, à l'évidence, aucune peine à se mettre au diapason de M. Mitterrand. L'œil rigoureux et expert (ne fut-il pas trésorier du PS ?) de M. Joxe n'aura non plus aucune peine à lire toutes les lignes de la massive du premier ministre et entre les lignes.

M. Rocard adopte le tempo rapide imposé par le président, alors qu'il avait commencé modérément le travail de réouverture du complexe chantier de la moralisation de la vie publique (le Monde du 27 mai). Il suggère, au passage, que personne ne marie mieux que lui la bague que se disputent ces jours-ci tant de virtuoses socialistes. En imposant d'emblée à l'esquisse de la loi future une configuration précise, il minimise le risque de la livrer ensuite à l'exercice parfois éprouvant des concertations et des nécessaires compromis. C'est le contraire qui s'était passé avec les lois de mars 1988 élaborées par le gouvernement Chirac après des tables rondes avec les partis, on sait ce qu'il en advint...

Bref, M. Rocard donne aujourd'hui la mesure d'une courtoisie et d'une saine assemblée par lui en août 1987 (dans un entretien publié par Libération) quand sa vertu solitaire se vendait mal : la lutte pour la moralisation est « un enjeu grave ».

Probité candide

Tout cela est bel et bien bon. « La sagesse des anciens voulait que la femme de César fut incorruptible », rappelle-t-il avec humour. En 1982, l'exposé des motifs d'une proposition de loi socialiste sur la moralisation de la vie politique. « Encore

conviendrait-il que César lui-même ne se mette pas dans le cas d'être soupçonné. » Qui ne souscrirait à cette pétition de principe et n'applaudirait la vigoureuse toilette que César se promet de s'offrir à lui-même ?

Mais comme la vie publique croûte rarement sous l'excès de fin blanc et de probité candide, il faut bien aussi s'interroger avec insistance sur les causes de cette chronique scabreuse d'une moralisation annoncée. Le Parti socialiste a-t-il senti monter avec crainte et tremblement le fracas ou les périls d'une nouvelle « affaire », ou d'une vieille, qui viendrait par aventure à être complètement édulcorée à son détriment ? Les perversions d'un système de financement déjà dévoyé ont-elles donné le vertige à ceux que les errements ordinaires ne choquaient plus depuis longtemps ? Les crises 1986-1989 (riche période électorale) des grandes et petites manœuvres ont-elles produit une potion plus aigre que d'ordinaire ?

On fera enfin observer, au-delà de toutes ces questions, que le premier ministre a pris la peine de faire connaître, avec minutie le 2 juin, la couleur du bâton à venir. L'Assemblée nationale doit, en principe, examiner, le lundi 5 juin, un projet de loi d'amnistie pour le moment plus restreint, mais promis selon toute vraisemblance, à un certain élargissement. Ce qui laisserait trois nuits à une jolie cohorte d'états de tous bords pour faire le même rêve étrange et périlleux.

Sur l'océan politique voguent force radeaux de la Méduse qui s'alourdissement dangereusement. Soudain délaissés des petits et des grands égarés dans des eaux et des autres, les radeaux deviennent aussitôt autant d'esquifs plausibles qui voguent en hâte vers le port de la transparence où les attend César, blanc comme neige, l'air sévère mais juste comme il se doit. Qui a dit que M. Rocard n'était sensible qu'à la poésie des boîtes aux lettres et des cages d'escalier ?

MICHEL KAJMAN.

Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale

Course de lenteur

Une poignée de députés pour-suivaient, samedi 3 juin, l'examen du projet de loi sur les conditions de séjour et d'entrée des étrangers en France. L'opposition de droite et le gouvernement se sont à nouveau livrés, vendredi, à une guerre de procédure menée pied à pied : l'UDF et le RPR ont multiplié les manœuvres de diversion (rapels au règlement, suspension de séance, etc.), tandis que le gouvernement rendait coup pour coup en demandant systématiquement le renvoi à la fin de la discussion des « rafales » d'amendements lâchées par M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie).

Une course de lenteur s'est engagée entre le gouvernement et l'opposition de droite. Bien qu'ayant été autorisé en conseil des ministres à engager la responsabilité du gouvernement (article 49-3), le premier ministre, M. Michel Rocard, n'était pas très chaud pour recourir à cette procédure qui s'impose surtout quand un texte ne dégage pas de majorité. Ce n'est pas le cas, puisque les communistes ne s'y opposent pas. Ils estiment, en effet, qu'il ne s'agit pas d'une « avancée » par rapport à la loi Pasqua. Le gouvernement souhaitait donc que la discussion se poursuive jusqu'à dimanche, quitte à recourir au vote bloqué pour faire tomber à la fin, en cascade, les amendements d'obstruction. Du côté de l'opposition, on ne souhaitait pas censurer le gouvernement (article 49-2) avant la fin de la discussion elle-même.

Le ministre de l'Intérieur, M. Pierre Joxe, s'est à nouveau employé, vendredi, à séparer le bon grain de l'ivraie en faisant le tri des amendements. A plusieurs reprises,

il a affirmé sa volonté de voir le débat au fond se poursuivre, tout en renvoyant à plus tard les amendements d'obstruction. « C'est une stratégie du mépris ! », a protesté M. Jacques Toubon (RPR, Paris). « C'est une manœuvre politique. Vous n'êtes pas un ministre mais un politicien couché devant le président de la République », a-t-il lancé en cherchant, en vain, à pousser M. Joxe à la faute. Imperturbablement, le ministre de l'Intérieur a dégainé la réserve pour repousser la discussion des amendements Mazeaud. « Le débat est lamentable », estimait, dans les couloirs, M. Jean-Pierre Michel (PS, Haute-Saône). Partageant cette conviction, la plupart des députés socialistes avaient déserté l'hémicycle, ce qui a donné matière, pour l'opposition, à plusieurs interpellations. « Vous vous désintéressez de ce débat, a lancé M. Mazeaud. Toute cette affaire est purement électorale. On ne veut pas débattre au fond mais à la sauvette en accusant l'opposition d'obstruction. C'est que le but est de permettre à M. Le Pen de faire beaucoup de voix le 18 juin ! »

« On peut évidemment penser qu'on a ici tous les droits et en user. L'opposition aurait donc le droit de transformer le débat en mascarade et, au-delà du ridicule qu'elle se donne, de ridiculiser la représentation nationale », a répliqué M. Michel.

Au milieu du feu nourri, quelques morceaux épars de débat ont pu surgir. Ainsi, à propos du délai de préemption de trois ans (au lieu d'un an) de la carte de résident pour un étranger qui a regagné son pays, M. Gérard Longuet (UDF, Meuse) s'est montré favorable à cette disposition, contrairement au RPR. Mais il a souhaité qu'elle soit assortie d'un projet de réinsertion. M. Mazeaud, lui, s'est montré totalement hostile à

ce dispositif, estimant qu'un étranger qui resterait trois ans dans son pays d'origine perdrait « tout le bénéfice de l'insertion dans la société française ».

Le rapporteur de la commission des lois, M. Michel Suchaut (PS, Dordogne), a estimé que la proposition de M. Longuet ne pouvait être retenue. « L'article 3 crée un équilibre clair : d'un côté, l'étranger titulaire d'une carte de résident dispose de trois ans pendant lesquels il peut quitter le territoire et y revenir ; de l'autre, pendant ce délai, cette période peut être prolongée sur sa demande. Ce ne serait pas du bon travail législatif que d'adopter à cette règle claire des sous-conditions très spécifiques. (...) Le délai de trois ans est en lui-même un facteur qui favorise cette réinsertion. »

M. Longuet devait donc finalement faire marche arrière devant le refus du gouvernement. Il estimait, en effet, que celui-ci créait « une catégorie nouvelle de résidents permanents à partir de la carte de résident permanent ». M. Joxe a expliqué que l'amendement de M. Longuet mettrait « en situation pénible » les étrangers qui retournent chez eux pour se conformer au désir de leurs parents, pour s'acquitter de leurs obligations militaires ou, tout simplement, pour tenter leur chance. « Bien souvent, a-t-il souligné, les jeunes étrangers ne cherchent à revenir d'intégrer en France qu'après l'échec d'une tentative dans le pays de leur culture d'origine. Après avoir été pourvus d'un titre de séjour, ils sont partis tenter leur chance. Voilà ce qui leur est arrivé en France, en cas d'échec, les considérer comme de nouveaux migrants ? Ce serait multiplier les cas douloureux ! »

PIERRE SERVANT.

Un entretien avec Harlem Désir

« Le gouvernement aurait intérêt à défendre sa réforme avec beaucoup plus de vigueur »

Le président de SOS-Racisme, M. Harlem Désir, dont l'association est l'une des plus concernées par le débat sur l'immigration en cours à l'Assemblée nationale, se montre critique à l'égard du gouvernement, dans l'entretien qu'il a accordé au Monde.

« Des contraintes qui sont proches de vous, tel Bernard Stasi, affirment que faire discuter à l'Assemblée nationale, en pleine campagne électorale, le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, c'est « un cadeau au Front national ». Le gouvernement n'aurait-il pas mieux fait d'attendre le 19 ou le 20 juin ? »

« Je suis un peu surpris par la dernière idée à la mode - qui consiste à dire que le débat est comme à gauche - selon laquelle l'immigration serait un sujet trop sérieux pour être abordé à la veille d'une échéance électorale. Lorsque nous avions lancé, à SOS-Racisme, notre propre campagne sur le droit de vote des immigrés et l'abrogation de la loi Pasqua, on nous avait déjà dit que, à la veille des élections municipales, ce n'était pas le moment. C'est à gauche, évidemment, qu'on nous le reprochait. »

« Si l'on pense que la période est mal choisie et qu'un débat risque d'alimenter des fantasmes, alors il faut avoir un comportement digne et ne pas se laisser aller à l'obstruction parlementaire et aux dérapages à la limite du racisme auxquels on a assisté à l'Assemblée nationale. D'autant que l'actuel projet de loi ne remet pas en cause la politique de fermeture des frontières décidée en 1974. Le projet de loi Joxe ne modifie rien le dispositif de contrôle aux frontières de la loi Pasqua. C'est même un point sur lequel nous avons des incohérences, notamment parce

que la délivrance des visas et les possibilités de refoulement par la police de l'air et des frontières restent totalement discrétionnaires.

« Le ministre qui devrait être, théoriquement, chargé de l'insertion des immigrés, Claude Evin, n'a pas mis les pieds à l'Assemblée nationale pendant le débat. Jusqu'à présent, le premier ministre n'a fait qu'une apparition de quarante minutes, et l'on sait bien que le projet n'est pas vraiment celui de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, qui, au départ, était réticent. N'avez-vous pas le sentiment que les socialistes sont en train de vous flouer ? »

« Il est vrai que le gouvernement ne voulait pas de cette loi à l'origine. C'est la mobilisation des antiracistes et la décision du président de la République qui ont permis d'en finir avec cet immobilisme. Aujourd'hui, je crois que le gouvernement aurait intérêt à défendre sa réforme avec beaucoup plus de vigueur, à la mettre en perspective, à l'insérer dans une politique cohérente d'intégration des immigrés à laquelle il manque encore les volets de la loi Pasqua, de naturalisation et de citoyenneté. Je me demande où est passé le ministre chargé de ces volets-là. »

« Il manque au gouvernement une politique cohérente d'intégration dont l'initiative devrait revenir au ministre des affaires sociales. D'ailleurs, depuis 1986, c'est une constante de l'action gouvernementale : c'est le ministre de l'Intérieur qui gère le dossier de l'immigration. Le gouvernement serait plus fort pour défendre la loi Joxe s'il avait présenté en même temps un plan d'ensemble et cohérent d'insertion sociale. »

« Le premier ministre pense qu'il faut agir sur les conditions de vie quotidiennes, le logement, les « ascenseurs et les boîtes à lettres », comme il dit. Vous devriez être d'accord puisqu'il n'a fait que reprendre des expressions - « réparer les boîtes à lettres et les ascenseurs » - que vous avez déjà utilisées. »

« Encore faut-il le faire et s'en donner les moyens. Mais quand on a réparé l'ascenseur et que quelqu'un écrit dessus : « Les Français d'abord », on n'a pas résolu tout le problème. »

Il faut affronter le débat d'idées sur l'intégration des immigrés, leur insertion culturelle, leur insertion dans les quartiers. La gauche a effectué une sorte de looping. Après

s'être contenté d'une réponse morale dans le débat des années 80, une partie de la gauche semble vouloir se contenter, aujourd'hui, d'une réponse sociale. On ne peut pas désertier comme cela le débat d'idées.

« Depuis quelques années, toutes les formations républicaines reconnaissent que les immigrés qui sont en France y resteront et que le seul objectif réaliste c'est celui de l'intégration. Or il y a quatre ou cinq ans seulement, toute une partie de la droite et même une partie de la gauche tablait sur une politique de retour massif, dans le pays d'origine, par l'incitation ou la contrainte. Ceux qui sont intimement convaincus que l'intégration est la bonne solution ne doivent pas laisser l'aile dure du RPR s'exprimer en leur nom et saboter une évolution plutôt saine du débat politique. »

« L'attitude d'Alain Juppé, en particulier, n'est pas cohérente. Il avait annoncé que l'ère des amalgames envers le Front national était passée et que le gaullisme revenait à ses traditions humanistes. Mais il faut aller jusqu'au bout. Or, dans le débat d'aujourd'hui, on se sert encore de l'immigration comme d'un épouvantail. L'immigration est utilisée, par ceux-là mêmes qui disent que ce n'est pas le bon moment pour en parler, - et de toute façon, pour certains ce n'est jamais le bon moment pour parler des droits des immigrés - comme l'arme d'un règlement de compte à l'Intérieur d'un parti, entre conservateurs et rénovateurs. Le sujet est trop sérieux pour faire l'objet de manœuvres internes à un appareil politique. »

« Le transfert de compétences du juge administratif au juge judiciaire, prévu par l'actuel projet de loi, en appel d'une décision de l'autorité préfectorale sur les reconstructions à la frontière est contraire à la Constitution, selon certains députés de l'opposition. Si le Conseil constitutionnel était du même avis, vous auriez bonne mine. »

« Si le Conseil constitutionnel cassait cet article de la loi, j'ose espérer que le gouvernement ne renoncerait pas en cause le dispositif même de l'appel préalable et qu'il reviendrait devant l'Assemblée pour proposer que ce recours ait lieu devant le juge administratif. Faute de quoi, la réforme serait vidée d'une grande partie de son contenu. »

Propos recueillis par JEAN-YVES LHOUEAU.

Contentieux électoral

Le tribunal administratif de Marseille a annulé, jeudi 1^{er} juin, les élections municipales à Allauch (Bouches-du-Rhône) où M. Roland Poinelli (PS, maire sortant) avait été déclaré réélu au premier tour avec 50,89 % des voix face à quatre autres listes. Le tribunal a révoqué le résultat au motif d'annulation de la publication d'un sondage et la diffusion d'un tract traitant de « adversaires de M. Poinelli de « traîtres » quarante-huit heures avant le scrutin.

Le tribunal administratif de Besse-terre a annulé les élections municipales de Tournay-sur-Rhône (Ain) en raison de la présence sur les lieux de vote d'électeurs portant des tee-shirts avec une inscription favorable à M. Alex Falémé (div. g.) déclaré élu au second tour avec 639 voix contre 616 à la liste conduite par M. Roger Petit (PS). M. Falémé avait bénéficié entre les deux tours du retrait du maire sortant Olivier Droite.

Le tribunal administratif de Lyon a annulé les élections municipales dans les communes de Oullins et de Dardilly (Rhône). A Oullins, où M. Roland Bernard (PS) maire sortant

avait devancé M. Michel Terrot (RPR) député de 125 voix au second tour quelque 165 votes par procuration avaient été enregistrés sans que le nom du bénéficiaire de la procuration soit inscrit en face de celui du mandataire. A Dardilly, où c'est la différence d'âge qui avait départagé les deux candidats, M. Bernard Thomas et Marcel Christ, crédités tous deux de 933 voix, le tribunal a déclaré anormale la diffusion, la veille du second tour, de tracts en faveur de M. Thomas.

Avec Le Monde sur Minitel

ADMISSIBILITÉS
à EDHEC - ESC REIMS
ICN - ESC ROUEN
GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE

Politique

La campagne pour les élections européennes

M. Méhaignerie prêt à fondre le CDS « au sein d'un grand rassemblement »

Priorité au Sud-Ouest, le vendredi 2 juin, pour les candidats aux élections européennes : M. Laurent Fabius était à Toulouse, M. Valéry Giscard d'Estaing en Aquitaine, et M. Simone Veil en Poitou-Charentes.

Ce déplacement, dans une région où les centristes sont bien implantés mais où ils hésitent entre la liste du RPR et de l'UDF et celle patronnée par l'UDC, était particulièrement important pour l'ancienne présidente du Parlement européen.

M. René Monory, sénateur de l'Union centriste et président du conseil général de la Vienne, qui avait reçu, à ce titre, M. Giscard d'Estaing à Poitiers lors du lancement de la campagne de celui-ci, a, cette fois, accueilli M. Veil à Rochefort et l'a assuré « de son engagement sans réserve et sans limite » à ses côtés.

A Angoulême, la situation était plus délicate. Le maire de la ville, M. Georges Chavaud, député UDC, privilège « l'union » qui lui a permis d'obtenir la mairie aux socialistes en mars ; il apporte donc son soutien à la liste du RPR et de l'UDF. Cela ne l'a pas empêché de rencontrer M. Simone Veil et M. Pierre Méhaignerie lors de leur passage dans la préfecture de la Charente. Devant lui, le président du CDS a réaffirmé que les centristes avaient « été exemplaires dans la défense de leurs convictions et dans la défense de l'union » ; il a ajouté que si la liste de M. Veil approchait ou dépassait un score de 15 % des suffrages exprimés le 18 juin « cela changera les choses et nous aurons alors assumé le renouvellement de l'opposition ». Pour cela, M. Méhaignerie s'est dit prêt « à mettre le CDS sur la table » lors de la convention des renouvelés du 24 juin, ajoutant : « Si le CDS doit disparaître, pourquoi pas ? Je suis prêt à le mettre au service d'une grande ambition au sein d'un grand rassemblement ».

Pendant ce temps, M. Valéry Giscard d'Estaing, en compagnie notamment de M. Alain Juppé et de M. Michèle Barzach, couvrait le déplacement de ses colistiers en Aquitaine autour du dossier de la santé, nous signale notre correspondant Gilette de Matha.

M. Giscard d'Estaing et la défense des chasseurs

L'ancienne ministre de la santé de M. Jacques Chirac a expliqué qu'il fallait « construire une Europe des malades » mais pour autant « aller vers un système unique d'assurance maladie européen ». M. Juppé a précisé : « Nous sommes décidés à conserver notre système de prise en charge des dépenses de santé car il est le plus perfectionné ». M. Barzach a aussi expliqué qu'il devrait y avoir deux cent mille médecins chômeurs en 1992 en Europe alors que l'Allemagne continue de former annuellement douze mille nouveaux médecins et l'Italie plus de dix mille pendant que la France a imposé un nombre croissant de près de quatre mille étudiants : « Il ne saurait être question que la France se retrouve victime de ses propres décisions ». A Bordeaux, devant un millier d'élus et de militants UDF et RPR, dont M. Jacques Chaban-Delmas, M. Giscard d'Estaing a affirmé : « Les Français ont peur de l'Europe ; ils ont tort. La France a vocation de devenir la puissance centrale de l'Europe », à condition qu'elle mette en place « une politique libérale ». Les grands principes d'intervention du pêche aux voix. Or le Sud-ouest fournit un fort contingent de candidats de la liste Chasse, pêche et tradition, et à cette époque de l'année, les chasseurs de tourterelles font fi des directives de Bruxelles. C'est donc sous les applaudissements de l'assistance que l'ancien président de la République a défendu « les coutumes » en expliquant : « Aux Etats-Unis, le droit de la chasse est défini par chaque Etat, pourquoi ne réinventerai-je pas en Europe de chaque pays ? ».

M. Fabius à Toulouse

Les salariés de Dassault font campagne...

M. Laurent Fabius a fait campagne, vendredi 2 juin, à Toulouse, où il a été accueilli et accompagné toute la journée par M. Lionel Jospin. Les salariés de l'usine Dassault de Colomiers, que le constructeur d'avions a décidé de fermer, ont mis à profit cette visite pour tenter de faire progresser leur cause. Leur intersyndicale a été reçue, au conseil général de la Haute-Garonne, par les responsables socialistes.

Toulouse
de notre envoyé spécial

« Dassault ferme : voilà l'Europe du PS ! » : les autobus toulousains avaient été, vendredi matin, couverts d'affiches portant ce slogan. Pour les mille cinq cents salariés du site de Colomiers, et particulièrement, pour la CGT et le PCF, la venue de M. Fabius à Toulouse devait être l'occasion de ce qui serait peut-être l'une des rares empoignées de cette campagne européenne. Les autorités, inquiètes, avaient pris toutes les précautions possibles pour éviter une confrontation.

Il n'en a, finalement, rien été, ou si peu. Entrés au conseil général par les jardins - la place Saint-Etienne étant occupée par les manifestants - MM. Fabius, Jospin et les dirigeants socialistes du département, dont M. Pierre Izard, président de l'assemblée départementale, ont reçu paisiblement les représentants de l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CGC, qui leur ont exposé leurs revendications. Le chef de file socialiste pour le scrutin du 18 juin a observé que plutôt que de rendre la construction européenne responsable de leur situation, les salariés de Dassault devraient incriminer le manque de coopération européenne, qui est à l'origine des difficultés que connaît leur entreprise. M. Fabius a aussi fait valoir - à l'intention des communistes - que ceux qui réclament des coupes dans le budget de la défense sont mal placés pour exiger dans le même temps le maintien des emplois dans les industries d'armement.

La réaction des salariés devant l'hôtel du département, lorsque leurs représentants sont venus leur rendre compte de ces entretiens, a donné, néanmoins, un aperçu de ce qui aurait pu se passer si un face-à-face

direct n'avait été évité. Un député socialiste, M. Jacques Roger-Machart, vigoureusement interpellé par les manifestants, a failli faire les frais de leur colère et a dû son salut aux gardiens de la paix venus s'interposer. Ayant dérobé la voiture de la maquette, grandeur nature, de la future navette spatiale européenne Eureka, les manifestants se promettaient de venir la faire brûler devant l'avion de M. Fabius à l'aéroport de Muret, mais ils n'en ont pas eu le temps.

Côte à côte avec M. Jospin

Pour un peu, Dassault éclipsait l'intérêt politique de cette visite, qui résidait, pour une bonne part, dans la rencontre de MM. Jospin et Fabius. Les deux rivaux de la filiation mitterrandiste n'ont pas tant d'occasions de faire campagne ensemble. Il était, en outre, intéressant d'observer l'accueil qu'une fédération contrôlée par le ministre de l'éducation nationale réserverait au président de l'Assemblée nationale.

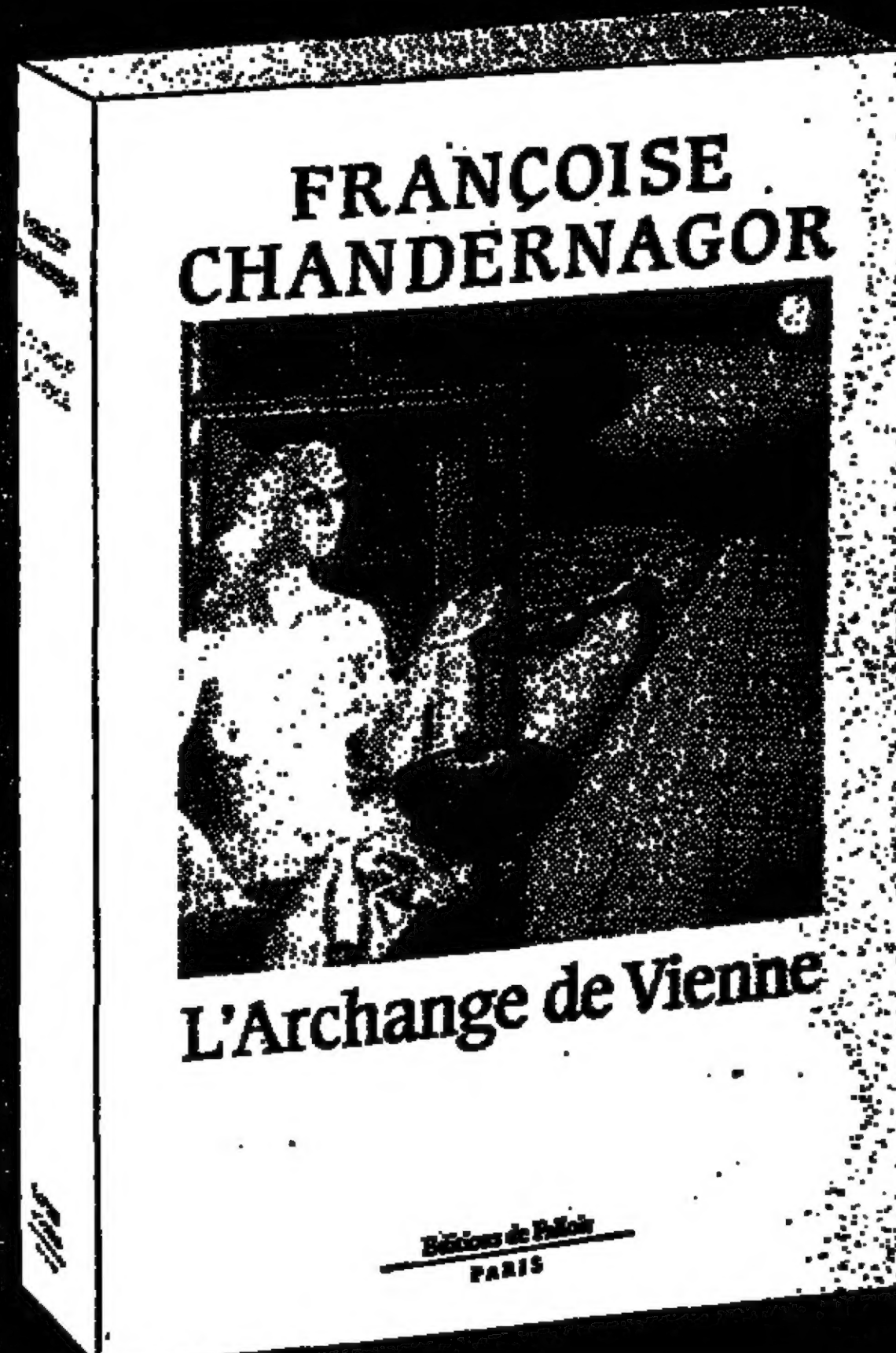
M. Fabius a rencontré, dans un premier temps, quelque cent cinquante cadres et militants fédéraux, auquel il a recommandé de se mobiliser pour faire savoir, notamment, aux électeurs que l'élection européenne n'a qu'un tour et que celui-ci a lieu le 18 juin. Le chef de file socialiste devait ensuite s'entretenir avec des universitaires et des chercheurs réunis au centre culturel de Ramonville, site de l'université scientifique Paul-Sabatier. La faible affluence témoignait, certes, du peu d'intérêt que suscite le scrutin européen, mais, aussi, d'un effort très modéré de la part des responsables fédéraux.

Les quelques propos échangés ont donné l'occasion à M. Jospin de marquer sa solidarité avec M. Fabius, l'ancien premier ministre ayant été, par un questionnaire, rendu responsable du chômage. A l'hôtel du département, après s'être entretenu avec les syndicalistes de Dassault, M. Fabius s'est adressé aux représentants de la communauté d'origine espagnole, devant lesquels il a pris la défense du projet de loi Joxa. Malgré Toulouse, malgré la rencontre avec M. Jospin et même, malgré Dassault, c'était finalement une journée de campagne ordinaire.

PATRICK JARREAU.

CHANDERNAGOR

Les années Giscard de "la Sans Pareille"



"La vaste et profonde culture de l'auteur donne à ce deuxième tome de sa trilogie une épaisseur sans équivalent dans le roman d'aujourd'hui. Toute l'époque est dépeinte ici et pas seulement les marionnettes de l'ambition publique."

Eric DESCHODT "VALEURS ACTUELLES"

"L'œuvre est ambitieuse, elle est conduite de main de maître."

Alain-Gérard SLAMA "LE POINT"

"Animée d'un souffle puissant, passionnée par l'histoire du temps présent qu'elle connaît bien, Françoise Chandernagor raconte la période pendant laquelle le destin de Christine se referme. Écrit il y a déjà quelque temps, situé dans le cadre des années soixante-dix, L'Archange de Vienne est d'une étonnante actualité. On dit bien que les romanciers savent voir avant les autres."

Odile Le BIHAN "LE REPUBLICAIN LORRAIN"

"Aussi foisonnant que le précédent, ce volume nous offre le tableau, très fouillé, d'une époque récente, à peine défunte : les années Giscard."

Dans la peinture de cette romancière, qui a sûrement fréquenté l'école de Messieurs Balzac et Saint-Simon, le lecteur retrouve l'aigreur et la verve des moralistes les plus avisés."

François BOTT "LE MONDE"

"Françoise Chandernagor s'offre tous les luxes du romancier, c'est-à-dire le plaisir d'explorer les ambassades et les banlieues, l'érotisme et l'espionnage, la jet set et le gratin, le grand fric et la petite combine, les allées du pouvoir et ses cagibis. C'est notre société vue par un œil, en effet, balzacien, et inexorablement pessimiste."

François NOURISSIER "LE FIGARO MAGAZINE"

"Comme La Sans Pareille, L'Archange de Vienne est décidément un monument dont on ressort impressionné avec le sentiment flatteur d'avoir un peu plus l'intelligence de notre temps et de la société dans laquelle nous vivons."

Pierre DEMERON "MARIE-CLAIRE"

"Avec ses livres noirs et joyeux, Françoise Chandernagor met son doigt léger là où, dans l'âme collective ça coince, ça souffre, sur la dualité qui nous brise, qui nous fait sourire en Jekyll avant de nous assombrir en Hyde... un roman rythmé et musical qui se lit avec un constant plaisir et qui nous frappe à l'âme."

Christian CHARRIERE "LE FIGARO"



هكذا من الأصل

Politique

Les zéloteurs canaques du colonel Kadhafi

(Suite de la première page.)

Intoxication ou menace à prendre au sérieux ? Le FULK, dont l'influence est réduite à quelques tribus des îles Loyauté et de la Grande-Terre, a-t-il réellement les moyens de troubler le déroulement de ces élections, en s'attaquant à des « objectifs matériels et économiques », ainsi qu'il a menacé ? Les responsables de la sécurité au haut-commissariat ne sont pas les seuls à plancher sur tous les scénarios envisageables. Les dirigeants de l'UC eux-mêmes parent à toute éventualité en mettant sur pied, dès maintenant, un dispositif de sécurité dans les secteurs réputés les plus sensibles, en particulier à Maré et à Lifou.

Car l'incertitude demeure sur le potentiel militant du FULK. Une bonne partie de son électorat reste composée de la génération des notables fidèles à la devise du parti : « Religion et coutume », intimement liée à l'Eglise évangélique. Ils avaient suivi M. Ureget lorsque celui-ci avait claqué la porte, en 1970, de l'Union calédonienne — considérée alors comme inféodée à un état-major d'affairistes caloches — pour fonder l'Union multiraciale, plus enracinée en milieu canaque. Toutefois, le chef du FULK préparait déjà, depuis une dizaine d'années, la relève. Il peut aujourd'hui compter sur une nouvelle génération, formée dans l'ombre et peu connue des autorités. Poursuivis par M. Ureget, ces jeunes militants sortent frais émoulus de deux écoles.

Promotion d'activistes

La première filière est celle des stages en Libye. Elle fut à l'origine, en 1984, cautionnée par l'ensemble du FLNKS, y compris l'UC, qui s'associa à un premier séjour de « stagiaires » à Tripoli en septembre-octobre 1984. Il s'agissait avant tout, dans l'esprit des dirigeants du FLNKS de l'époque, d'une opération psychologique visant à créer un climat de psychose sur le territoire. Mais très vite, cette « affaire libyenne » devint une

potence de discorde qui empoisonna l'atmosphère au sein de la coalition.

Tandis que l'UC de Jean-Marie Tjibaou, en pleine offensive de charme vis-à-vis des pays modérés du Forum du Pacifique sud et de l'ONU, cherchait à se démarquer d'une fréquentation aussi compromettante, M. Ureget continuait de filer le plus parfait amour avec le colonel Kadhafi. La crise éclata au grand jour à deux reprises, en 1986 puis en 1987, et se solda par l'éviction de M. Ureget de son poste de « ministre des relations extérieures du gouvernement provisoire de Kanaky ». Le leader du FULK poursuivait son flirt libyen.

Au total, c'est une quarantaine de militants qu'il a envoyés en formation à Tripoli, en quatre contingents successifs. Dans un premier temps, la formation dispensée fut principalement idéologique. Mais une étape semble avoir été récemment franchie lors d'un stage, en décembre dernier, au cours duquel ils auraient été initiés, si l'on en croit certains documents saisis à leur retour, à Noiméa, à la manipulation d'explosifs.

Parallèlement à cette promotion d'activistes en herbe, M. Ureget envoya ses jeunes protégés se former à une seconde école, celle des universités du Pacifique-sud. Une cen-

taine d'étudiants, généralement issus de l'Eglise évangélique, fréquenteront ainsi les campus des îles Fidji, de Papouasie-Nouvelle-Guinée ou même d'Australie.

M. Pierre Kuluk, l'actuel porte-parole du FULK, qui vient de s'illustrer par des propos fracassants sur la « déstabilisation du plan Rocard », est le prototype de cette nouvelle génération de cadres. Il a étudié les sciences politiques pendant quatre ans à l'université de Port-Moresby, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où il a conservé de solides attaches.

Tout le problème est de savoir si ces deux pépinières de jeunes inconditionnels permettront à M. Ureget de parvenir à ses fins. Isolés au sein du mouvement indépendantiste, les militants du FULK disposeront-ils d'une marge de manœuvres suffisante dans les tribus pour créer l'événement ? Et quelle peut-être l'audience réelle des étudiants du FULK destinés à devenir des cadres diplomatiques, à l'heure où M. Ureget lui-même se trouve de plus en plus marginalisé sur la scène internationale ? Il vient, en effet, de se faire exclure de la conférence du Mouvement des non-alignés qui s'est tenue, le mois dernier, au Zimbabwe. Dououreux retour de bâton...

FRÉDÉRIC BOBIN.

CORRESPONDANCE

La taxe sur les médicaments à l'île d'Yeu

A la suite d'un article publié dans le Monde du 13 avril, intitulé « Et l'île d'Yeu ? », M. Rugas, pharmacien, nous adresse, à propos de la taxe d'insularité sur les médicaments, les précisions suivantes :

« Cette taxe n'est prélevée à l'île d'Yeu que depuis 1985, contrairement aux autres îles du Ponant, alors même que l'île d'Yeu est d'une part la plus éloignée du continent, d'autre part la plus mal desservie, en particulier l'hiver (octobre à mars).

« Cette taxe, comme précisé ci-dessus, ne porte que sur les factures subrogatoires, c'est-à-dire la gratuité totale ou partielle des médicaments délivrés, mais jamais un centime de taxe n'est payé par le client.

« L'allusion au fait qu'il n'y ait qu'une seule pharmacie sur l'île d'Yeu, sous-entendait que cette dernière peut faire n'importe quoi, me semble à la fois aussi déshabillante et en tout état de cause injustifiée.

Trois raisons à cela :

« La direction générale de la concurrence et des prix a accordé cette taxe alors qu'il y avait deux officines ouvertes au public à l'île d'Yeu.

« Belle-Île qui bénéficie de cette taxe de tout temps, possède trois officines.

« Une deuxième officine sera ouverte à l'île d'Yeu dans un délai d'un an et prélèvera cette taxe. »

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

Proclamation de principe : « Par leur symétrie presque parfaite, l'échec des socialistes et l'insuccès des libéraux remettent à l'honneur les deux grands absents de la pensée politique contemporaine : l'humanisme et le pragmatisme. »

Conséquence : c'est dans cette double voie, perdue en route, qu'il faut orienter la recherche. Alain Leroux, universitaire, n'y va pas par quatre chemins ou, plutôt, si, puisque c'est à travers « la France des quatre pouvoirs » qu'il organise sa quête.

En réalité, il distingue cinq pouvoirs : l'administratif, l'économique, le social, le politique et le médiatique, qu'il décortique en étudiant leur organisation, leur être et leur logique. Il dit de la logique administrative qu'elle est normalisatrice, fonctionnelle et conservatrice ; de la logique politique qu'elle est globale, volontariste et adaptative ; de la logique sociale qu'elle est revendicative, égalitaire et corporative.

Le pouvoir médiatique est rapidement, laissé pour compte car, selon l'auteur, qui a raison sur le fond malgré une analyse trop éloignée de la réalité, « la toute puissance des médias est sans doute une légende ». Au mieux, la fonction d'information, outre qu'elle répond à un besoin social et qu'elle offre une garantie politique, agit comme un contre-pouvoir qui doit être relayé par les autres pouvoirs.

Les quatre qui méritent ce nom sont tous hégémoniques. Ils s'exercent à l'intérieur d'un système et sont conduits à s'affronter. « Plus un pouvoir éprouve de difficultés à intégrer dans sa logique les contraintes qu'il lui subit, plus les risques de nuisance sont probables », observe l'auteur. Il souligne aussi les carences de régulation des pouvoirs administratif et social et estime que la régulation du pouvoir politique est plus effective bien qu'elle n'ait « ni la permanence ni la force de celle qu'endure le pouvoir économique ».

Les échecs de la politique programmatique, qu'elle soit socialiste ou libérale, sont venus après une période de pragmatisme à plu-

sieurs facettes : pragmatisme politique, de la demi-mesure, de la IV^e république ; pragmatisme charismatique de de Gaulle ; pragmatisme technocratique de Giscard d'Estaing ; pragmatisme populaire du « n'y a qu'à », qu'incarner le Front national.

Alain Leroux estime qu'il y a place, sinon nécessaire, pour une autre forme de pragmatisme, celle qui chercherait à « assimiler la complexité de notre société » et à reconnaître la diversité des acteurs sociaux, parmi lesquels les pouvoirs que l'histoire a consacrés. « Les difficultés rencontrées par les politiques programmatiques de 1961 et 1966, écrit-il, le prou-

Le jeu des pouvoirs

vent amplement. Leur erreur commune est d'avoir cherché à braver et à circonvenir les différents pouvoirs. Au nom d'une conviction supérieure, socialiste ou libérale, elles ont été bon ne pas respecter la logique de ces (méga) acteurs. Un an aura suffi pour qu'elles s'en repaissent. Cependant, il n'y a pas que ces acteurs sociaux là, il y a aussi les personnes. « L'acceptation de chaque pouvoir, c'est-à-dire la reconnaissance de son rôle au sein de la société, est la conséquence immédiate du respect que l'on doit aux personnes qui le composent », ajoute l'auteur, qui se réclame d'une politique « authentiquement humaniste » s'inspirant d'un personnalisme, lui-même déguisé de la conception traditionnelle qu'en a donné l'Eglise.

S'il a choisi le pouvoir comme concept de base de sa théorie sociale, c'est pour échapper à l'emprise des idéologies dominantes fondées sur l'individu ou la classe sociale, et non pour fuir l'idéologie qu'il retrouve dans la nouvelle conception personnaliste.

C'est un « voyage au centre du pouvoir » que propose José Frèches, collaborateur de Jacques Chirac pendant le retour de celui-ci à la tête du gouvernement de 1986 à 1988. Ou, si l'on préfère, une chronique du pouvoir partagé, puisqu'il s'agit de la période de la cohabitation. S'il est un témoin privilégié, José Frèches s'en respecte pas moins « le devoir de discrétion » et s'intéresse à la politique. Il décrit donc minutieusement les débats de ce gouvernement, dans des conditions inédites, en livrant quelques aperçus ironiques sur le partage des territoires ministériels et des notations révélatrices sur le secteur de la communication dont il s'occupait particulièrement. On apprend que la délation va bon train (même si elle n'est pas suivie d'effet) et que la rémunération des membres des cabinets ministériels varie d'un ministre à l'autre (aux P et T, on se sert de timbres de collection !).

« Les difficultés rencontrées par les politiques programmatiques de 1961 et 1966, écrit-il, le prou-

vent amplement. Leur erreur commune est d'avoir cherché à braver et à circonvenir les différents pouvoirs. Au nom d'une conviction supérieure, socialiste ou libérale, elles ont été bon ne pas respecter la logique de ces (méga) acteurs. Un an aura suffi pour qu'elles s'en repaissent. Cependant, il n'y a pas que ces acteurs sociaux là, il y a aussi les personnes. « L'acceptation de chaque pouvoir, c'est-à-dire la reconnaissance de son rôle au sein de la société, est la conséquence immédiate du respect que l'on doit aux personnes qui le composent », ajoute l'auteur, qui se réclame d'une politique « authentiquement humaniste » s'inspirant d'un personnalisme, lui-même déguisé de la conception traditionnelle qu'en a donné l'Eglise.

Le voyage au centre du pouvoir réserve, en la voit, bien des déceptions.

« La France des quatre pouvoirs, d'Alain Leroux, PUF — 313 pages — 145 francs.

« Voyage au centre du pouvoir, de José Frèches — Editions Odile Jacob — 190 pages — 89 francs.

DU 5 AU 18 JUIN 89
JOUEZ ET GAGNEZ

200 PRIX

du 1^{er} au 4^e PRIX : UN SÉJOUR D'UNE SEMAINE EN CRETE

Participez au grand
jeu organisé par
le Monde et Relais H. *

EUROPE 93



CE QUI VA CHANGER
POUR LES FRANÇAIS

Grâce à l'exposition présentée dans tous les Relais H,
dans les gares, les métros et les aéroports
trouvez ce que les Français pensent
de l'Europe sur la base d'un sondage IPSOS.

Relais H

* Jeu gratuit sans obligation d'achat.

Le Monde

MÉDECINE

Un entretien avec un responsable de l'OMS

Six millions de cas de sida dans le monde en l'an 2 000 estime le docteur Jonathan Mann

La cinquième conférence internationale sur le sida a lieu à Montréal du dimanche 4 au jeudi 9 juin. Dans un entretien au « Monde », le docteur Jonathan Mann, directeur du programme mondial de lutte contre le sida de l'Organisation mondiale de la santé, livre son analyse sur l'évolution actuelle de l'épidémie.

« Quel est l'état actuel de la progression de l'épidémie de sida ? »

« Contrairement à ce que certaines personnes ont pu récemment affirmer, l'épidémie est en pleine évolution. Ce qui se passe est très alarmant, par exemple, en Thaïlande (que ce soit chez les toxicomanes ou parmi les prostituées), au Brésil (où il y a une forte augmentation du nombre de toxicomanes infectés du fait de l'utilisation croissante de la cocaïne par voie intraveineuse) ou encore en Côte-d'Ivoire (où l'accroissement de la séropositivité par le VIH 1 est très importante dans les grands centres urbains). La pandémie avance sur tous les fronts. Et même si l'on a pu observer un ralentissement de sa progression dans certains groupes bien particuliers, comme par exemple les homosexuels de certaines grandes villes européennes ou américaines, force est de constater que ce phénomène ne concerne qu'une minorité de personnes à risque. »

« Les prévisions que nous avons faites soit par la méthode Delphi, soit par des méthodes plus classiques, laissent penser que les années 90 vont être beaucoup plus difficiles que les années 80. Le nombre de personnes malades ou séropositives va beaucoup augmenter. En outre, je suis très préoccupé par ce que j'appelle la troisième épidémie, à savoir les réponses sociales, économiques, politiques, culturelles et psychologiques que les sociétés vont apporter à l'épidémie de sida. »

« Quelles sont les prévisions chiffrées établies par l'OMS pour l'an 2000 ? »

« Il pourrait y avoir à cette date entre trois et quatre fois plus de personnes infectées dans le monde entier. Selon nos estimations, la poursuite du programme mondial de lutte contre le sida pourrait cependant permettre d'épargner entre 5 millions et 8 millions de personnes. Mais il y aura de toute manière une progression du nombre des personnes infectées que l'on ne pourra pas éviter. »

« En l'an 2000, un peu plus de 6 millions de cas de sida auront été recensés. Parmi ceux-ci, un peu plus de 3 millions concerneront des personnes infectées avant 1990. On ne pourra donc les éviter. Parmi les quelques 3 millions de cas restant, environ 40 % pourraient être évités. Il faut en outre savoir que les politiques de prévention ne portent

leurs fruits, de manière visible, qu'au milieu de la prochaine décennie. D'ici là, le nombre de cas de sida va augmenter considérablement. »

Un effort insuffisant

« L'effort de la communauté internationale pour lutter contre l'épidémie ? »

« Tant que nous n'aurons pas réussi à vaincre le virus au moyen d'un traitement et d'un vaccin, on ne pourra pas parler d'effort suffisant. Nous avons cependant réussi à mobiliser, à l'échelle mondiale, d'une façon sans précédent. Ce qui est encore une fois un grand succès. Mais nous avons intégré le sida. Il y a deux ans, c'était le silence qui régnait dans certaines régions. Il y avait alors que l'OMS pour agir à l'échelon mondial. Actuellement, des centaines d'organisations nationales, intergouvernementales et non gouvernementales sont mobilisées. Il y a beaucoup de combattants. Il y a deux ans, on cherchait à informer, mobiliser, activer. Maintenant, le grand problème est celui de la coordination. »

« Les difficultés changent. Des mythes apparaissent. Par exemple, un ministre africain de la santé me confiait récemment que dans son pays les habitants refusaient d'utiliser le préservatif. Ils croient que les occidentaux mettent du virus à l'intérieur pour contaminer les Africains. Partiel pour les seringueurs stériles. Les gens pensent qu'il existe un complot occidental contre le continent africain. C'est parfois extrêmement difficile de lutter contre ce type de mythe. »

« On dit souvent que le budget de l'OMS consacré au sida est inférieur à celui que l'agglomération de San Francisco alloue à la lutte contre l'épidémie. »

« C'est exact. Le problème est général. La santé, dans le monde, n'a pas assez de ressources. Dans certains pays africains, chaque habitant dépense chaque année de 1 à 10 dollars pour sa santé. Dans de telles conditions, que peut-on faire ? L'aspect positif concernant le sida, et qui n'existe pas pour d'autres maladies comme la lèpre ou la malaria, c'est l'existence de cette solidarité. »

50 % d'enfants sans protection

« Justement, à propos de la lèpre, certaines personnes regrettent qu'un peu de ressources soient allouées à l'effort de la lutte contre le sida. »

« Les gens pensent qu'il existe un complot occidental contre le continent africain. C'est parfois extrêmement difficile de lutter contre ce type de mythe. »

contre la lèpre, tout aussi mortelle mais pourtant parfaitement guérissable. »

« D'un côté, je suis tout à fait d'accord avec ce point de vue. On pourrait dire d'ailleurs la même chose pour la vaccination. En quelques années, grâce aux efforts en particulier de l'OMS, on est passé de 5 % de couverture vaccinale à 50 %. On pourrait dire que c'est magnifique. Pourtant, il reste encore environ 50 % d'enfants qui ne sont pas protégés. »

« D'un autre côté, le programme mondial de lutte contre le sida a eu un impact très important sur l'ensemble des services de santé. Le sida, par exemple, a permis une véritable renaissance de l'éducation sanitaire, en particulier dans les pays en voie de développement. En Ouganda, les services d'éducation sanitaire commencent à y avoir quelques années, deux personnes seulement. Aujourd'hui, vingt personnes en font partie, la plupart étant rémunérées par les programmes sida. Leur champ d'action dépasse largement celui du sida, couvrant des secteurs aussi importants que les vaccinations ou la diarrhée infantile. On utilise largement les fonds destinés au sida et la motivation sociale qui entoure la lutte contre l'épidémie pour renforcer les soins de santé primaire. L'exemple des banques de sang est caractéristique : il y a peu, les pays en voie de développement en manquaient cruellement. Une série impressionnante de rapports avait été faite, mais presque rien n'avait été accompli. Avec l'apparition du sida, chacun a brusquement pris conscience que le sang devait être protégé. Et, en le protégeant contre le VIH, on le protège également contre la malaria, la trypanosomiose, l'hépatite B, etc. »

Un soutien important de la France

« Le sida a permis de parler, non seulement des problèmes de santé en général, mais également des droits de l'homme. On a saisi la position adoptée par l'OMS en matière de non-discrimination des personnes infectées par le VIH. N'êtes-vous pas convaincu que les personnes infectées par le VIH ne sont pas seulement des personnes malades, mais qu'elles sont aussi des personnes à risque ? »

« Vous décrivez la réalité. Ce qui est nouveau, c'est que l'on a élargi entre santé publique et droits de l'homme. On avait bien, depuis, en particulier, la conférence d'Alma-Ata, des idées sur l'égalité de l'accès aux soins, mais on avait auparavant tendance à considérer les droits des personnes infectées comme moins importants que les droits de la majorité de la population. Le sida a permis de démontrer qu'il fallait protéger les personnes

infectées pour pouvoir protéger la majorité. »

« Souvent, on me dit : « Soyez raisonnables. On a employé la quarantaine pour la lèpre, la tuberculose ou le choléra. Pourquoi ne pas utiliser cette méthode pour le sida, vu qu'elle a fait, par le passé, la preuve de son efficacité ? » A chaque interlocuteur qui me tient ce langage, je réponds la même chose : démontrez-moi que la quarantaine a marché, qu'elle a eu un impact réel que vous pouvez quantifier. Personne, jusqu'à présent, ne m'a répondu. »

« C'est dans l'esprit des gens : ils aiment l'idée de mise en quarantaine. Ils aiment l'isolement. Ils aiment l'idée de construire une sorte de mur autour de leur pays pour se protéger contre les étrangers. Branler dans leur esprit, cela signifie aussi des mœurs sexuelles abominables, des contaminations de toutes sortes. »

« Dans ce contexte, nous tentons de convaincre les responsables des différents pays de la sagesse de la position adoptée par l'OMS en matière de protection de la dignité et des droits des personnes infectées. Cette protection est indispensable à l'efficacité de la lutte que nous menons. »

« Environ 5 % des personnes infectées le savent, par exemple. Certaines personnes utilisent cet argument pour préconiser un dépistage systématique de la population. Que leur répond l'OMS, qui s'est toujours prononcée contre un tel dépistage ? »

« On peut estimer, dans les pays occidentaux, qu'environ 5 et 20 % des personnes séropositives connaissent leur état sérologique. Partant de là, il y a plusieurs lignes de réflexion. D'une part, il apparaît maintenant clairement, dans les pays occidentaux tout du moins, qu'une personne séropositive a tout intérêt à être suivie médicalement. Il y a deux ans, ce n'était pas forcément le cas. On avait alors peu de choses à proposer à un séropositif. Aujourd'hui, on peut à tout le moins essayer de limiter les dégâts. De traiter préco-

cément certaines infections opportunistes. Personnellement, j'étais séropositif, j'aimerais le savoir ne serait-ce que pour de simples raisons médicales. Mais cet argument ne vaut à l'évidence pas dans les pays en voie de développement. Les traitements sont très chers. Celui de l'AZT, par exemple, revient à 6 000 à 8 000 dollars par an et par personne. »

« Pour finir, comment jugez-vous l'action de la France dans le domaine de la lutte contre le sida ? »

« Nous avons toujours trouvé en France une compréhension immédiate et un soutien important. Nous nous sentons à l'OMS totalement épanoui par la France. »

Propos recueillis par FRANK NOUËL.

Une nouvelle technique expérimentée en Italie

Des gènes ont été introduits dans des spermatozoïdes

Une nouvelle technique permettant d'introduire des gènes étrangers dans des ovules par l'intermédiaire d'un spermatozoïde a été expérimentée avec succès sur l'animal par une équipe de chercheurs italiens. Publiée dans le dernier numéro de la revue scientifique Cell, la méthode, si elle se confirme, ouvrirait des perspectives dans le domaine des manipulations génétiques et de leurs applications agronomiques.

Mémo sur des rats et des grenouilles par l'équipe du docteur Corrado Spadafora, de l'Institut de technologie biomédicale de Rome, l'expérience paraît aux biologistes d'une délicate simplicité. Le gène étranger utilisé pour l'expérience, d'origine bactérienne, a simplement été mis en contact avec l'ovocyte avec les spermatozoïdes de l'espèce manipulée.

En moins de trente minutes, ceux-ci ont alors « absorbé » de façon durable une partie du matériel génétique bactérien, avant de féconder l'ovule et de lui transmettre le gène. Ce dernier, ainsi intégré dans le patrimoine génétique de l'animal, a été à plusieurs reprises transmis de façon héréditaire à sa descendance.

Ce n'est certes pas la première fois que des animaux transgènes ont été créés, mais la technique utilisée par les biologistes. Depuis 1982, date à laquelle des chercheurs américains obtinrent pour la première fois des souris « géantes » ayant intégré le gène de l'hormone de croissance du rat, la production d'animaux d'intérêt agronomique — vaches, chèvres, moutons — génétiquement manipulés n'a cessé de se développer.

Avec des objectifs portant non seulement sur la croissance du bétail, mais aussi sur le changement de la composition du lait, de la viande ou de la résistance aux maladies.

Mais jusqu'à présent, la technique employée (l'injection du gène étranger, à l'aide d'une micro-seringue, dans l'ovule tout juste fécondé) demandait très aléatoire. Outre qu'elle demandait une grande adresse, son efficacité restait très limitée, inconvenant pour les chercheurs.

Un impact sur la production agronomique

« Il ne s'agit pas ici de micro-injection artificielle, a précisé l'un des chercheurs italiens, le docteur Vito Fazio. Nous avons simplement découvert que les spermatozoïdes de toute espèce vivante ont la capacité naturelle d'incorporer des informations génétiques qui ne leur sont pas propres et de les transmettre à l'ovule fécondé. » Score plus qu'honorifique, sur deux cent cinquante souris issues des œufs ainsi manipulés, 30 % ont intégré de manière stable le gène étranger. Cette découverte pourrait donc avoir un impact considérable sur la production agronomique d'animaux transgéniques. Au plan fondamental, elle pourrait également accélérer l'étude chez l'animal de certains gènes humains, responsables de maladies héréditaires encore mal connues.

GATHERINE VINCENT.

JUSTICE

Dans un entretien accordé à « la Croix »

Dom André Poisson, prieur de la Grande-Chartreuse, admet qu'il a « effectivement aidé Paul Touvier »

Dans un entretien accordé au journal la Croix du 3 juin, Dom André Poisson, prieur de la Grande-Chartreuse, a admis qu'effectivement le monastère dont il a la responsabilité a bien aidé Paul Touvier à l'époque où l'ex-militien bénéficiait de la grâce présidentielle. Indiquant que l'accueil de Paul Touvier avait été antérieur à sa nomination à la tête du monastère, Dom Poisson a précisé qu'il avait continué à recevoir Paul Touvier, car « il était très marqué par son passé. »

On il voyait d'anciens résistants et, on le jugeait comme un salaud, ou il croissait des pétainistes et là, on le prenait pour un martyr. Il est donc venu se pour trouver un coin en dehors des passions. » Ajoutant que Paul Touvier n'avait jamais été hébergé à l'intérieur même de la Grande-Chartreuse et qu'il avait reçu une aide financière de sa part, Dom André Poisson devait indiquer : « Ni lui ni sa femme ne travaillaient. Il n'avait pas de ressources personnelles. Effectivement je l'ai aidé. Le cardinal Lustiger a dit : « Si quelqu'un comme lui était venu, je lui aurais dit d'aller se dévotiser. » Ce n'est pas réaliste. Un type condamné à mort vient frapper à votre porte et vous allez lui dire de se lever ? Juridiquement d'accord. Mais, moralement, c'est impossible (...). J'ai été dans la

Résistance pendant toute la guerre. Jamais du côté de Touvier. J'ai failli y passer plusieurs fois. Des membres de ma famille ont été en déportation. Je suis donc capable de sentir les choses. Mais il y a eu l'opération à la fin de la guerre. La justice fut alors tellement mêlée d'injustice et de vengeance qu'on avait besoin de prendre du recul par rapport à ce qui, dans bien des cas, fut so-disant la justice. Je n'ai aucun remords d'avoir alors accueilli Touvier. A ce moment, la France avait besoin de comprendre, — peut-être l'a-t-elle encore, — que le chrétien, lui, a un devoir de pardon. »

M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, a déclaré jeudi soir 1^{er} juin à Toulouse à propos de l'affaire Touvier : « Je trouve que, tout amalgamé, toute accusation globale de l'Eglise comme institution, est profondément injuste. Je suis sûr qu'on fait beaucoup de chrétiens catholiques pour les résistants et les juifs. »

On a appris enfin que Paul Touvier, qui est actuellement écroué à l'hôpital central des prisons de Fresnes, devrait être prochainement opéré de la prostate, ce qui entraînera quelque retard dans les audiences prévues par le magistrat instructeur, M. Jean-Pierre Geth.

Lors d'un colloque à Vaucresson

M. Arpaillange réitère sa volonté d'un « droit spécifique des mineurs »

Un colloque consacré à l'histoire du droit des mineurs s'est tenu mercredi 31 mai au vendredi 2 juin, à Vaucresson, sur le thème : « 1789-1989, ordre familial et ordre social, les enfants et leurs familles en France ». Le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange a annoncé son intention de « faire de la protection judiciaire de la jeunesse un terrain d'expérience privilégié pour le renouveau du service public. »

Les droits des mineurs ne datent pas de 1789, loin s'en faut. Comme l'a rappelé jeudi 1^{er} juin, à un colloque consacré par le Centre de formation et d'études de l'éducation surveillée à Vaucresson, M. Pierre Arpaillange, il aura fallu attendre la seconde moitié du vingtième siècle pour qu'apparaisse la notion de « droits de l'enfant ». Il y a en effet trente ans à peine que la loi française a donné au mineur un statut garantissant sa protection.

Le ministre doit annoncer sa décision de « créer un véritable service public de protection judiciaire de la jeunesse, qui garantira à tous les mineurs, quelles que soient leurs difficultés, une prise en charge adaptée ». De l'adolescent « difficile » à l'enfant abandonné à lui-même à la sortie de l'école, les mineurs doivent, comme leurs aînés, pouvoir se prévaloir de droits sociaux. Il est vrai que l'adolescent a pris progressivement une place à part dans le système judiciaire, civil comme pénal. De plus en plus, il a son mot à dire dans les affaires qui le concernent, en cas de divorce ou d'adoption en particulier. Mais, peu informés de ses droits, le mineur risque d'avoir du mal à faire entendre sa voix. C'est pourquoi le

garde des sceaux entend apporter son soutien à la mise en place de permanences juridiques facilement accessibles aux moins de dix-huit ans.

Quant aux jeunes directement aux prises avec la justice, autrement dit les délinquants, ils seront toujours soumis, M. Arpaillange l'a réaffirmé, à « un droit pénal spécifique ». Le ministre a précisé de l'occasion pour annoncer, dans le cadre de la réforme en cours du code pénal, les modifications qu'il compte apporter à l'ordonnance du 2 février 1945 qui régit actuellement l'enfance délinquante.

Les lois et la vie

Son projet de réforme prévoit le « maintien d'une juridiction spécialisée » et affirme le droit d'être défendu et de droit à l'oubli, une fois atteinte la majorité. Il suggère également une « diversification des réponses à la délinquance juvénile ». Ainsi faire réparer les dégâts causés apparaît souvent une des punitions les plus efficaces. Enfin, le nouveau texte tentera de remédier à l'écroulement des structures judiciaires qui s'occupent du mineur en instaurant, « sans toucher aux compétences du juge des enfants, une véritable juridiction familiale qui se verra confier l'ensemble des litiges familiaux. »

Le garde des sceaux n'a pas moins conscience que la défense des droits de l'enfant dépasse les compétences de son seul département. Comme il l'a souligné à Vaucresson, « s'il est relativement facile de modifier les lois, il est moins aisé de changer la vie quotidienne des mineurs et de leurs familles. »

Le président de Radio-Solidarnosc en France porte plainte

M. Jacek Piotrowski, président de Radio-Solidarnosc à Paris, a décidé de déposer plainte contre X avec constitution de partie civile après l'agression dont il a été victime, jeudi soir 1^{er} juin, de la part de membres du service d'ordre de l'ambassade de Pologne en France (le Monde du 3 juin). Venu accompagner d'autres militants du syndicat Solidarité qui collaient des affiches sur les murs du bâtiment diplomatique, affiches concernant les élections polonaises du 4 juin, M. Piotrowski avait été entraîné à l'intérieur de l'ambassade par plusieurs membres du service de sécurité de celle-ci et, retenu dans un jardin, il avait été projeté à terre et frappé à coups de pied. Gardé à l'intérieur pendant près d'une demi-heure, il avait été ensuite relâché et conduit par la police, alertée par une collaboratrice de M. Piotrowski, à l'hôpital Laennec, où les médecins devaient constater que le président de Radio-Solidarnosc souffrait d'une fracture du nez et d'un traumatisme crânien.

M. Piotrowski, qui bénéficie du statut de réfugié politique en France depuis le mois de décembre 1981, a donc demandé à son avocat, M. Jacques Miquel, de déposer plainte en son nom.

Prison ferme pour deux agresseurs de passagers du RER

Le tribunal correctionnel de Versailles, statuant en composition immédiate, a condamné, vendredi 2 juin, Karim Moulat, vingt ans, et Antoine Constantin, vingt ans, à un an de prison ferme pour une série de vols avec violence commis sur des passagers du RER Paris-Poitiers dans la nuit du 1^{er} au 2 juin. Les deux jeunes gens, originaires de Goussainville (Val-d'Oise), avaient agressé plusieurs voyageurs à la station Châtelet-Les Halles et dans une rame en partance à 0 h 30 pour Poissy (Yvelines). Sous la menace, les deux malfrats avaient dérobé plusieurs voyageurs. Pourvus par des passagers du RER, les deux jeunes gens prirent la fuite et devaient être interceptés quelques instants plus tard dans les rues de cette ville par une patrouille de police. Le tribunal correctionnel est allé dans sa condamnation au-delà des réquisitions du ministère public qui avait demandé contre les deux hommes une peine de quatre à six mois de prison ferme.

● RECTIFICATION. — C'est le 28 juin, et non le 27, que sera rendu le jugement dans l'affaire d'infractions raciales concernant MM. Vulliamin et Gouriou, auteurs de la bande dessinée Hitler = SS, dont le Monde a rendu compte dans son numéro du 3 juin sous le titre « Les limites du second degré ».

RELIGIONS

La fin de la visite du pape en Norvège

Un étranger au pôle

Avant de quitter la Norvège, samedi 3 juin, pour Reikiavik (Islande), puis Helsinki (Finlande), Jean-Paul II a présidé une cérémonie exceptionnelle, au milieu de la nuit de vendredi à samedi, à Tromsø (50 000 habitants), à l'extrême nord de la Norvège.

TROMSØ de notre envoyé spécial.

Le soleil de minuit à Tromsø, 400 kilomètres au nord du cercle polaire, 70° de latitude nord, n'a pas, ce vendredi soir, les couleurs et les chaudes des cartes postales. Mais, sur la place du marché Stortorget, où devant 3 000 fidèles et beaucoup de curieux, Jean-Paul II présida une étrange prière nocturne, on distinguait les volutes enroulées des montagnes. Les vagues s'écrasaient contre les maisons de bois peint. L'odeur des algues et de la mer se mêla à celle du maout, des bateaux de pêche qui, chargés à ras bord, traversaient encore, à une heure avancée du jour, le détroit.

La présence nocturne de Jean-Paul II, ici, au bout du monde, a

PATRIMOINE

● Le maire de Paris prête à acquiescer l'hôtel du Nord. — M. Jacques Chirac, maire de Paris, a annoncé, vendredi 2 juin, qu'il envisageait d'acquiescer l'hôtel du Nord, qui a donné son titre au célèbre film de Marcel Carné, si le ministère de la Culture ne savait pas le monument menacé de démolition en le classant monument historique (le Monde du 3 juin).

سكوا من الأصل

Société

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France de Roland-Garros

De ce vendredi 2 juin à Roland-Garros, gaché par la pluie, on retiendra tout de même un événement qui dans le microcosme tennistique a fait quelque bruit : Steffi Graf a laissé filer un de ses services blancs, c'est-à-dire sans marquer le moindre point.

C'était au sixième jeu du deuxième set de sa rencontre contre Nicole Pietrangeli comptant pour le troisième tour des Internationaux de France. Elle s'est brutalement

mise à arroser les baches comme les nuages allaient le faire un peu plus tard. Bien sûr, l'alerte ne devait être que de courte durée : avant que les matches ne soient suspendus sur tous les courts, l'Allemagne de l'Ouest avait conclu sur le score de 6-1, 6-4. Un tel accident contre une adversaire qui est seulement classée cent-dixième mondiale est pourtant symptomatique des sautes de

concentration dont la première mondiale semble souffrir de plus en plus souvent contre des joueuses qu'elle surclasse sans difficulté.

Bien qu'elle ait sur sa route Monica Seles, la jeune révélation du tennis, Steffi Graf ne semble déjà penser qu'à une finale contre sa partenaire de double Gabriela Sabatini.

Becker se dévoile sous la pluie

C'est Boris Becker qui résumait le mieux la situation. Cette journée, expliquait-il, lui rappelait l'Angleterre. Il voulait bien sûr parler de la pluie qui tombait et de l'engourdissement progressif du tournoi. A peine une heure de tennis dans la matinée, et il fallait prier pour que, faire vider précipitamment l'ore au vert des baches. Roland-Garros se mit alors à ressembler, côté courts, à une fin d'été mélancolique, côté jardins, à une fête de l'humain morne et détrempé.

Les pessimistes tentèrent de revendre leurs billets, même dans le métro, à des gogos croyant encore au retour du soleil. Les autres s'obstinèrent dans un stade qui avait perdu son charme « british » de gazon artificiel, serrés les uns contre les autres sous les quelques averses que les invités de marque avaient laissés à la foule. Pénalisant sur place ou errant comme un immense pèlerinage de Chartres qui aurait perdu sa route.

Roland-Garros est en France, où il pleut souvent, même en juin. A peine plus au sud que Wimbledon, où il pleut toujours. Pourtant le tournoi s'achève à se réveiller de Floride ou de Californie. Rien n'est prévu pour ces journées d'ennui où les techniciens de la météorologie nationale prennent le pouvoir. Peu d'abris, de bars, d'espaces libres.

Vendredi, le tennis perdit donc une bonne partie de sa magie. Il y avait du découragement dans l'air.

L'UAP, l'assureur de Roland-Garros, allait devoir payer si les parties ne reprenaient pas, une heure au moins. Des spectateurs exigeaient d'être remboursés. On scrutait le gros nuage gris à l'idée fixe qui regardait le stade d'en haut avec amusement. Les pythies de la météo laissaient entrevoir une parenthèse de l'averse en fin d'après-midi. On attendit. Le circuit interne de télévision diffusa un film de Claude Lelouch. Boris Becker alla se promener pour chasser son spleen. Lui avait pu jouer quarante-sept minutes, le matin, contre l'Anglais Jeremy Bates. Il avait pesté contre le fait d'avoir dû se lever tôt. Puis contre cette interruption, à un score bâtarde (5-4), juste au moment où sa machine musculaire et nerveuse commençait à tourner à bon régime.

Pressé de conclure

Il se plaignait de sa concentration perdue, tout au long de ces heures d'attente. Du froid humide qui s'insinua jusqu'à dans les salons réservés aux joueurs. Comme les autres, il avait envie d'en finir pour aujourd'hui. De livrer bataille ou de regagner son hôtel. Alors, lorsque la pluie daigna concéder un répit au tournoi et à l'UAP, on envoya, vers 18 heures, quelques champions grinchus sauver ce qui pouvait encore être du spectacle. Ils s'exécutèrent,

expédiant, en pulls et survêtements, des parties souvent frileuses.

L'Américain Jay Berger remercia le Pervin Yzaga d'être venu lui donner la réplique pour ce troisième tour : 6-4, 6-2, 6-2. Tim Mayotte, dont le match avait été interrompu, la veille, par l'obscurité, eut à peine le temps de mander l'importance de l'intermittence sur le comportement des champions. Contraints les pronostics, il s'inclina en quelques mauvais coups de raquette devant l'Haitien des Etats-Unis, Ronald Agnors. Il n'y eut guère que Guillermo Perez-Roldan pour occuper son court le temps d'une vraie partie. L'Argentin dut courir jusqu'au bout du quatrième set pour se défaire de l'Italien Francesco Cancellotti.

Curieusement, la mauvaise humeur de Boris Becker et les lueurs ambiantes dromonts peut-être la première indication sérieuse sur l'état du champion allemand, numéro 2 mondial. Chaque point perdu le séparait de son hôtel. Il n'en perdit pas, ou si peu, que son adversaire, Jeremy Bates, ne devrait pas garder un bon souvenir de cette rencontre : 7-5, 6-1, 6-2. Becker multiplia les aces au service et les points gagnants du fond du court. Les rares spectateurs qui avaient choisi de braver le froid pour le plaisir de son jeu saisirent par instants, chez le rival de Lendl, une condition physique, une préparation qu'il s'était bien gardé jusqu'ici de démasquer. Or, la terre battue était plus lourde, vendredi, le court lent, les balles plus molles.

Bien sûr, comme à son habitude, Boris Becker s'énerva un peu à l'échange. Il était pressé de conclure vite, comme sur les surfaces rapides qu'il affectionne. Il s'était publiquement réjoui, depuis son arrivée à Roland-Garros, de trouver la terre battue plus « vive » que les années précédentes, et la nouvelle balle Roland-Garros-Dunlop plus bondissante. On lui donnait des chances sérieuses, en finale, par temps sec. Il étouffa pourtant dans l'humidité.

Brigue pilée

La terre battue revient à la mode. Peut-être parce les joueurs sont fatigués de se blesser sur le béton américain. Peut-être parce qu'Agassi et la jeune génération américaine ont choisi d'être les meilleurs sur toutes les surfaces, à la différence de leurs aînés. Presque en cachette, le circuit s'entraîne ferme, depuis des mois, sur la brique pilée européenne. Jimmy Connors regrette de n'avoir pas fait cet effort plus tôt dans sa carrière. Cette année, les attaquants fanatiques du service-volée, Agassi, Edberg, Becker don-

nent l'impression d'accepter plus volontiers qu'un point dure plus de dix secondes.

Deux évidences paraissent moins s'imposer. John McEnroe doit regretter d'avoir déclaré forfait. Et Roland-Garros est devenu « un tournoi plus rapide ». Becker, s'il se force à la patience, comme il le promet, pourrait bien ne pas laisser passer l'occasion offerte. Mais c'est là, avise des spécialistes, ce à quoi il n'aime pas le jeu de l'Allemand, mais qui n'est pas le surnommer « Boun-Boun », ont encore le droit de prétendre qu'un ciel menaçant l'agace. Et qu'il assène ses coups gagnants pour se débarrasser d'un match.

La seconde semaine du tournoi, entre soleil et pluie, livra peut-être d'autres réponses sur le « cas Becker 89 ». En attendant, entre l'averse et la nuit, vendredi, il joua à peine plus d'une heure. Sur le central, obscurci par l'orage, deux Français, Thierry Tulasne et Jean-Philippe Fleurian, ferraillaient, sans trop de tensions, pour que l'un d'eux gagne le droit d'accéder aux huitièmes de finale. Ce match-là se serait éternisé, si l'arbitre ne l'avait interrompu, dans l'indifférence d'une fin de journée morose, à une manche pour Tulasne et quatre jeux à deux pour Fleurian. Becker devait déjà être couché.

PHILIPPE BOGGO.

Résultats du vendredi 2 juin

SIMPLES MESSIEURS

Deuxième tour

• Premier quart de tableau. — R. Agnors (Hail) b. T. Mayotte (B-U), 7-1, 3-6, 7-5, 5-7, 7-5, 6-2.

Troisième tour

• Quatrième quart de tableau. — J. Berger (E-U) b. J. Yzaga (Pfr) 6-4, 6-2, 6-2; G. Perez-Roldan (Arg) b. F. Cancellotti (Ita) 6-1, 3-6, 6-2, 6-3; B. Becker (RFA) b. J. Bates (G-B) 7-5, 6-1, 6-2.

SIMPLES DAMES

Troisième tour

• Premier quart de tableau. — S. Graf (RFA) b. N. Pietrangeli (P-B) 6-1, 6-2; S. La Fratta (Ita, qualifiée) b. A. Vieira (Bré) 6-4, 7-5; K. Nagatani (Jap) b. P. Pavlik (RFA) 4-6, 6-1, 6-2; C. Martinez (Esp.) b. S. Amich (Fra) 6-3, 6-3.

• Quatrième quart de tableau. — A. Grossman (E-U) b. A. Kijimuta (Jap) 6-4, 6-1; H. Kato (Can) b. J. K. Nagatani (Jap) 6-4, 6-2, 6-3. (Entre parenthèses, la nationalité et éventuellement le numéro de tête de série des joueurs.)

ENVIRONNEMENT

Le bilan annuel des eaux de baignade

La qualité des plages françaises s'améliore lentement

La qualité des eaux de baignade en mer a progressé de manière à peu près constante depuis 1980. Les plages classées A (bonne qualité) sont passées de 145 à 224 entre 1980 et 1988, tandis que les plages classées D (eau de mauvaise qualité) ont régressé de 40 à 6 au cours de la même période.

D'une année sur l'autre, cependant, la qualité bactériologique de l'eau de mer n'évolue pas toujours dans le même sens. Ainsi les « points noirs » (plages classées D) de 1988 ont été un peu plus nombreux que l'année précédente (15 au lieu de 12). Et si l'on ajoute les plages classées CD (eau pouvant être momentanément polluée ou de mauvaise qualité), on parvient à la dernière à 28 plages aux eaux douteuses sur le littoral français.

Globalement, la situation est stable depuis trois ans pour les baignades en mer, puisque 85 % des plages ont des eaux conformes aux normes européennes. En revanche, la qualité se dégrade « très légèrement » pour les eaux douces, selon le ministre de la Santé, M. Claude Evlin, qui a présenté le bilan à son ministère, vendredi 2 juin. On

compte en effet 18 baignades en eau douce classées D.

Le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, a souligné que « la France est toujours maillot jaune en Europe » pour la qualité de ses plages, et que les points noirs restent les plus difficiles à résorber. Il s'agit des plages d'embouchure, qui reçoivent les effluents de tout un bassin versant et dont on connaît mal la provenance.

Mais la mauvaise qualité bactériologique n'est qu'un indice, a fait

observer M. Brice Lalonde. Il faut aussi tenir compte de la pollution chimique, comme en Basse-Seine, et du phénomène d'eutrophisation qui sévit sur le littoral breton (la surabondance des nitrates, provoquée par l'épandage d'engrais chimiques et le lixivier de porc, enrichit l'eau et entraîne une prolifération d'algues, les fameuses « marées vertes »).

A partir du 15 juin, le public pourra connaître la qualité des eaux de baignade en mer pour l'année en cours (et non plus pour l'année précédente). Il suffira de taper 3616 IDEAL sur minitel, code Info-plage.

Les points noirs

Voici la liste des plages classées D (mauvaise qualité) en 1988 : nord de Wimereux et Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais) ; Saint-Vaast-sur-Somme (Somme) ; du Rivage à Morselles (Manche) ; Port-Morvan à Planguenou, Nouvelles et Bleuets à Périn (Côte-d'Or) ; la Concurance à La Rochelle et le Platir-Nord à Aytre (Charente-Maritime) ; les trois plages de Sordinal au Canet-en-Roussillon et l'anse des Tamarins

à Port-Vendres (Pyrénées-Orientales) ainsi que la plage de Saint-Pierre-de-la-Martinique.

Une carte en trois langues (français, anglais, allemand) des plages maritimes est disponible sur demande au secrétariat d'Etat à l'environnement, 14, boulevard du Général-Leclerc, 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex, ou au ministère de la Santé, 1, place de Fontenay, 75007 Paris.

FOOTBALL

L'Olympique de Marseille veut Maradona

L'Argentin Diego Maradona pourrait jouer à l'Olympique de Marseille la saison prochaine. Selon l'Equipe, qui l'annonce dans son édition du samedi 3 juin, Michel Hidalgo, le manager du club marseillais, était à Naples vendredi. Il a longuement discuté avec le joueur argentin considéré comme le meilleur du monde. Maradona se serait déclaré très intéressé par les propositions de l'OM. Il sera jeudi à Marseille pour y rencontrer Bernard Tapie, le président du club.

Le 20 mai, alors que son équipe venait de décrocher son premier titre de champion de France depuis 1972, Bernard Tapie avait promis une équipe de niveau européen pour la saison prochaine. C'est dans cette optique qu'il a noué des contacts avec le défenseur brésilien de Benfica de Lisbonne, Mozer, et les joueurs du Matra Racing Luis Fernandez et Enzo Francescoli. D'autres noms prestigieux circulaient en coulisses. Mais la piste Maradona paraissait peu crédible. Ce n'est plus le cas. Michel Hidalgo l'a confirmé : « J'ai tout de suite senti chez lui une volonté énorme de parvenir au but. Il a eu ce geste étonnant : tandis que je lui disais que le vœu de l'Olympique de Marseille était de ramener la Coupe d'Europe

pour la première fois sur le territoire français, il a mis ses deux mains au-dessus de sa tête dans un geste de prière en déclarant : « Je souhaite y parvenir avec vous ».

Diego Maradona, âgé de vingt-neuf ans, semble prêt à quitter le club napolitain pour « convenances personnelles ». Mais il lui reste trois ans de contrat, et l'OM devra verser une forte indemnité aux Italiens (entre 30 et 40 millions de francs). Bernard Tapie devra également s'accorder avec l'Argentin sur le montant de son salaire : un minimum de 2,5 millions et demi de francs par mois.

Autant de dépenses que l'Olympique de Marseille n'avait pas prévu dans son budget (160 millions) pour la saison à venir. Mais l'arrivée d'un tel joueur garantirait des affluences sans précédent au Stade-vélodrome et constituerait assurément le transfert du siècle pour le football français. Resté à savoir si l'Argentin ne joue pas à un habile coup de bluff destiné à faire monter les enchères auprès de ses dirigeants actuels. La rencontre de jeudi devrait permettre à Bernard Tapie d'en savoir plus.

PHILIPPE BROUSSARD.

AÉRONAUTIQUE

Devant le Rafale de Dassault

Le délégué général pour l'armement demande aux industriels de serrer leurs prix

ISTRES (Bouches-du-Rhône) de notre envoyé spécial

Le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, a déclaré, vendredi 2 juin, les industriels français de l'armement à respecter les coûts de leurs matériels destinés aux clients, nationaux ou étrangers. « C'est un de mes soucis majeurs, a-t-il expliqué, et ce devrait être une priorité absolue, une motivation grâce au travail d'équipe entre les états-majors, la délégation générale pour l'armement et l'ensemble de l'industrie ».

Ce message, M. Sillard l'a délivré, non sans quelque insistance, lors de la cérémonie de présentation du quatrième prototype Rafale, à Istres (Bouches-du-Rhône), qui était, en réalité, une avant-première de la démonstration que l'aviation de Dassault-Breguet doit exécuter au prochain Salon de l'aéronautique de Bourget, qui ouvre ses portes dans une semaine.

A ce jour, vingt-cinq pilotes, tous différents, dont le tiers sont des pilotes de l'Etat (armées ou centre d'essais en vol), ont essayé le Rafale. Ce pré-prototype sera, après le Salon du Bourget, transformé en base d'essai du réacteur M. 88 et il reprendra ses vols au printemps 1990. Le premier des cinq prototypes prévus (deux monoplaces pour

l'armée de l'air, un biplace d'entraînement et deux monoplaces pour l'aéronautique navale) fera son premier vol en février 1991. La mise en service opérationnelle du Rafale-D (D pour discret, en raison de sa capacité à échapper à la détection infra-rouge, électromagnétique et optique) reste toujours programmée pour son constructeur pour l'année 1996.

40 milliards de francs en huit ans

« C'est le programme-phare des dix à vingt années prochaines pour l'aéronautique française », a expliqué M. Sillard. « C'est un outil absolument remarquable, un nouveau fer de lance à l'exportation. Nous devons nous fixer de respecter les coûts et tenir compte de nos récents précédents cuisants en matière de service après-vente. Il faut fournir à nos clients une documentation normale en anglais ou dans la langue du pays, des pièces détachées à temps et non surdimensionnées, et une assistance technique sérieuse à des prix raisonnables. J'ai confiance en ce grand programme ».

Le Rafale-D devrait remplacer, dans les armées françaises, cinq avions de combat actuellement en service : les Mirage-III, Mirage F-1, Jaguar, Super-Standard et Crusader.

Devant la presse, M. Bruno Revellin-Falcoz, vice-président du groupe Dassault-Breguet, a répondu en quelque sorte à l'appel lancé par M. Sillard sur la maîtrise des coûts.

Évalué à cinq ans, le coût du développement et de l'industrialisation du Rafale (cinq prototypes y compris dépenses d'essais et frais d'outillage) est de 40 milliards de francs sur huit ans pour l'armée de l'air et l'aéronautique navale. Les industriels eux-mêmes participent, sur leurs fonds propres, à hauteur de 25 % de ce coût global.

« Ce qu'a voulu dire le délégué général pour l'armement, a commenté M. Revellin-Falcoz, c'est le souhait qu'aucun dépassement ne soit découvert dans le futur. Pour l'instant, la programmation est totalement respectée. » Le vice-président de Dassault-Breguet a cité le précédent du programme Mirage 2000, qui, sept ans après le début des livraisons, présente, selon lui, « un coût de développement et d'industrialisation en dépassement de moins de 1 % à 2 %, tant les prix ont été serrés » par tous les industriels concernés.

Face au Rafale, a ajouté M. Revellin-Falcoz, l'aviation européenne EFA présente un coût de développement qui est plus du double de son concurrent français. « La grande chance du Rafale, a-t-il conclu, est la décision des Etats-Unis d'abandonner les programmes Agile Falcon et Super-Hornet 2000 », ce qui permet au Rafale d'arriver sur le marché avant ses rivaux, surtout dans la perspective d'une appartenance, qui vient d'être retardée, du projet américain d'avion ATF (advanced tactical fighter).

JACQUES ISNARD.

Papapoules

Au nom du père... Les biographies de toutes les stars du circuit tennistique féminin pourraient commencer par cette formule de prière. Peter Graf et Osvaldo Sabatini sont omniprésents dans la vie de leurs championnes de filles, Steffi et Gabriela. Nul ne sait encore si Monica Seles, quinze ans, sera ou non la grande vedette des années 90, mais Karol Seles, son père, se conduit en tout cas exactement comme si cela devait être le cas.

Mais comment identifie-t-on de façon quasi certaine le géniteur d'un enfant qui semble avoir un talent incroyable pour frapper dans une balle de feutre avec une raquette tendue de boyaux de chat ?

La première caractéristique est d'avoir autorisé sa progéniture à jouer pendant des heures au lieu de lui faire réciter les déclinaisons latines ou les tables de multiplication. Dès l'âge de huit ans, Monica a ainsi pu jouer cinq heures par jour. La deuxième indice est d'avoir accompagné son rejeton sur tous les courts. Avant son onzième anniversaire, Monica devenait championne d'Europe benjamine à Blois, puis quelque mois plus tard championne du monde à Orlando (Etats-Unis).

La troisième signe est d'avoir complètement pris en main la destinée de son enfant. Pour l'aspect promotionnel, la carrière de Monica a été confiée à la firme de management sportif IMG de l'Américain Mark McCormack. Pour la dimension tennis proprement dite, c'est l'entraîneur Nick Bollettieri qui s'en charge, le tout restant sous le contrôle étroit du père qui a donné des délégations très précises.

La quatrième trait est d'avoir eu des ambitions sportives insouvenues. Le père de Monica a été un spécialiste de triple saut qu'on ne retrouve pas sur les tablettes olympiques. La dernière marque distinctive est d'avoir organisé sa vie en fonction de la carrière de sa fille. Illustrateur renommé dans la presse yougoslave, Karol Seles a emmené toute sa famille en Floride pour la première mondiale avant son dix-neuvième anniversaire, ce sera à désemparer ! Pour l'instant elle se

situe à une vingt-deuxième place mondiale qui ne témoigne pas de sa vraie valeur. Elle a en effet atteint cette position en disputant seulement trois tournois en 1988 et deux depuis le début de cette année. A titre de comparaison, la première Française, Nathalie Tauziat, a dû s'aligner dans vingt tournois pour se hisser à la vingt-quatrième place.

C'est dire que Monica a fait des « perfs ». Elle a battu Manuela Maleeva (n° 9), Helen Kolesi (n° 15) et Laurie McNeil (n° 17). Et à ce joli tableau de chasse elle a ajouté le trophée royal : Chris Evert, l'ancienne première qui s'accroche maintenant à la quatrième place, qu'elle a battue en finale à Houston en avril dernier.

Un drôle de petit canard

L'argument principal de cette gamine qui aime s'attifer de rose est la vitesse prodigieuse qu'elle arrive à donner aux balles, tout comme Steffi Graf. Avec un papa poule, ce n'est pas le seul point commun de la Yougoslave et de l'Allemande de l'Ouest : Monica est en apparence aussi frêle que la championne du monde au même âge. « Ses cuisses tiennent dans une seule main », a dit Chris Evert. L'Américaine forçait à peine le trait. Le contraste est tellement fort entre la puissance de ses coups et sa corpulence (elle mesure 1,70 mètre et pèse à peine 50 kilos) que les rumeurs les plus alarmistes avaient couru sur sa santé pendant les dix-huit mois qu'elle a passés en Floride sans disputer de tournoi. Pour les uns elle avait tout bonnement arrêté le tennis ; pour les autres elle ne se remettait pas de graves opérations aux articulations. En fait elle s'entraînait en apprenant l'américain, qu'elle parle maintenant comme si elle était née non pas à Novi Sad mais à Los Angeles.

C'est cette petite peste blonde que la Noire américaine Zina Garrison devait affronter au troisième tour des Internationaux de France, samedi 3 juin. Le public de Roland-Garros devait pouvoir mieux mesurer face à une adversaire de ce calibre que lors de ses victoires contre les Américaines Rese et Martin le talent de cette gauchère qui frappe à deux mains coupe droits et revers, comme Gene Mayer naguère. De la graine de championne.

ALAIN GRAUDO.

THÉÂTRE

Dustin Hoffman interprète à Londres « le Marchand de Venise »

De Rain Man à Shylock

Dustin Hoffman n'avait jamais joué une pièce de Shakespeare. C'est chose faite, à Londres, au Théâtre du Phoenix. Et c'est un triomphe.

« Je ne voulais pas mourir puis me retrouver au paradis des acteurs et m'entendre dire : comment ? Tu n'as pas joué Shakespeare ? » C'est désormais chose faite. Depuis vendredi dernier et pour quinze semaines (tout est vendu d'avance), l'Américain Dustin Hoffman interprète, au Phoenix Theatre, le juif Shylock dans le *Marchand de Venise*, mis en scène par Peter Hall.

La rencontre Hoffman-Shakespeare est en gestation depuis longtemps. « Déjà, pendant le tournage de *Marathon Man*, Lawrence Olivier me poussait à travailler Hamlet. J'en avais même appris par cœur les trois premiers actes pendant Tootsie. C'est le rêve de tout acteur, Hamlet ».

Mais n'est-ce pas l'un des rôles les plus difficiles du répertoire. « Pas du tout ! » Dans sa protestation même, Hoffman donne une des clés de sa technique d'approche. « Ce qui est difficile, c'est que ce soit écrit par Shakespeare avec tout ce que cela implique comme lavage de cerveau. Écrit par David Mamet ou Arthur Miller, on serait moins confit de respect, plus libre d'établir des parallèles qui clarifient les choses. Imaginez, transposez : Hamlet est un universitaire au milieu de guerriers. Son père était une sorte de général Patton que tout le monde vénérât et respectait. Un peu comme Fidel Castro à son arrivée au pouvoir. Hamlet, l'intello, préfère fréquenter les acteurs. C'est un doux un peu mou, éthéré ».

Un personnage quasi secondaire

Mais Hoffman a en peur, Hoffman a reculé. « Pas du tout. Mais j'ai cette passion qu'on a la plupart des acteurs : si on ne vient pas à moi... Là, pour la première fois, apprenant que Sir Peter Hall quittait le National Theatre pour monter sa propre compagnie, j'ai pris mon courage à deux mains, j'ai demandé à le rencontrer et je lui ai dit que je voulais travailler avec lui ».

Le *Marchand de Venise* n'est pas un « véhicule pour performance de star ». Shylock le prêteur est un personnage quasi secondaire. Le devant de la scène est occupé par les soucis d'argent d'Antonio (le marchand de titre), son amitié quasi particulière avec le jeune et séduisant Bassanio



Dustin Hoffman après la représentation du « Marchand de Venise » le 31 mai, au Théâtre du Phoenix de Londres

et les amours de ce dernier avec la belle et vertueuse Portia (principal rôle féminin). Deux récits parallèles qui ne s'entrecroisent que le temps d'une scène. Le rôle de Shylock est pourtant celui qui suscite la controverse et donne à la pièce sa réputation antisémite. Là encore, Hoffman proteste : « Shylock a souvent été tiré vers la caricature, comme s'il était le cousin de *Nosferatu* le vampire. Pour moi, Shylock est un homme à principes dans un monde sans principes. Il aurait pu se convertir — beaucoup de juifs l'ont fait. On restait juif en secret, on se proclamait publiquement chrétien ; dès lors on avait le droit d'être ce qu'on voulait, marchand y compris. Mais Shylock s'y refuse, avec fermeté ».

Hoffman se lance alors dans l'histoire des juifs dans la Venise du seizième siècle : l'Eglise interdisant qu'il soit tiré bénéfice de l'argent, l'entreprise revenait aux juifs. Il prend à titre d'exemple la première rencontre entre Antonio le marchand et Shylock le prêteur : « Mercredi dernier à la Bourse, vous m'avez craché dessus et chassé à coups de pied comme un chien. Aujourd'hui, vous me demandez du fric. Que voulez-vous que je vous réponde ? Un chien a-t-il de l'argent ? Peu ! Il ne prête 20 000 dollars ? Ou devrais-je me courber humblement et vous dire, en chuchotant... »

Et il enchaine, sans transition : « Et sur un ton d'esclave/ Retenant mon souffle dans un murmure d'humilité/ Vous dire : Cher monsieur, vous avez craché sur moi mercredi dernier/ Vous m'avez repoussé du pied tel jour, une autre fois/ Vous m'avez traité de chien, et pour toutes ces courtoisies/ Je vous vous prête cet argent ? » Le passage sans coutures apparentes de la paraphrase au texte original est impressionnant.

L'ironie tranquille

Dès son entrée sur scène, vêtu de noir, les cheveux coulés en papillotes, Hoffman donne le ton : il sera non pas une star mais un comédien. Il entre en parlant, coupant court aux applaudissements que la salle lui réserve, disant ses vers comme s'il avait fait ça toute sa vie, et forçant l'ensemble de la troupe à jouer aussi simplement que lui.

Sa sincérité est telle que lorsque, à la fin de la scène du tribunal (splendide Geraldine James en Portia), il est condamné à devenir chrétien et se fait ôter sa calotte d'une obscène pichenette, sa douleur est si palpable que la salle a retenti d'un « Oh ! » profondément choqué.

Un acte plus tard, le public (qui comptait nombre d'acteurs londoniens) s'exclamait : Mon Dieu, nous avions un grand interprète shakespearien et nous ne le savions pas !

Restait à savoir ce que serait la réaction des critiques qui peuvant un soir faire ou défaire un spectacle. Deux heures après la baisse de rideau, le *Daily Express* tire la première salve d'honneur : « Un Shylock subtil au charme étrange et à l'esprit caustique (...). Une performance éminemment modeste, mais remarquablement profonde, empreinte d'humour sardonique et de détachement ironique (...). Totallement dépourvue de « hollywoodisme » (...). Dustin Hoffman est peut-être sur scène le plus petit par la taille, il s'avère pourtant le plus grand ».

« Le marchand d'ironie », titre le *Guardian*, pour qui la mise en scène de Peter Hall fait de la pièce moins une quasi-tragédie ou une illustration du racisme qu'une comédie romantique. « En simple gabardine et yarmulka noire, son Shylock est humble, mais excelle dans l'ironie tranquille ». Mais, si, dès lors, pour le *Guardian*, Hoffman perd la dimension tragique du personnage, là, au contraire, selon le *Times*, réside l'originalité de son interprétation : « Il est le Shylock le plus urbain que j'ai jamais vu. Un homme d'affaires moderne, diligente, un peu sinistre, et la phrase qui le définit le mieux est celle de « ma sobre maison », qu'il rappelle souvent avec tendresse jusqu'à ce qu'elle lui tombe sur la tête. Et si pour le *Times*, Hoffman force parfois la voix à certains grands moments de bravoure, il cabote au travers de scènes tenues pour mineures, « une intense volte-face émotionnelle, oscillant entre désespoir et exaltation avec la force d'un énorme pendule ».

HENRI BÉHAR.

Le Théâtre de la Rose sauvé de la démolition

Les vestiges du Théâtre de la Rose à Londres vont échapper aux bulldozers des démolisseurs à la suite d'un accord annoncé vendredi 2 juin entre les promoteurs immobiliers et le comité de sauvegarde des monuments historiques.

Mis au jour lors de la construction d'un immeuble sur le bord de la Tamise, au sud de Londres, les restes de ce théâtre élisabéthain où Shakespeare aurait fait ses débuts d'acteur devaient être recouverts de béton. Mais devant la mobilisation de nombreux artistes, les travaux, avaient été suspendus (le *Monde* du 17 mai). Le projet de préservation du site prévoit la surélévation du nouvel immeuble. Il coûtera plus de 110 millions de francs.

« Villa Luco », de Jean-Marie Besset, à Strasbourg

Pétain, de Gaulle et le désespoir



« Villa Luco », de Jean-Marie Besset

Une rencontre fictive entre le général de Gaulle et le maréchal Pétain. La pièce que la famille de Gaulle souhaitait faire interdire n'est pas sacrilège.

Novembre 1945. Le maréchal Pétain, quatre-vingt-neuf ans, est enfermé à l'île d'Yeu, frappé d'une condamnation à mort commuée en détention perpétuelle. Son gardien est un jeune lieutenant, Gorka, ancien garde de camp du général de Gaulle à Londres, et maintenant prisonnier dans son rôle de geôlier. Aujourd'hui, la promenade a été supprimée pour l'historique détenu : on attend un visiteur. La silhouette s'encadre dans la porte : haute, rigide, digne, c'est celle du général de Gaulle.

Cette rencontre n'a pas eu lieu, si l'on en croit les livres d'histoire. Elle n'a pas vraiment lieu sur la scène du

Théâtre national de Strasbourg : car les deux hommes ne se disent presque rien dans ce long dialogue. Trop polis, puis ironiques, quel-ques-fois cruels. Le vieil homme en prison quémande une autre résidence, pas bien loin, cette « villa Luco » aperçue à Port-Joinville. Le général esquive. On parle de la salle à manger de l'hôtel du Parc à Vichy, des pêcheurs de l'île d'Yeu, des accises de Jules Ferry et des pleurs d'un vieillard. Rien qui bouleverse l'histoire, mais simplement les propos distants, presque désabusés, de deux hommes à la fois proches et lointains, dont les images se sont ressemblées, se sont écartées, se sont combattues.

C'est la force du texte de Jean-Marie Besset : ces propos ordinaires entre deux hommes extraordinaires sont vifs, savoureux, tour à tour drôles ou graves. Hubert Gignoux campe un Philippe Pétain déchu mais sûr de lui, octogénaire qui réarrange ses souvenirs et se laisse aller au fil de la conversation. Maurice Garrel dessine un de Gaulle un peu hautain, solitaire, habité par l'histoire, mais aussi imprévisible et joueur. Personne n'en sort diminué, personne n'en sort grandi, en regard de l'histoire ou du chroniqueur.

Mais il y a un troisième homme, ce jeune lieutenant qui a l'âge et les traits de l'auteur, et porte le romanisme d'une génération. Lui entend la lecture des propos des deux autres militaires, l'un qui pourrait être son père et son guide, l'autre son grand-père indigne.

Un troisième homme

Dans la lumière qui baigne la fenêtre de cette cellule grise, il va doucement désespérer.

Villa Luco n'est pas l'exercice de style d'une rencontre fictive entre deux hommes connus : c'est la mise en scène de la mort d'un jeune homme, ou de l'idée qu'il porte. Le lieutenant Gorka est le vrai prisonnier, empêtré dans les images trop simples des deux personnages historiques qu'il côtoie, et dont il apprend la part de vanité, de faiblesse, d'ambition. De Gaulle part, sur un message, c'est Pétain qui propose au petit lieutenant une partie de dames : « Nous ferons une partie, le vous laisserai gagner. » Mais, pour eux deux, la pièce est terminée.

Jacques Lassalle, comme souvent, a joué la sobriété dans ce huis clos un peu amer. Les trois acteurs y sont un peu retenus, comme par l'âge pour l'un, l'uniforme pour l'autre, le trop-plein de respect pour le troisième. Et le phare de l'île d'Yeu ponctue d'un trait de lumière régulier les derniers instants d'une rencontre imaginée. Personne n'habite villa Luco.

Les enfants du général de Gaulle s'étaient émus : la pièce de Jean-Marie Besset portait, d'après eux, « atteinte à l'image et à la vie privée de leur père » (le *Monde* du 3 juin). Le tribunal de grande instance de Strasbourg en décidait autrement, laissant *Villa Luco* poursuivre sa carrière, et précisant qu'il n'y voyait « aucune présentation ridicule ou odieuse » du général.

JACQUES FORTIER.

MUSIQUES

« La Dame de pique », par l'Opéra de Varsovie

Crespin : arrêt sur image

Grandiose reconstitution historique (et géographique), perruques et costumes somptueux, voix slaves d'origine, la Dame de pique du Palais des congrès affadit quelque peu, cependant, le drame halluciné de Pouchkine et Tchaïkovski.

Saint-Petersbourg comme si vous y étiez : les quais au bord de la Néva ; en face le Palais d'hiver, l'Amirauté et toutes les nobles façades éclairées. Au premier plan, les enfants jouent aux petits soldats de *Carmen*, autour des arbres du jardin d'été, où circulent les belles dames et les officiers qui n'ont rien d'autre à faire. Plus tard, des centaines d'invités illustrent le bal, qui pastiche la musique de Mozart, couronné par l'apparition hautaine de la grande Catherine, tandis que les officiers se retrouvent à la fin pour des divertissements entre hommes dans un enfer du jeu démesuré.

Voilà donc cette *Dame de pique* toute nouvelle, transposée de la scène immense de l'Opéra de Varsovie sur celle encore plus gigantesque du Palais des congrès. Et, certes, le directeur du Théâtre Marie (l'actuel Kirov) de Saint-Petersbourg souhaitait du grand spectacle quand il commanda cette œuvre. Mais Tchaïkovski s'intéressait avant tout au drame de son héros fatal, à la monomanie des cartes et aux victimes de cette passion furieuse, la malheureuse Lisa, la terrible et pitoyable Comtesse.

Or cet aspect essentiel est souvent noyé par le décor de Wiesław Oiko, toujours obsédant à l'arrière-plan, le

ton trop solennel de la mise en scène de Marek Grzesinski et le jeu conventionnel des chanteurs. Les effets quasi cinématographiques de « zooms », gros plans et plans larges, dont le compositeur joue avec virtuosité, sont souvent amortis, amoindris, et les personnages se perdent au milieu d'une scène trop vaste et d'une foule qui fait semblant de ne pas les entendre.

Le contresens majeur me semble dans la scène si puissante de l'hallucination d'Hermann : dans sa chambre (mais en plein air, entre deux guérites...), il voit passer l'enterrement de la comtesse, qui apparaît ensuite dans un jet de vapeur, tandis que le Palais d'hiver se couvre d'un toit d'église orthodoxe et que mille icônes colorées s'envolent en tourbillon vers le ciel. Comment croire un instant à la révélation fantastique que lui fait la Comtesse ?

Au contraire, la dernière rencontre de Lisa et d'Hermann sur une passerelle de fer vertigineuse au-dessus de la Néva (et non du canal) est impressionnante, conclue par le plongeon spectaculaire de la jeune fille dans le fleuve.

Mais on gardera surtout de cette représentation la dernière image de Régine Crespin sur une scène d'opéra, Comtesse tragique au visage blafard, qui profère chaque mot, prononce chaque nom de la noblesse française, avec un accent si pénétrant, un vibrato nostalgique, un phrasé si poignant, une telle présence dramatique que les autres pâlissent à côté d'elle.

Les chanteurs qui l'entourent ont cependant des voix excellentes, mais impersonnelles, et des apparences physiques peu conformes aux héros de Pouchkine tels qu'on les imagine (c'était, le premier soir, des passionnaires du Kirov, Larissa Szw-

chenko en Lisa et Alexis Stieblanko en Hermann). Les seconds rôles sont en général plus vraisemblables.

Malgré un beau style, l'Orchestre de Varsovie, dirigé par Robert Sata-nowski, ne semble pas avoir encore pris la mesure du Palais des congrès (où il a cependant joué Boris en 1987) : la musique reste trop enfoncée dans la fosse, et l'intensité expressive se dilue dans les vastes espaces de la salle.

Mais l'ensemble du spectacle est superbement réglé, avec une profusion de costumes somptueux (Irena Bieganska) et, comme toujours, des chœurs magnifiques et disciplinés, préparés par Bogdan Gola. Les sucreries chorégraphiques de Zofia Rudnicka n'ajoutent rien.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 3, 6, 7, 9, 10, 13, 14, 16, 17 juin (à 20 heures) et le 4 (à 15 heures) : avec trois titulaires différents pour les principaux rôles. L'« Avant-Scène » consacre un numéro particulièrement substantiel à cet opéra (n° 119/120, 178 pages, 120 francs). Une union remarquable cependant : la *Dame de pique* a déjà été représentée à Paris, par le Bolchoï, en janvier 1970.

GRAVURES ORIGINALES A FAIBLE TIRAGE
Œuvres de : Clave, S. Delauney, Friedlander, Lansky, Masson, Van de Velde, Zadkine etc.

PRÉSENTATION SUR RENDEZ-VOUS ARTS ET ENTREPRISES 46-06-96-88

Animal Logic à l'Elysée-Montmartre

Conte de fées et étude de marché

Stewart Copeland, ex-batteur de Police, et Stanley Clarke, superstar du jazz, ont engagé une chanteuse inconnue.

L'histoire d'Animal Logic est celle d'une rock star qui s'ennuyait. Depuis 1986, Stewart Copeland, ex-batteur de Police, et Stanley Clarke, superstar du jazz, ont engagé une chanteuse inconnue. L'histoire d'Animal Logic est celle d'une rock star qui s'ennuyait. Depuis 1986, Stewart Copeland, ex-batteur de Police, et Stanley Clarke, superstar du jazz, ont engagé une chanteuse inconnue.

« J'ai voulu reprendre la compétition », dit Stewart Copeland, qui vient de former Animal Logic. A ses côtés, on trouve le bassiste Stanley Clarke, pilier du jazz moderne américain, virtuose indigène. Deborah Holland chantait dans les bars et donnait des cours de piano à Los Angeles. Elle avait composé quelques chansons qu'elle avait confiées à un agent. Un jour, celui-ci l'appela et lui dit : « Stewart Copeland et Stanley Clarke ont entendu ta cassette, ils aiment beaucoup, ils voudraient que tu composes tout un album pour eux et que tu chantes dessus ».

L'histoire de cette version rock et hollywoodienne des contes de fées en conviait : « A ce stade de ma carrière, j'avais fait une croix sur certaines ambitions. » Le tour imprévu qu'a pris son existence ne semble

pas trop la bouleverser, et elle sourit calmement quand Stewart Copeland explique la stratégie d'Animal Logic : « Je veux revenir au sommet des hit-parades, jouer dans des stades. Je n'ai pas l'esprit assez concis pour composer des chansons de quatre minutes. De plus, je ne veux pas être une chanteuse inconnue. »

Avant de pouvoir remplir les stades, Animal Logic commence par une tournée en Europe, dans de petites salles, espérant à la fois impressionner favorablement les médias et déclencher un phénomène de bouche à oreille dans le public. Sur l'album, les chansons de Debbie Holland, très classiques, école californienne de Jackson Browne, surprennent quand même grâce à la furie virtuose de Copeland et Clarke, aidés par un autre néophyte prometteur, le guitariste Michael Thompson. Stewart Copeland a monté sa petite entreprise ; dans quelques mois il saura s'il a quelques chances de le voir devenir grosse multinationale.

THOMAS SOTINEL.

★ Animal Logic, le 3 juin, à 20 heures, à l'Elysée-Montmartre, 72, boulevard de Rochechouart, Paris-18.

● Le concert Liberty show interdit. — La préfecture de police de Paris a interdit le Liberty show, prévu le samedi 24 juin à l'hippodrome de Vincennes (voir le *Monde* du 3 juin). Mais cette décision n'est peut-être pas définitive. Ce grand concert rock devait accueillir notamment Stevie Wonder, Rod Stewart, Bob Dylan et George Michael.

ÉTRANGER

Les ministres des finances des pays industriels rappellent à l'ordre les pays endettés

Dans le cas où les pays refusent de coopérer pour éliminer leurs arriérés, les mesures correctives requises devraient être prises rapidement et appliquées avec fermeté. Tel est l'avertissement lancé, le vendredi 2 juin, par les ministres et les gouverneurs des banques centrales du groupe des Dix (1) réunis à Berne. S'il approuve la nouvelle stratégie de réduction de la dette, le groupe des Dix estime en effet que les finances des organismes internationaux (Fonds monétaire international et Banque mondiale) ne doivent pas être mises en péril par la mauvaise volonté de certains pays et l'accumulation des arriérés.

Les deux institutions ont mis une partie de leurs ressources en réserve pour les opérations de réduction de la dette, ainsi que le soulignait le secrétaire au Trésor américain, M. Nicholas Brady. Mais les pays industrialisés redoutent que cette nouvelle attitude puisse conduire dans les faits à un transfert du risque privé vers les institutions officielles. Présentant les nouvelles modalités et conditions d'octroi des prêts de la Banque mondiale, son président, M. Barber Conable, avait indiqué que les nouvelles ressources mises à disposition par la Banque

(jusqu'à 25 % de la totalité de ses prêts d'ajustement structurel) ne devraient en aucun cas donner lieu à « un transfert significatif de dette ou du risque affecté au secteur public ».

Avec leur mise en garde contre les dangers du programme international de réduction de la dette, les Dix ont également évoqué la nécessité de nouveaux prêts commerciaux qui, selon eux, sont rendus possibles par l'assainissement des bilans des banques intervenant au cours des dernières années. Par ailleurs, les ministres ont apporté leur soutien à la nouvelle répartition des rôles entre la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et ont souligné que ce dernier conserve « au premier chef la responsabilité de conseiller les membres sur la conception d'un cadre macro-économique et la mise en œuvre de politiques économiques suffisamment vigoureuses et globales pour rétablir l'équilibre extérieur dans des délais compatibles avec le caractère monétaire des ressources du Fonds ».

(1) Belgique, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, RFA, Suède et Japon.

AGRICULTURE

Le programme européen de gel des terres a pris du retard

La CEE a encore « un long chemin à faire » avant de réaliser son programme de « gel des terres » et d'ajuster ainsi sa production céréalière à la demande, a estimé, le vendredi 2 juin, le commissaire européen à l'Agriculture, M. Ray MacSharry. Au 30 avril, 450 000 hectares avaient été mis en jachère, mais essentiellement dans deux pays, l'Allemagne fédérale et l'Italie. Trente-cinq mille agriculteurs allemands et italiens ont en effet accepté de geler 300 000 hectares. Lors du lancement du programme de jachère, en février 1988, la Commission de Bruxelles tablait sur un gel de 1 million d'hectares à l'issue de la première année, sur un

total de quelque 68 millions d'hectares de terres arables dans la Communauté. Le programme a pris du retard en raison des réticences manifestées par des pays comme la France, l'Espagne ou la Belgique, où les agriculteurs considèrent les primes insuffisamment attractives.

M. MacSharry a en outre critiqué la décision prise par les États-Unis, le 1^{er} juin, de réduire de moitié leur programme de gel des terres plantées en blé, après la sécheresse catastrophique de 1988. « Il y a de la place sur le marché pour tout le monde si nous nous conduisons tous de manière responsable », a conclu le commissaire européen.

Cinq ans de quotas laitiers

Les privilégiés de la « marée blanche »

(Suite de la première page.)

Si on ajoute que les cinquante mille éleveurs en difficulté (les seules et vraies victimes des quotas) sont assurés d'une aide publique de 300 millions de F sans oublier la récente indemnisation de 1,06 milliard de F versée en fin de campagne passée aux éleveurs, la situation du secteur laitier n'est pas désespérée. Il semble au contraire que la profession ait désormais « intégré » les quotas dans sa stratégie de revenu.

Certains éleveurs, et non des moindres, ne cachent pas leurs calculs : compte tenu du prix du lait et des indemnités diverses de Bruxelles, la gestion optimale de leur exploitation consiste à dépasser le quota de 3 %... « On a évolué du déshébergement subi au déshébergement raisonné », estime l'un d'eux. Vêtu à ne pas crier trop fort : les producteurs de lait, pour la grande majorité d'entre eux, vivent bien, et mieux qu'en 1984. Les quotas leur ont créé un droit à produire qui a revalorisé leurs héritages et leurs exploitations.

En 1988, les laitiers ont annoncé des résultats exceptionnels (1). Pour la campagne 1989-1990, Bessier a signé un accord interprofessionnel qui prévoit une hausse de 4,5 % du prix du lait payé au producteur. L'augmentation sera de 5 % dans le Nord-Pas-de-Calais.

« Un marché noir »

Pour tourner la législation qui lie la production laitière à la surface foncière, les éleveurs ont créé en estimant un marché de quotas : ceux qui n'utilisent pas « à plein » leur droit à produire en loutent une partie au voisinage, moyennant — dans l'Ouest — 50 à 60 centimes par litre. Chez les arachides, les exploitations « avec quotas » se vendent au prix fort, avec un besoin des dessous de table substantiels. « Chacun rêve de trouver un quota de 10 000 litres supplémentaires », témoigne un professionnel.

Cet assainissement visible du secteur laitier ne passe pas inaperçu aux yeux du reste de la profession agricole qui parle à mots couverts des « nantis de lait ». Si les éleveurs ne sont sans doute pas enclins à réclamer des quotas, leurs troupes

ne sont pas aussi tranchées. A la base, les céréaliers, les producteurs de porc et de volaille se prennent à rêver d'un quota « protecteur ». Le ministre de l'Agriculture se garde bien d'écouter pareilles requêtes.

ÉRIC FOTTORINO.

(1) En 1988, le nombre un français du lait, Bessier, a enregistré un bénéfice net de 378 millions de francs, en hausse de 54 %. Le groupe Bougain a vu son résultat net progresser de 21,7 %, à 344,1 millions de francs. L'Union laitière normande (ULN) a enregistré un résultat courant de 213 millions de francs, en hausse de 88 %.

EN BREF

● Accident de l'Airbus A-320 à Mulhouse : responsabilités partagées. — Selon certains éléments des rapports d'expertise sur l'accident de l'Airbus A-320 d'Air France qui s'est écrasé le 26 juin 1988 à Mulhouse à l'occasion d'un meeting aérien, les responsabilités seraient partagées et se situeraient à des degrés divers à cinq niveaux : pilotes, Air France, préfecture du Haut-Rhin, direction générale de l'aviation civile et Aéroclub de Mulhouse-Habsheim. En revanche, l'aviation, ses moteurs et ses équipements seraient hors de cause. Cet accident avait fait trois morts et cinquante blessés.

● Des arachides sur la voie ferrée Paris-Brest. — Plusieurs dizaines de tonnes d'arachides ont été déversées, le vendredi 2 juin, sur la ligne ferroviaire Paris-Brest, à hauteur de Landivisau (Nord-Finistère), par des agriculteurs protestant

SOCIAL

Réunis en congrès à Bordeaux

M. Blondel et les métallos de FO font (presque) la paix

BORDEAUX de notre envoyé spécial

L'heure de la paix ou du moins de l'armistice a-t-elle sonné à FO entre M. Marc Blondel et certaines organisations qui, dans la succession de M. André Bergeron, avaient soutenu son rival malheureux, M. Claude Pitou ? Un grand pas semble avoir été franchi dans ce sens lors du quinzième congrès de la fédération de la métallurgie, un des poids lourds « pitouistes », qui s'est achevé le vendredi 2 juin à Bordeaux dans l'harmonie. Confortablement réuni, le secrétaire général, M. Michel Huc a proclamé : « Nous sommes des légitimistes. Il y a du travail à faire en commun. » Sous les applaudissements des congressistes debout, M. Huc et Blondel se sont donnés l'accablant.

Le congrès des métallos FO avait pourtant démarré sur des chapeaux de roues. Dans son exposé introductif, M. Huc avait réaffirmé ses convictions sans concessions en justifiant les signatures d'accords sur le travail de nuit des femmes dans la métallurgie et sur la transformation de la prime d'ancienneté dans les garages, textes auxquels M. Blondel s'était opposé en y voyant le symbole d'un « syndicalisme d'accompagnement » (de la crise) qu'il refuse.

« Nous gagnons en idéologie pendant que les autres syndicats se préoccupent uniquement des pro-

blèmes que rencontrent les salariés, avait lancé M. Huc. Je dis danger, casse-cou. »

M. Huc avait fustigé ceux qui, dans la nouvelle direction confédérale, sont « bardés de certitudes immobilières et drapés dans une dignité révolutionnaire ». « Nous voici, avait-il ironisé, devenus contestataires en réponse à un soliloque syndicaliste d'accompagnement au sens le plus péjoratif du terme. » « Nous nous battons, avait-il ajouté, pour que la confédération garde les conceptions saines et réalistes qui l'ont hissée au plus haut niveau d'influence. Nous le ferons dans la légitimité, en respectant les militants. »

Le 1^{er} juin, sortant pour la première fois de « devoir de réserve » qu'il s'était imposé depuis son départ, M. Bergeron était venu apporter « amitié et soutien » à M. Huc au lendemain d'une campagne interne sur le financement de sa fédération par des fonds patronaux. Résultats : M. Huc a perdu quelques plumes par rapport à son précédent congrès où il bénéficiait d'une quasi-unanimité. Mais son rapport d'activité a obtenu 72 % de votes pour, 21 % de contre et 7 % d'abstentions. A sa commission administrative de vingt-cinq membres, les trois cinquièmes ont été laminés. Il n'en reste plus qu'un, qui a été le plus mal élu.

Face à cette rélégitimation du « pitouisme » Huc, M. Blondel s'est

montré, en plus d'une heure de discours, d'une extrême habileté. « Je me demandais, expliqua-t-il d'emblée, dans quelles conditions j'allais trouver le congrès. Eh bien, je suis dans la maison, je suis à la Force ouvrière. » Qualifiant le congrès de la succession de M. Bergeron de « congrès du réveil », il a poursuivi : « Je suis le secrétaire général de toute la confédération : il n'y a pas de bons et de mauvais militants. Depuis le 4 février au soir, je suis atteint d'amnésie et je ne souhaite pas que quelqu'un vienne me soigner. Nous sommes tous dans le même combat. » M. Blondel s'est posé en héritier de M. Bergeron, en expliquant qu'il se basait sur une résolution d'orientation rédigée par son prédécesseur. Il s'est posé aussi en héritier du premier secrétaire général de FO, Robert Bothereau, en exhumant un de ses textes sur « les devoirs de contestation du syndicalisme ». « La contestation, a-t-il concédé après avoir fait l'éloge du contrat collectif, c'est le caractère revendicatif de l'action syndicale. »

Un armistice a été conclu à Bordeaux entre M. Blondel et une partie des « pitouistes ». Si les 13 et 14 juin lors du comité confédéral d'Avignon, M. Blondel se montre aussi apaisant, le climat interne se trouve très pacifié. Seul avec les trois cinquièmes...

MICHEL NOBLECOURT.

Le ministre du logement au congrès HLM

« Le budget 1990 sera l'occasion d'un recentrage social »

Intervenant au cinquième congrès HLM, qui s'est tenu à Paris, porte de Versailles, du mercredi 31 mai au samedi 3 juin, M. Louis Besson, ministre délégué chargé du logement, a souligné que l'action du gouvernement en la matière serait placée « sous le signe de la solidarité, de la qualité, de la modernisation et du dialogue ». Affichant comme « objectif central » « la réhabilitation pour tous du droit au logement », le ministre a précisé que « le budget 1990 sera l'occasion d'un recentrage social ». En priorité, il convient de s'intéresser au logement des titulaires du RMI, car les premières données chiffrées « confirment que le logement est pour eux le problème le plus crucial : 44 % des personnes concernées en Ile-de-France sont contraintes à ce que l'on appelle pudiquement l'hébergement à titre gratuit ».

S'agissant des relations entre les pouvoirs publics et les organismes d'HLM, M. Besson s'est réjoui de l'accord conclu qui vient d'être signé et qui « trouvera sa pleine signification dans sa démultiplication en accords locaux, négociés dans la transparence ». « Notre volonté est bien en effet de mettre en œuvre non plus une politique nationale du logement, passant essentiellement par des mécanismes d'octroi de subventions uniformes, mais bien pluriplurid des politiques locales de l'habitat, contractuelles, diversifiées et décentralisées », a déclaré le ministre.

Le gouvernement s'engage à favoriser la création de 1 200 emplois en trois ans à La Ciotat

A l'issue d'une séance de travail qui réunissait des élus locaux, des représentants de l'Etat et des syndicats, M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, a annoncé que le gouvernement se fixait pour objectif de créer en trois ans 1 200 emplois industriels nouveaux sur la commune de La Ciotat dont le chantier naval est en liquidation.

Sur ces 1 200 emplois, 200 à 300 relèveraient des métiers de la mer. Il s'agirait de créer une zone de construction, d'entretien et de réparation de navires de plaisance de grande taille. Le gouvernement a fait savoir à ses interlocuteurs qu'il était exclu de construire à l'avenir sous une forme ou sous une autre des navires de commerce. La construction navale à La Ciotat, c'est donc fini et bien fini.

Deux autres orientations essentielles ont été définies pour La Ciotat où le chômage atteint le taux de 21,4 % : d'une part l'extension (sur 40 hectares supplémentaires) de la zone d'entreprises où les sociétés qui s'installent peuvent bénéficier d'exonération d'impôts sur le revenu pendant dix ans, d'autre part la création d'une société d'économie mixte (commune, Etat, conseil général, conseil régional, chambre de commerce, organismes financiers) pour préparer un schéma d'aménagement. Trois groupes privés ont manifesté leur intérêt pour La Ciotat : la SARI, Dupire et le groupe de Bernard Tapie.

Ces implantations doivent permettre à la compagnie pétrolière française présente en Espagne depuis 1964, de couvrir l'ensemble du territoire espagnol d'ici à 1992.

C'est la première fois qu'un réseau de stations-services est constitué en Espagne par une compagnie internationale hors monopole.

● Navis Line : première compagnie maritime japonaise. — Navis Line K.K., résultat de la fusion entre Yamashita-Shinrihnen Steamship (Y-S Line) et Japan Line, a été créé officiellement le 1^{er} juin et devient ainsi la première compagnie maritime japonaise. Cette nouvelle firme, basée à Tokyo, disposera d'une flotte de 246 navires. Y-S Line et Japan Line occupaient respectivement la quatrième et la cinquième places des compagnies maritimes japonaises.

● Toyota : 25 milliards de francs de bénéfices. — Toyota Motor Corporation est devenue la première entreprise japonaise par la taille de son bénéfice, selon le classement établi par l'Institut de recherche économique Wako, sur la base des résultats des firmes nippones pour l'exercice 1988. Avec un bénéfice net avant impôt de 521,7 milliards de yens (25 milliards de francs) pour l'exercice s'achevant le 30 juin, le géant automobile japonais devance la maison de titres Nomura Securities et Nippon Telegraph and Telephone Corporation (NTT) qui recule du premier au troisième rang.

REPÈRES

Chômage

Moins de deux millions de sans-emploi en RFA...

Le nombre de chômeurs ouest-allemands est tombé au mois de mai à 1,95 million, soit 7,5 % de la population active. Il passe ainsi en dessous de la barre des 2 millions de personnes qui avait été franchie en octobre 1988. Le ministre fédéral de l'emploi, M. Norbert Blum, a estimé que 1,2 million d'emplois ont été créés en RFA depuis 1983, permettant à la population employée de s'élever, avec 27,5 millions de personnes, au niveau le plus haut depuis la création de la République fédérale...

... Légère baisse aux États-Unis en mai

Malgré un léger recul du taux de chômage, les statistiques américaines de l'emploi du mois de mai ont été interprétées comme indiquant un ralentissement de l'économie outre-atlantique. En effet, si le taux de chômage est passé de 5,3 % en avril à 5,2 % en mai, le nombre d'emplois non agricoles créés le mois dernier s'élève seulement à 101 000, contre 206 000 le mois précédent. Il s'agit du nombre le plus faible de créations d'emplois mensuelles enregistrées depuis le mois de mars 1988. En 1987 et 1988, les créations d'emplois mensuelles ont porté en moyenne sur 270 000 postes ; elles sont tombées à 160 000 au cours des trois derniers mois.

Par ailleurs, le salaire horaire moyen n'a augmenté en mai que de 3,8 % par rapport à la même période de l'année précédente, un rythme inférieur à celui des prix à la consommation. Il n'est donc pas surprenant que ces statistiques aient été accueillies positivement sur les marchés financiers. Les opérateurs estiment qu'un ralentissement de la croissance économique et qu'une augmentation modérée des salaires militent dans le sens d'un assouplissement de la politique monétaire américaine.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
45-55-91-82, poste 4330

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DE LA RÉGLEMENTATION
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Château des Ducs de Savoie - BP 1801 - 73018 CHAMBERY Cedex.
Tél. : 79-62-93-00. - Téléc. 320942. - Télécopie : 79-75-08-27.

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

- Ligne électrique à deux circuits 400 kV Grande-Île - La Praz - Col du Petit Montcenis-Frontière avec l'Italie.
- Modifications des POS des communes de : Les Mollettes, La Croix-de-la-Rochette, Saint-Julia-Montcenis, Saint-Michel-de-Maurienne, Saint-André, Villard-Bourget, Arvieux et Ansois.

ENQUÊTE PUBLIQUE POUR LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE DES TRAVAUX DE L'OUVRAGE PRÉCITÉ

Le préfet de la Savoie informe le public qu'il sera procédé du 19 juin 1989 inclus au 19 juillet 1989 inclus à une enquête portant, d'une part, sur la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de la ligne à deux circuits 400 kV Grande-Île - La Praz - Col du Petit Montcenis - Frontière avec l'Italie et, d'autre part, sur les modifications des POS s'y rattachant.

Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés pendant toute la durée de l'enquête, à l'exception des jours fériés, à :
- la préfecture de la Savoie, direction de l'administration générale et de la réglementation, bureau de l'environnement, du lundi au vendredi de 9 heures à 11 h 45 et de 14 heures à 16 h 30 ;
- la sous-préfecture de Saint-Jean-de-Maurienne, du lundi au vendredi, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures ;
et dans les mairies de : Sainte-Hélène-du-Lac, les Mollettes, Villard-Bourget, Saint-Pierre-de-Soney, La Croix-de-la-Rochette, Villard-Sallet, Rothère, La Table, Villard-Léger, Saint-Alban-des-Hurtières, Saint-Pierre-de-Belleville, Saint-Léger, Saint-Rémy-de-Maurienne, La Chapelle, Les Chavannes-de-Maurienne, Montgellafrey, Notre-Dame-de-Cruet, Saint-Marcel-sur-la-Chambre, Montmout, Pontamafrey-Montpascal, La Chapelle, Hermillon, Saint-Julien-Montcenis, Saint-Martin-de-la-Porte, Saint-Michel-de-Maurienne, Orelle, Saint-André, Molaine, Villard-Bourget, Arvieux, Ansois, Bramans, Lanslebourg-Montcenis intéressées par le projet,

à leurs jours et heures d'ouverture habituels afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ou les adresser par écrit à M. le Président de la commission d'enquête dans les mairies précitées.

MM. Raymond Blanc, François Pias, et Marcel Cartant sont désignés en qualité de membres titulaires de la commission d'enquête, M. René Gauthier en qualité de membre suppléant.

La commission d'enquête sera présidée par M. Blanc, Raymond. La commission d'enquête sera présente pour recevoir le public :

- les lundis 3 et 17 juillet 1989 :
* en mairie de Mollettes, de 9 heures à 11 heures ;
* en mairie de Saint-Rémy-de-Maurienne, de 15 heures à 17 heures ;
- les mardis 4 et 18 juillet 1989 :
* en mairie de Saint-Jean-de-Maurienne, de 9 heures à 11 heures ;
* en mairie de Saint-Michel-de-Maurienne, de 15 heures à 17 heures.
- les mercredis 5 et 19 juillet 1989 :
* en mairie de Molaine, de 9 heures à 11 heures ;
* en mairie de Lanslebourg-Montcenis, de 15 heures à 17 heures.

مكتبة الأستاذ

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

ENCORE une bonne semaine rue Vivienne, pas aussi brillante, mais s'en faut, que la précédente, mais, vu l'actualité, de qualité très honorable tout de même avec une nouvelle avance de cours d'environ 1,2 %. Au départ, la Bourse s'était pourtant montrée assez morose. La séance de lundi s'était achevée sur un score négatif (- 0,29 %). Mais, dès le lendemain, la résistance s'organisa (- 0,16 %). Avec une régularité de météorologue, la tendance devait ensuite se retourner au cours des trois jours suivants, toutes commencées sous le signe de la baisse mais achevées sur celui de la hausse. Mercredi le marché avait d'abord reculé de 0,7 % avant de monter de 0,38 %. Le même scénario se répétait jeudi avec un retard initial de 0,5 % largement comblé en clôture (+ 0,13 %). Vendredi, après un départ presque raté encore (- 0,03 %), le phénomène se déchaînait dès la fin de la matinée (+ 0,18 %). Il s'arrêtait dans la journée. A la clôture, les divers indices enregistraient une avance de 1,15 %. Bref, pour la deuxième semaine consécutive, la Bourse a derechef créé tous ses plafonds, le CAC établissant, lui, un nouveau record d'altitude à 481,2.

A dire vrai, après la hausse un peu trop musclée enregistrée la semaine précédente, personne n'était prêt à prendre le pari d'un nouvel exploit. Ne serait-ce qu'en raison du facteur technique. L'actualité allait, d'autre part, se charger d'entretenir le doute. A commencer par le célèbre économiste Maurice Allais, qui, d'entrée de jeu, apportait de l'eau au moulin des partisans de la prudence en assurant que toutes les conditions étaient réunies pour déclencher un nouveau krach.

Après quoi, passant de la parole aux actes, le Japon relevait son taux de l'escompte de 2,5 % à 3,5 %. L'OCDE prenait le relais des nouvelles désagréables en prétendant voir arriver l'inflation avec une hausse annuelle des prix de 4,5 %, recouvrant une poussée de 5 % aux Etats-Unis et de 5,5 % en Europe. A son tour, l'INSEE confirmait le mauvais indice des prix pour avril (+ 0,6 %). Mais le pire restait à venir avec l'annonce d'une brutale aggravation du déficit commercial de la France pour avril (3,79 milliards de francs au lieu de 280 millions pour mars).

Dans ces conditions, l'INSEE pourrait toujours établir un très bon bulletin de santé de l'économie française pour le premier trimestre. Un cânière sur une jambe de bois. Singulièrement, les premiers frémissements de reprise avaient déjà commencé à se manifester.

Touche pas à mes taux

Confiance excessive ou intuition ? Dans les milieux financiers, beaucoup ont parié sur la neutralité de la Bundesbank dans l'affaire des taux. La Bourse devait prendre cette prévision argent comptant. Bien vu. Encouragée, elle se raccrocha alors aux prévisions optimistes faites, sur le chômage américain publiées, vendredi à 14 h 30 (heure de Paris) sans traces de surchauffe, avec un taux de 5,2 % (contre 5,3 % le mois précédent) ni de récession (210 000 emplois créés).

Dans le mille. Mieux ! Les créations d'emplois se révélaient même moitié moins nombreuses que pronostiquées, ce qui baissa du coup l'espoir d'un desserrement de la politique monétaire du FED. D'où l'accélération du mouvement de hausse.

L'indice CAC

au-dessus des 500 points ?

Emmyenne la Bourse ? Beaucoup ne se privent pas de le dire ces derniers jours. « Moi je le trouve tout à fait remarquable, nous confia un banquier de la place. Je veux bien m'imaginer dans un marché de plus de 2 milliards de francs par jour à ses plus hauts niveaux », grâce à des achats étrangers, britanniques, suisses, japonais et un peu américains, sans doute favorisés par l'enrichissement du dollar. « J'ai tendance à croire, comme la rumeur le prétend, que l'Allemagne s'est entendue avec les Etats-Unis pour ne pas relever ses taux. » Dans ces conditions, notre expert concevait fort bien de voir l'indice CAC franchir le cap des 500 points cet été.

De retour, la pythie du pilier sud nous a tenu un langage à peu près identique. « Je subodore qu'un accord secret a été conclu entre les principaux pays pour assaigrir le dollar. » L'aggravation du déficit commercial en avril ? « La véritable surprise a été l'amélioration instantanée en mars. Pour l'instant, on se repose sur ses prévisions pour l'année. » D'où l'absence de réaction du marché.

Pour notre pythie, il est possible que le CAC franchisse effectivement le cap des 500-510 points dans quelques semaines. Elle table pour cela sur l'abondance des liquidités procurées par les coupons dont le détachement com-

mence (35 milliards de francs environ attendus), sans écouler, toutefois, le risque d'assèchement possible créé par les nombreuses opérations financières en cours et celles à venir. Par diabolie, les entreprises demandent l'autorisation d'augmenter leur capital. En définitive, pour notre pythie, c'est le labyrinthe de l'argent qui fera la différence. Et de résumer la situation par ces quelques mots : « Touche pas à mes taux et tu verras ma hausse. » Pour l'instant donc, la Bourse a eu son ballon d'oxygène. Elle est soulagée. Et si l'accalmie persiste sur le front monétaire, elle a de bonnes chances de continuer à battre tous ses records.

Vendredi, l'encouragement est en plus venu des Etats-Unis avec l'annonce de la baisse d'un demi-point du taux de base décidée par la Southwest Bank of Saint-Louis. Si le mouvement se propage, le marché parisien a donc de bonnes chances d'en tirer le meilleur, sauf imprévu bien sûr.

Des événements de la semaine. Pour résumer surtout la confrontation le 31 mai, de M. Gérard de La Martinière, directeur général de la Société des Bourses françaises, avec la fameuse « veuve de Carpentras » à l'occasion d'une réunion du comité des entreprises du second marché. La rencontre a été poignante.

Mais il convient aussi de signaler la décision du tribunal de commerce de Paris de geler les obligations à bons de souscription d'actions (OBSA) LVMH récupérées par M. Bernard Arnault, ce, jusqu'à l'assemblée générale du 9 juin. Ce qui a déclenché une spéculative sur le titre.

Le tribunal de commerce de Nanterre a, de son côté, débouté les petits porteurs d'Usinor, qui s'étaient estimés lésés par l'annulation en novembre 1986 des actions du groupe sidérurgique.

Bonnygates a des visées en Libye pour y construire une rivière artificielle en pompant de l'eau dans un lac saoudien à 800 km au sud de Tripoli pour la transporter jusqu'à la côte pour irriguer une zone cultivable.

De son côté, Peugeot se propose de diviser son action par deux.

Des rumeurs ont circulé sur un arrêt des travaux, côté français, dans l'Eurotunnel, dont l'action a baissé avant de se redresser, après démenti, pour atteindre un nouveau sommet.

Enfin, il faut saluer l'arrivée sur le RM le 1^{er} juin de l'action Pechiney International. Encore une trace de la grande lessive faite au printemps 1987 par les nationalisations qui s'efface.

ANDRÉ DESSOT.

Semaine du 29 mai au 2 juin

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Le krach effacé

Après avoir évolué de façon assez indécise en début de semaine, le marché new-yorkais a progressé avant de monter assez fortement à la veille du week-end et finir ainsi d'effacer les dernières traces du grand krach d'octobre 1987. L'indice Dow Jones s'est établi à 2 517,83, soit à 24,06 points au-dessus de son niveau du 26 mai dernier.

L'espoir d'une détente sur le front des taux d'intérêt a quelque peu dopé le marché. Mais c'est surtout l'annonce d'un taux de chômage ne traduisant ni surchauffe ni récession qui a favorisé la reprise des achats. L'annonce, d'autre part, par la Southwest Bank of St Louis de sa décision d'abaisser son prime rate d'un demi-point a renforcé l'idée qu'une détente était dans l'air. Le fait saillant de la semaine a été la venue, le 1^{er} juin, par le raider Carl Icahn de la totalité de ses intérêts dans Texaco, soit 42,32 millions de titres pour 2,07 milliards de dollars. C'est la plus grosse transaction de l'histoire faite en une seule fois.

	Cours 26 mai	Cours 2 juin
Alcoa	65 7/8	66 1/4
ATT	35 3/4	36 1/8
Bocing	30 1/8	30 3/4
Chase Man. Bank	30 1/8	30 3/4
Du Pont de Nemours	111 1/2	110 7/8
Eastman Kodak	45 3/4	47 1/8
Escom	43 7/8	43 3/4
Ford	40 1/8	40 3/4
General Electric	54 3/8	55 3/4
General Motors	40 3/8	41 1/8
Goodyear	54 3/8	54 7/8
IBM	109 1/2	110 1/8
ITT	29 5/8	30 1/8
Mobil Oil	52 1/8	51 7/8
Pfizer	61 1/4	62 3/8
Schlumberger	39 7/8	39 3/4
Texaco	25 3/8	25 3/4
UAI Corp. (ex-Goodyear)	128	122 1/2
Union Carbide	27 3/8	28 3/8
USX	34 3/4	36 1/2
Westinghouse	61 3/4	63 3/4
Xerox Corp.	65	64 1/8

LONDRES

Déprimé

La crainte d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt et d'une récession économique en Grande-Bretagne a déprimé le marché londonien durant la semaine écoulée. En moyenne, les cours ont baissé de 1,8 % environ.

Le fait que le chancelier de l'Echiquier ait nié l'existence d'une crise de la livre n'a pas convaincu les investisseurs. Après l'espoir d'une baisse des taux aux Etats-Unis après la publication des chiffres du chômage américain, la Bourse s'est stabilisée à la veille du week-end.

Indice « FT » du 2 juin : 100 valeurs, 2 102,6 (contre 2 140,3) ; 30 valeurs 1 745,3 (contre 1 778,6) ; Fonds d'Etat, 84,61 (contre 86,20) et mines d'or 171,4 (contre 171,2).

	Cours 26 mai	Cours 2 juin
Beecham	624	622
Bovater	489	472
BP	288 1/2	287 1/2
Charter	515	512
Courtauld	346	339
De Beers (*)	14 5/8	14 5/8
Finco Gold (*)	13 13/16	13 33/64
ICI	16 1/4	16 1/8
GLC	12 39/64	12 5/8
Reuters	807	798
Shell	409	404
Unilever	556	540
Vickers	212	206
War Loan	38 8/10	37 1/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Plus 3 %

Le mouvement de hausse s'est poursuivi cette semaine en s'accroissant, et les cours ont, en moyenne, progressé de 3 %.

Les excellents résultats trimestriels annoncés par les entreprises, le reflux du dollar, enfin, la décision de la Buba de maintenir ses taux inchangés ont invité les opérateurs à prendre des positions. Les plus fortes hausses ont été enregistrées dans le secteur automobile, où BMW a monté de 8 %, indices du 2 juin : Dax, 1 419,71 (contre 1 375,94) ; Commerzbank, 1 760,80 (contre 1 708,4).

	Cours 26 mai	Cours 2 juin
AEG	210	210
BASF	307,50	314
Bayer	305,50	311,80
Commerzbank	246	259
Deutschebank	523,40	541,50
Hoechst	308,50	318,50
Karstadt	519	524,40
Mannesmann	227,10	246,50
Siemens	537,50	551
Volkswagen	382	397,30

TOKYO

Moins 1,5 %

Après avoir pulvérisé un nouveau record d'altitude avec le nikkei à 34 266,75 le 31 mai, le marché de Tokyo a fait deux pas en arrière pour finalement baisser de 1,5 % d'un vendredi à l'autre. Les turbulences monétaires avec la crainte d'une nouvelle hausse des taux par la Banque du Japon sont à l'origine de ce malaise.

Indices du 2 juin : Nikkei, 33 667,42 (contre 34 191,62) ; Topix, 2 501,56 (contre 2 531,16).

	Cours 26 mai	Cours 2 juin
Abei	817	840
Bridgestone	1 608	1 620
Casio	1 780	1 890
Fuji Bank	3 480	3 520
Honda Motors	2 930	2 930
Matsumita Electric	2 480	2 490
Mitsubishi Heavy	1 150	1 160
Sony Corp.	7 500	7 850
Toyota Motors	2 720	2 740

Alimentation

	2-6-89	Diff.
Bégain-Say	490	+ 14
Bougenin (1)	3 120	+ 73
BSN	709	+ 17
Carrefour	2 985	+ 58
Casino	2 119,50	+ 8,60
Eurocomet	1 134	+ 35
Guyenne et Gasc.	923	+ 1
Mot-Hennessy	4 240	+ 110
Nestlé (2)	28 010	+ 1024
Océid. (Gile)	897	+ 8
Ollivier-Cabry	441,10	+ 0,10
Pernod-Ricard	1 319	+ 25
Promodis	1 130	+ 29
St-Louis-Bonchon	1 130	+ 28
Source Perrier	1 640	+ 70

(1) Coupon de 434 F.

(2) Coupon de 31 F.

Valeurs diverses

	2-6-89	Diff.
Accor	678	+ 4
Adjonari	2 650	+ 11
Bic	780	+ 25
Bis	520	+ 22
CGIP	1 620	+ 56
Club Méditerranée	458	+ 28
Esolair	3 340	+ 30
Europe 1	712	+ 26
Groupe Ciel	3 470	+ 25
Hachette	403	+ 27,50
HAYAS	1 010	+ 45
L'Air liquide	1 645	+ 17
L'Oréal	4 240	+ 165
Navigation Mixte	1 068	+ 8
Nord-Est	206	+ 10,70
Saint-Gobain	1 017	+ 0,04
Safran	856	+ 1
Stas Rossignol	1 270	+ 70

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	2-6-89	Diff.
PME 10-6 1976	101,30	+ 0,30
8-20 1977	126,40	+ 0,40
10-10 1978	102,05	+ 0,23
9-30 1978	101,57	+ 0,07
9-10 1979	103,15	+ 0,30
10-20 1982	104,12	+ 0,06
16-10 1982	106,62	+ 0,06
15-75 1982	101,78	+ 0,04
CNE 3 %	3 786	+ 114
CNE bq. 5 000 F.	101,88	+ 0,01
CNE Publi 5 000 F.	102,85	+ 0,01
CNE Suez 5 000 F.	102,85	+ 0,01
CNI 5 000 F.	101,90	+ 0,04

Banques, assurances

	2-6-89	Diff.
Bail Equipement	369	- 1
Bancaire (Cie)	525	+ 21
Cetecan	880	+ 133
CFE	880	+ 3
CFI	479	+ 16
Chargen SA	1 353	+ 8
Eurofinance	1 380	+ 18
Héris (La)	493	+ 11
Locafinance	490	+ 11
Locindus	839	+ 11
Midi	1 398	+ 2
Midland Bank	203	+ 13,30
OFP	1 416	+ 5
Paribas (1)	495	+ 8
Paris de réas.	441	+ 3,50
Préfinanc.	761	+ 10
Schneider	761	+ 1
Société générale	495	+ 15
Suez (Cie Fin.)	350	+ 22,50
UBI	238	+ 3,50

(1) Coupon de 10 F.

Produits chimiques

	2-6-89	Diff.
Inst. Mérieux	6 120	+ 20
Labo. Bel.	2 100	+ 1
Roussel Ucl.	1 770	+ 35
BASF	1 040	+ 10
Bayer	1 047	+ 23
Hoechst	1 070	+ 28
Imp. Chimie	1 130	+ 30
Nord-Hydro	152	+ 1

Matériel électrique

	2-6-89	Diff.
Alcatel	3 090	+ 85
Alstom	618	+ 18
CGE	449,50	+ 9,90
Crozet	525	+ 12
CSSE (ex-Signis)	375	+ 15
Général des Eaux	1 875	+ 32
IBM	732	+ 2
Intertek	411	+ 22
ITT	3 700	+ 20
Legrand	3 700	+ 20
Leroy-Somer	1 416	+ 49
Lyonnais des Eaux	1 769	+ 126
Matra	321	+ 1
Merlin-Gérin	4 545	+ 8
Moncloux	139	+ 3
PM Lablanc	1 130	+ 50
Radiorécepteur	642	+ 22
Schlumberger	266,10	+ 5
SEB	1 054	+ 51
Siemens	1 855	+ 57
Thomson-CSF	229,10	+ 1,10

Mines, caoutchouc, outre-mer

	2-6-89	Diff.
Géophysique	863	- 4
Imécal	384,90	+ 4,80
Mécal	201,50	+ 10
Mécalor	923	+ 19,50
RTZ	52	+ 0,70
ZCI	3	+ 0,19

Bâtiment, travaux publics

	2-6-89	Diff.
Auxil. d'entr.	1 097	- 33
Bouygues	685	+ 47
Ciments Français	1 140	+ 7
Dumez	1 018	+ 15
GTM	1 420	+ 15
J. Lefebvre	1 360	+ 40
OGC	1 546	+ 16
Maison Phénix	103,50	+ 8,30
Maison Chausson	748	+ 26
SCREB	904	+ 36
SGE-SB	262	+ 9

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val en cap. (F)
Enxos, SA-PLC	13 239 442	1 551 601 771
Sompar Alifant	524 924	1 263 073 681
Suez Financ.	1 661 949	566 114 358
LVMH Moët H.	112 530	475 637 264
Paribas	819 600	387 856 562
Progrès SA	220 806	369 512 032
Bouygues	333 414	221 672 542
BSN	295 222	206 123 624
Hachette	547 426	203 666 916
Air Liquide	280 544	175 769 702

(*) Du vendredi 26 mai au jeudi 1^{er} juin inclus.

Mines d'or, diamants

	2-6-89	Diff.
Anglo-American	128,30	+ 19,18
Angold	419,50	+ 11,50
Bul. Gold M.	77,05	+ 5,05
De Beers	97,90	+ 0,50
De Beers Com.	59	+ 0,85
Genetec	128,60	+ 7,90
Harmony	30,30	+ 1,50
Platfontein	281,50	+ 11,50
Saint-Helena	45,70	+ 0,40
Western Deep	174,20	+ 4,80

Pétroles

Pétroles		
	2-6-89	Diff.
BP - France	137,90	+ 11,30
Elf-Aquitaine	530	+ 29
Esso	461,10	+ 7,40
Exxon	291	+ 3
Petrolfin	2 145	+ 10
Primagaz	688	+ 28
Raffinage	163,90	+ 27,40
Royal Dutch	412	+ 7,90
Sogeraip	440	inch.
Total	495	+ 12,90

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une leçon de bonne gestion

Depuis le krach boursier d'octobre 1987, ceux dont la profession est de gérer des fonds se montrent très attentifs à la liquidité de leurs investissements. Ils se préoccupent tout particulièrement de la négociabilité des titres qui leur sont offerts. Ils n'ont acquis que dans la mesure où ils entendent l'existence d'un véritable marché secondaire qui, le moment venu, leur permettra d'écouler les titres qu'ils ont acquis à un prix réel, résultant de la demande de l'offre et de la demande. Cela les conduit à préférer les emprunts de taille importante, en Grande-Bretagne ou au Proche-Orient, vont jusqu'à ne pas placer des fonds sur l'euro-marché que si les emprunts sont d'au moins 200 millions de dollars. En effet, le risque est grand de demeurer soumis à l'arbitraire de cotations dues plus au hasard qu'au marché.

Les tout grands débiteurs ont à cœur de répondre à ce souci. Ils le font généralement de deux manières, suivant les exemples donnés par les Trésors italien et français. L'Italie sollicite de plus en plus rarement l'euro-marché, mais elle n'hésite pas à lever une fois 1 milliard de dollars. La France, on le sait, ne se présente pas directement sur les marchés internationaux, ce qui implique un morcellement de sa dette extérieure. Un certain nombre d'établissements publics, bénéficiant par la circonstance de la garantie de l'Etat, empruntent tout à tour en fonction de leurs besoins propres. Il n'est donc pas question d'agir d'un seul coup aussi massivement que le fait l'Italie.

Le recours à la technique de l'assimilation permet de remédier à cette situation : en augmentant par tranches successives le montant d'emprunts déjà émis, il est possible de disposer de très importantes transactions. C'est à quoi se sont employés plusieurs eurobanques, tant sur le marché du dollar que sur celui de l'ECU ou celui du franc français. La dernière opération de ce genre a été conclue pour le compte de la SNCF, qui, par le truchement du Crédit lyonnais, va porter de 100 à 175 millions d'ECU le volume d'un récent euro-emprunt.

Dans cette même perspective, la Finlande vient de tracer une troisième voie qui suscite non seulement l'assentiment des investisseurs mais également l'admiration de tous les spécialistes. Ce pays, dont le crédit est grand,

ne recourt que sporadiquement à l'emprunt et il procède de façon fort habile, cherchant à équilibrer au mieux ses ponctions entre différents compartiments du marché international des capitaux.

Mais par là même, en éparpillant de la sorte une dette déjà maigre, Helsinki risquait de se priver de la source de financement la plus importante qui soit, celles des grands gestionnaires de fonds. Le sort de ses obligations pourrait alors dépendre trop largement de la clientèle des particuliers, qui est certes très favorable à la Finlande, mais dont l'humeur est changeante et les décisions de placement dictées par d'autres lois que celles des financiers de profession.

Ne disposant pas de bases suffisamment larges sur lesquelles greffer de nouvelles opérations obligataires, n'ayant par ailleurs qu'un besoin limité d'argent frais, la Finlande a décidé de réaménager complètement sa dette en dollars. Au départ, le pays se contentait de recueillir cette année qu'une centaine de millions de dollars. Pour répondre aux exigences de liquidités des investisseurs institutionnels, il a porté à 250 millions le montant d'une nouvelle

émission qu'il s'appropriait à émettre, la différence correspondant en gros à des rachats d'anciens emprunts effectués sur le marché par le débiteur lui-même, et qu'il s'agit donc de remplacer.

Mais l'affaire ne s'arrête pas là. Sur les conseils de J.P. Morgan Securities, une importante offre d'échange a été lancée, qui pourrait faire passer le tout à près d'un milliard. Il est proposé aux détenteurs d'obligations anciennes de les convertir en titres nouveaux. Ces derniers s'ajoutent aux 250 millions de dollars d'euro-obligations à sept ans de durée, actuellement émises à 98,25 % du pair et seront remboursées au taux facial de 9 % l'an.

Au total, l'offre de conversion porte sur huit anciennes euro-obligations d'un volume total de 945 millions de dollars, dont les échéances s'étendent entre deux et huit ans. Les coupons d'intérêt vont de 7,50 % à 12,25 % et les montants à l'émission se situent entre 70 et 200 millions de dollars. Ces montants sont en réalité plus faibles car la Finlande a racheté pour 140 millions de dollars de ces titres. Et ils ne feront que diminuer au fur et à mesure qu'augmentera le volume du nouvel emprunt en fonction de l'offre de conversion.

L'exemple de la Finlande

Des soutiens permettront de compenser la différence de valeur entre les titres anciens et nouveaux, et les prix d'échange seront calculés chaque jour tant que durera l'offre (qui sera ouverte au moins jusqu'en 19 juin). Les investisseurs sont invités soit à échanger directement leurs obligations soit à les vendre pour acheter de nouveaux titres. En plus de l'assurance de liquidité sur le marché secondaire, les prêteurs sont incités à accepter la proposition qui leur est faite pour deux raisons.

D'une part, pour ce qui est de la marge au-dessus du rendement des fonds d'Etat américains, la nouvelle émission est plus généreuse que les anciennes : les obligations finlandaises 9 % de 1996 rapportent à leur sortie, mardi dernier, 48 centimes de plus que celles du Trésor américain, plus que celles allant de 33 à 40 centimes seulement pour les huit anciens emprunts. Le Finlande a indiqué qu'elle entendait maintenir les écarts de rendement entre ses titres

toute la durée de l'offre. En outre, les investisseurs sont en droit d'attendre à une amélioration du cours des nouvelles obligations qui profiteront de l'augmentation du volume global. En effet, plus grand est le montant d'un emprunt, mieux il se comporte sur le marché secondaire. Il y a tout lieu d'insister sur cette opération d'échange. Elle a déjà marqué le marché euro-obligataire et a toutes les chances d'être imitée bientôt par d'autres détenteurs de tout premier plan à qui la Finlande vient de donner une leçon de bonne gestion. Dans les milieux eurobancaires, on passe en revue tous les grands emprunteurs du monde, de l'Autriche à la Suède ou à la Banque européenne d'investissement, dont l'endettement obligataire sur le marché international est émis, dispersé entre une grande quantité d'emprunts. On en vient aussi à songer à remédier de la sorte la dette de certains établissements publics français.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Le deutschemark en haut, la livre sterling en bas

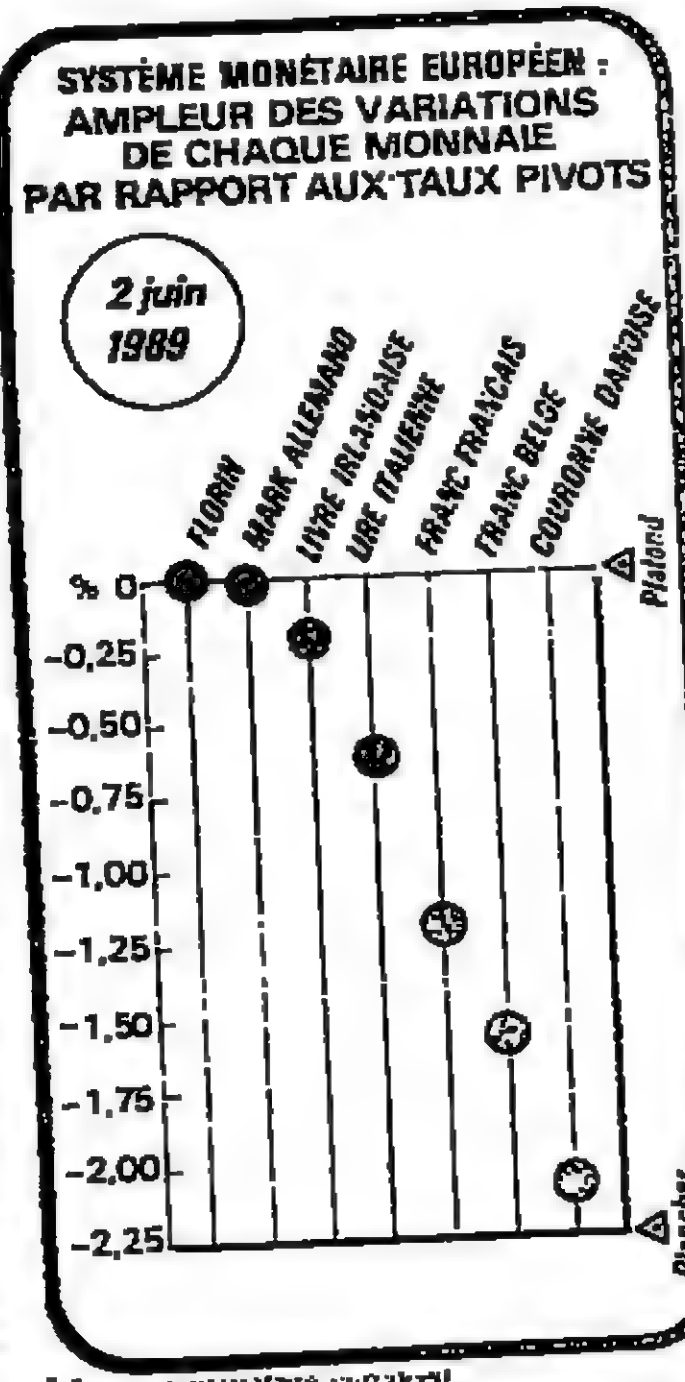
A la veille du week-end, les banques centrales, qui étaient encore massivement intervenues au début de la semaine, notamment mardi, pour tenter de « casser » la hausse du dollar et l'empêcher de dépasser 2,02 DM et 143 yens, ont pu rester l'arme au pied : les cours du dollar glissent tout seuls, retombant à 1,9530 DM, 141,50 yens et 6,63 F environ. Motif : les opérateurs sur les marchés qui, se remémorant l'un l'autre, poussaient le dollar à la hausse les jours précédents, le voyant à 2,10 ou 2,15 DM ont largement changé d'avis et, dans l'immédiat, ne voient pas pourquoi le cours du billet vert ne redescendrait pas à 1,90 DM ou même 1,87 DM. Comme pour le dollar, la baisse du franc s'est poursuivie, passant de 2,02 DM à 1,9530 DM, 141,50 yens et 6,63 F environ. Motif : les opérateurs sur les marchés qui, se remémorant l'un l'autre, poussaient le dollar à la hausse les jours précédents, le voyant à 2,10 ou 2,15 DM ont largement changé d'avis et, dans l'immédiat, ne voient pas pourquoi le cours du billet vert ne redescendrait pas à 1,90 DM ou même 1,87 DM. Comme pour le dollar, la baisse du franc s'est poursuivie, passant de 2,02 DM à 1,9530 DM, 141,50 yens et 6,63 F environ.

Le grand bénéficiaire de ce renversement est, bien davantage que le yen, le mark allemand, à peine affecté par l'absence de relèvement de son taux directeur par la Bundesbank (voir ci-dessous). Le mark s'est raffermi également par rapport au franc français, passant de 3,388 F à 3,393 F, surtout après l'annonce d'un déficit commercial de 3,8 milliards de francs pour notre pays en avril. Pour la semaine prochaine, on s'attend à des marchés boursiers, mais pour l'instant, le ressort du dollar paraît « cassé ».

La livre sterling a pris une volée de bois vert, cette semaine, chutant de 3,16 DM à 3,12 DM après avoir presque touché 3,10 DM. A Paris, son cours est revenu de 10,70 F à 10,57 F après 10,50 F. Motif : les marchés avaient peur d'un nouveau relèvement du taux directeur de la Banque d'Angleterre, passé de 13 à 14 % la semaine précédente. Loin de doper la devise britannique, la possibilité d'un tel relèvement inquiétait les opérateurs, qui l'interprétaient comme un aveu d'impuissance devant la montée de l'inflation atteignant un rythme de 8 % en avril. En outre, la rumeur de la démission du chancelier de l'Echi-

quier, M. Nigel Lawson, avait couru. Ce dernier, toujours en place, a, toutefois, confirmé que tout nouvel accès de faiblesse de la livre sterling serait combattu par un nouveau relèvement de taux. L'ennui est que dans l'indice des prix de détail, actuellement utilisé par le gouvernement, figure le coût de crédit au logement et que chaque augmentation des taux d'intérêt contribue à pousser à la hausse cet indice. Diabolique... En attendant, M. Lawson parait sur le reflux de l'inflation. Le franc suisse s'est vigoureusement raffermi, passant de 3,87 F à plus de 3,93 FF après avoir récemment touché 3,75 FF, tandis que, à Zurich, le deutschemark retombait de 88 centimes à 86 centimes. Il est vrai que les taux pratiqués en Suisse, à près de 9 %, sont devenus assésins et que, tout de même, ils recommandent à attirer les capitaux.

F. R.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 MAI AU 2 JUIN

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	SE.L.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,9530	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936
Paris	1,9530	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936
Zurich	3,93	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936
Frankfurt	3,93	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936
Breuxelle	3,93	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936
Amsterdam	3,93	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936
Milan	3,93	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936
Tokyo	3,93	141,50	6,63	3,393	2,02	222,50	203,33	1,936

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 2 juin, 4,7024 F contre 4,7490 F le vendredi 26 mai.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

L'euphorie

Vendredi 2 juin dans l'après-midi les marchés négocient dans l'optimisme, ce qui se fit à Paris, où le cours de l'échéance juin du MATIF bondissait à 107,25, ou à New-York, avec des rendements tombant à 8,45 % pour l'emprunt à trente ans du Trésor.

Cette euphorie pré-dominicale avait été préparée par la décision de la Banque fédérale allemande... de ne rien faire jeudi 1^{er} juin, c'est-à-dire de ne pas relever ses taux directeurs (escompte et lombard). Toutefois, mercredi 31 mai, la Buba avait inquiété les marchés en relevant d'un cran ses taux d'intervention, portant de 6,50 % à 6,75 % à 6,70 %, 7,20 % sa fourchette d'adjudication. Comme cette fourchette s'inscrivait au-dessus des 6,50 % des taux d'avances sur titres (lombard, baux traditionnels), une nouvelle augmentation de ce taux lombard était à redouter. Mais non ! A Francfort, les dix-huit membres du conseil d'administration de la Bundesbank ont estimé que les mesures prises récemment suffisaient et qu'il convenait de ne pas bouger. Son président, M. Karl Otto Poehl, a déclaré que la hausse des prix ne devrait pas s'accroître en RFA et que la croissance de la masse monétaire, trop rapide précédemment, était davantage maîtrisée.

Le japonais Nomura « correspondant » du Trésor français

Du coup, l'émission mensuelle d'obligations assimilables du Trésor, effectuée jeudi par adjudication, et plutôt mal accueillie, s'enlevait comme des petits pains vendredi après-midi. Cette adjudication s'était inscrite avec des rendements en légère baisse : 8,85 % contre 8,88 % en mai pour les 4 milliards de francs du 10-ans et 9 % contre 9,12 % en avril pour les 15-ans. Au total, les émissions d'emprunts du Trésor ont atteint 62 milliards de francs au 1^{er} juin plus 7 milliards de francs en ECU, soit 69 milliards de francs, dont il faut déduire 17,5 milliards de francs au titre des obligations renouvelables (ORT) émises en 1983 et remboursables en 1990 et en 1991 en capital et en intérêts.

Le programme d'émissions est toujours de 80 à 100 milliards de francs en 1989. Au 1^{er} juin 1989, l'indicateur de performance, établi pour un échantillon d'emprunts d'Etat dont la durée restait à courir est comprise entre sept et dix ans et qui donne le rendement - coupon couru et variation en capital incluse

- de 100 F investis dans ces emprunts au 1^{er} juillet 1989, s'établit à 1,9 % pour cinq mois, soit 4,6 % à 4,7 % sur une année.

Cette médiocre performance s'explique par la hausse des taux, le rendement des adjudications d'OAT passant de 8,50 % en début d'année à 8,80 % actuellement. Par ailleurs, la valeur des transactions journalières sur les deux valeurs-phares du Trésor, l'OAT 8,50 % 1997 et l'OAT 9,80 % 1996, a fléchi depuis le début de l'année, en raison notamment de l'incertitude qui a régné sur l'évolution des taux d'intérêt, le marché attirant moins les opérateurs. En avril, les transactions journalières sur ces deux valeurs se sont élevées, en moyenne, à 2 milliards de francs en Bourse de Paris et à 933 millions de francs à Luxembourg en Euroclear et Cedel (pour les non-résidents).

Enfin, le Trésor vient de désigner, après une sévère sélection, trois nouveaux correspondants : la Compagnie parisienne de réescompte, Nomura France et la société de Bourse Warburg-Allain Bacot. Ils s'ajoutent aux deux correspondants précédents, la Caisse centrale des banques populaires et Bankers Trust. Ces correspondants en valeurs du Trésor (SVT) : ils ne signent pas le cahier des charges, récemment renforcé en ce qui concerne les SVT, au plan des capitaux propres et des montants souscrits : ils ne bénéficient pas des offres non compétitives hors adjudications ; ils n'ont pas le même degré d'intimité avec le Trésor.

Rappelons que parmi les douze SVT figurent, depuis le début de 1987, la Banque d'escompte, la Banque Indosuez, la BNP, la Banque Paribas, la Caisse des dépôts, la Caisse de gestion mobilière, la Caisse nationale de Crédit agricole, le Crédit lyonnais, le Crédit commercial de France, Finance-plus, les sociétés de Bourse, Tuffier-Ravet, Ferri-Germe, Auboyneau-Labouret et cinq établissements, dont la Compagnie financière, l'Omnia financier de Paris et la Marseillaise de crédit, Finance contrepartie (société de Bourse Massonnet-Fontenay), la Banque Morgan et la Société générale. Le statut de correspondant est considéré comme l'« antichambre » de celui de SVT.

FRANÇOIS RENARD.

MATIÈRES PREMIÈRES

De Beers croque le diamant angolais

Lorsqu'il débargua au siècle dernier en Afrique du Sud, tuberculeux et malade de ses reins, le jeune Anglais Cecil Rhodes observa avec fièvre la ruée sur le diamant qui gagnait la pointe du continent noir. Le fondateur de la De Beers rêvait d'une voie ferrée du Cap au Cairo qui aurait relié toutes les mines de son empire, sous le drapeau de l'Union Jack. Un siècle plus tard, et bien après la fin de la « belle époque coloniale », la De Beers continue de régner sur un véritable empire de diamant qui vient ces jours derniers de s'étendre à l'Angola, après trois ans de « fronde » du régime de Luanda vis-à-vis du groupe sud-africain.

De Beers, qui contrôle plus de 80 % de la production mondiale de diamant non taillé, a en effet signé un accord de coopération avec le gouvernement angolais dans le domaine de la prospection, de l'exploitation et de la commercialisation des pierres. La société Endiama (contrôlée à 100 % par les autorités de Luanda) compte commercialiser une partie croissante de sa production - 1 million de carats en 1988 - par l'intermédiaire de la Central Selling Organisation, la filiale de vente de De Beers, avant de lui céder l'exclusivité totale au début des années 90. Un accord de partenariat devrait en outre être conclu entre les deux parties, visant à valoriser la Kimberlite, un minerai de haute qualité situé dans les gisements profonds.

La CSO, via De Beers, va ainsi retrouver une exclusivité sur le dia-

mant angolais qu'elle avait perdue en décembre 1985. Le gouvernement, par la voix de son ministre de l'Industrie, M. Carvalho Santos, avait écarté le groupe sud-africain, lui reprochant de sous-payer la production nationale et de s'emparer sur le dos de l'Angola.

La De Beers avait répondu que cette baisse de prix résultait de la fermeture du riche gisement de Cuango, dévasté par les attaques de l'Unita (1). Mais le gouvernement angolais ne voulait rien entendre et reprit sa liberté. Il semble que, depuis lors, une partie de la production de diamant avait servi à financer les maquisards de la Swapo (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

Le retour de l'Angola dans le giron de la De Beers est une bénédiction pour le groupe de Cecil Rhodes dirigé par M. Julius G. Thompson. Quelques semaines après son échec dans l'OPA (offre publique d'achat) de Mineração (offre publique d'achat) de Mineração de De Beers et de la maison mère Anglo-American - sur le britannique Consolidated Goldfields, il trouve là une consolidation non négligeable.

Si la production angolaise pèse peu face aux géants australiens (34 millions de carats par an), zairiens (23 millions de carats), botswanais (15 millions de carats), soviétiques (12 millions de carats) ou sud-africains (9 millions de carats), elle vaut surtout par la qualité de ses six gisements - au moins - de Kimberlite, 90 % du diamant déjà extrait est de qualité « gemme », indispensable pour la joaillerie. Après être tombée au moment de la guerre civile, la production s'est depuis nettement redressée.

De Beers consolide ainsi son empire africain. Le rapprochement avec l'Angola suit celui intervenu en juillet 1987 avec le Botswana. A l'occasion de sa naissance, le groupe centenaire de sa naissance, le groupe avait conclu un accord de « joint venture » avec l'Etat botswanais, deux Noirs entrant ainsi pour la première fois au conseil d'administration de la De Beers.

Cette opération permet à celle-ci de mettre la main sur le stock de diamants du Botswana - dont le volume resta

pouvait leur en coûter de vouloir échapper à l'emprise du quasi-monopole de vente sud-africain, capable à lui seul de régenter le marché et les prix. La De Beers contrôle ainsi l'écoulement des diamants du Zaïre et du Botswana, de la Namibie et de la Tanzanie, sans oublier les pierres sud-africaines, australiennes, soviétiques (officiellement depuis 1972), chinoises (en partie) et à présent angolaises.

Lui échappent encore les productions du Brésil, de Côte-d'Ivoire, du Ghana, de la République centrafricaine et du Venezuela, soit moins de 20 % de l'offre mondiale. M. Gavin Kelly, a pronostiqué une hausse du prix du diamant en 1989, en raison du renforcement des prix en dollars et de la baisse des coûts de production en mandats sud-africains.

Le premier groupe minier d'Afrique du Sud a annoncé pour son exercice 1988-1989 des bénéfices de 1,3 milliard de dollars (près de 10 milliards de francs), en progression de 50 % sur celui de 1987-1988. Cette amélioration résulte essentiellement de la hausse de 94 % des revenus tirés du diamant (1,1 milliard de francs). L'Empire De Beers a encore de beaux jours devant lui.

ERIC FOTTORINO.

(1) Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola. Ce mouvement d'opposition armée est soutenu par les Etats-Unis.

Le bulbe, une matière première à cultiver. - Comme arrosé, la France se ruine en « bulbes », avec une consommation de 240 millions de tonnes, de 210 millions de tonnes de produits de 1980 à 1988. La production nationale est largement insuffisante puisque l'Hexagone assure seulement 5 % de ses besoins en tulipes, 10 % de ses besoins en lys et 35 % de sa consommation de glaïeuls. Au total, le bulbe représente un déficit commercial annuel de 300 millions de francs. Sur un marché mondial dominé à plus de 80 % par les Pays-Bas, devant le Japon et le Royaume-Uni, la France tente depuis 1985 de refaire son retard, sous l'impulsion du Comité interprofessionnel de l'horticulture (CNIH) et de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique). Dernier fer de lance français du bulbe dit « précocé », l'Aquitaine est devenue le premier fournisseur... des Hollandais. La Breugnot, la vallée de la Loire et la vallée du Rhône se lancent à leur tour dans ces productions déficitaires.

PRODUITS	COURS DU 2-6
Café h. g. (Londres) Trois mois	1 590 (- 12) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 935 (- 78) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	12 195 (- 55) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	2 280 (- 15) Francs/tonne
Café (Londres) Juillet	1 200 (- 8) Livres/tonne
Cacao (New-York) Juillet	1 158 (- 62) Dollars/tonne
Blé (Chicago) Juillet	392 (- 1) Cents/bushel
Mais (Chicago) Juillet	262 (- 2) Cents/bushel
Soya (Chicago) Juillet	289 (+ 3,60) Dollars/l. coupe

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

مناصة الأصل

هناك امر لا حل

18 • Dimanche 4-Lundi 5 juin 1989 •

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : réunion surprise du comité du Parti. — Pologne : le premier tour des élections. 4 Grande-Bretagne : la fronde anti-Thatcher des conservateurs pro-européens. — Pérou : le développement d'un terrorisme d'extrême droite.	6 Le débat sur l'immigration à l'Assemblée nationale. — Le financement des partis. 7 La campagne pour les élections européennes. 8 Livres politiques, par André Laurens.	9 Un entretien avec un responsable de l'OMS sur le sida. 10 Le bilan annuel des eaux de baignade. — Sports : les Internationaux de France de Roland-Garros.	12 Théâtre : Dustin Hoffman interprète le <i>Marchand de Venise</i> à Londres ; Péjain, de Gaulle et le désespoir. — Musiques : la <i>Dame de pique</i> , par l'Opéra de Varsovie ; Animal Logic à l'Elysée-Montmartre.	15 Les ministres des finances des pays industriels rappellent à l'ordre les pays endettés. — Le programme européen de gel des terres a pris du retard. 16 Revue des valeurs. 17 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Cartes 14 Météorologie 14 Mots croisés 14 Radio-Télévision 14 Spectacles 13	● Chaque matin, le mini-journal de la rédaction JOUR ● En direct de la Bourse de Paris BOURSE 3615 tazes LEMONDE ● Commentaires des livres et des disques par minute DIS ● Les offres d'emplois du Monde EMPLOI 3615 tazes LM

Elections européennes

Quinze listes en présence

Le dépôt des listes pour les élections européennes du 18 juin est officiellement clos depuis le vendredi 2 juin à 18 heures. Quinze listes ont été enregistrées au bureau des élections du ministère de l'Intérieur. Elles répondent toutes aux conditions dictées par les textes en vigueur ; aucune n'a fait l'objet d'un démenti au Conseil d'Etat.

En 1984, il y avait eu quatorze listes et onze en 1979, lors de la première élection au suffrage universel de l'Assemblée des communautés européennes.

Six des quinze listes de listes conduisent déjà des listes aux élections de 1984. Il s'agit de M^{me} Laguerre et Vail (chacune des deux conduisant également une liste en 1979) et de MM. Cheminade, Gauquelin, La Pen et Touati.

Outre les six listes correspondant aux grandes formations politiques (PC, PS, CDS, UDF-RPR, FN et Verts), sont en présence trois autres listes d'extrême gauche (M^{me} Laguerre, MM. Gauquelin et Labrousse), et une autre d'extrême droite (M. Cheminade, président du Parti ouvrier européen).

Trois listes émanant de groupes de pression : défenseurs de la chasse et de la pêche (M. Goustat), défenseurs de la protection des animaux avec le soutien de Brigitte Bardot (M^{me} Alessandrini), défenseurs de la famille et de l'enfant pour « remettre en honneur notre héritage judéo-chrétien » (dernière liste déposée, conduite par M. Joyeux).

Pour participer à la répartition des 81 sièges à pourvoir et obtenir le remboursement des frais d'impression des bulletins de vote et de cautionnement (fixé à 100 000 francs), une liste doit recueillir au moins 5 % des suffrages exprimés.

Journée des téléspectateurs à Paris

« Imposer un dialogue permanent »

« L'objectif de l'intervention des téléspectateurs dans la vie des médias n'est pas d'imposer leurs vues sur une télévision idéale, un programme parfait, mais bien de provoquer et d'imposer un dialogue permanent. » De la tribune tendue de bleu, devant les grandes orgues du studio 104 de la Maison de Radio-France, M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a tiré, le 2 juin, les premières leçons des « journées des téléspectateurs », lancées le 30 mars. Ce tour de France des doléances, organisé sous l'égide de la Ligue de l'enseignement, aura permis aux « usagers de l'audiovisuel » de Bordeaux, Lille, Limoges, Marseille, Mâcon, Strasbourg, Rennes et Paris, de formuler vœux et critiques.

Attachée à une « démarche qui doit être contraire à celle de l'Audimat », M^{me} Tasca a retenu la proposition d'un « lieu permanent de rencontre et de travail », passage obligé d'une concertation structurée entre les associations impliquées (ANA-

DET, ANTEA, La télé est à nous. Les pieds dans le PAF, l'UNAF) et le public. Les associations ont proposé de constituer une « charte des téléspectateurs : ses droits et ses devoirs, sa liberté, ses choix, son éducation » permettant ainsi de susciter un dialogue entre les chaînes et les téléspectateurs. Un membre du groupement Nouvelles perspectives culturelles pour la promotion de la culture française et européenne dans le monde leur proposait « un local et un support écrit ». Dans cette ambiance bon enfant, le ministre a exhorté les participants à inventer des « coalitions d'un type nouveau » et salué leur « attitude positive et optimiste » à l'égard des médias audiovisuels. Enfin, elle a souhaité, pour le 29 août, lors de l'ultime bilan qui sera dressé à l'université d'été de Carcass-Maubuisson, des demandes sous « une forme construite et élaborée » et en particulier des « publications ».

L. F.

Fin de la visite en France du sultan d'Oman

Le sultan Qabous d'Oman a quitté Paris, vendredi 2 juin, pour l'Espagne, au terme d'une visite d'Etat de quatre jours en France, la première d'un souverain omanais depuis l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, il y a deux siècles. Dans une déclaration faite à la veille de ce départ, M. Youssef Ben

Alawi, ministre d'Etat omanais pour les affaires étrangères, a fait part de la « grande satisfaction » de son pays après ses entretiens avec les dirigeants français, assurant que cette visite « contribuera à renforcer les relations et la coopération entre la France et Oman et entre les pays arabes et la CEE ».

Signature d'un accord de coopération militaire

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Ronan, a signé, vendredi 2 juin à Paris, un accord de coopération militaire avec le major général Ali Bin Majid Al Maamari, président du palais du sultan d'Oman, Qabous Bin Said Al Said, en visite officielle en France. Auparavant, le chef de l'Etat d'Oman avait visité les installations militaires de la défense française à l'aéroport de Paris-Montmarte.

Du même type que celui déjà conclu entre Oman et la Grande-Bretagne, l'accord avec la France est

un accord-cadre qui ouvre la voie au sultanat d'Oman pour choisir des matériels français, lui faciliter l'accès à certaines informations, former son personnel militaire et instaurer des possibilités de services après vente en cas d'accidents.

Les forces armées d'Oman sont déjà dotées de matériels français comme des missiles antiaériens Milan et Hot, des hélicoptères Super-Puma, des missiles mer-mer Exocet (installés sur des pétroliers britanniques), tandis que la garde du sultan est équipée de canons automoteurs et de blindés

moyens à roues des modèles VAB et VBC-90.

Selon des informations recueillies par les Français durant leurs discussions avec les représentants d'Oman, les forces armées du sultan ont estimé avoir besoin de nouveaux missiles antiaériens, de missiles sol-air portables, de canons tactiques, de véhicules blindés légers et d'avions de surveillance maritime Atlantique-2, dans le cadre d'une défense commune avec l'Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar et les Emirats arabes unis (EAU).

YUGOSLAVIE

Une délégation de députés européens se déclare très déçue de sa mission au Kosovo

Une délégation du Parlement européen venue se rendre compte sur place de la situation des droits de l'homme au Kosovo a jugé « très décevante » le déroulement de sa visite qui s'est achevée le jeudi 1^{er} juin.

Invitée en Yougoslavie après que l'Assemblée de Strasbourg ait adopté le 13 avril une résolution exprimant sa « préoccupation » à la suite des émeutes qui avaient fait officiellement vingt-quatre morts, la délégation s'est rendue mardi à Pristina, la capitale régionale. Après s'être entretenue avec des officiels, elle a dû elle-même organiser des rencontres avec des personnalités intellec-

tuelles albanaises indépendantes, comme l'académicien Rexhep Qosja et l'écrivain Ibrahim Rugova.

Selon le communiqué, ces démarches « ont suscité les plus vives préoccupations des autorités qui ont dissuadé les parlementaires de quitter leur hôtel ». La délégation, conduite par le député espagnol Julian Grimados, a jugé sa mission « non accomplie ». La presse de Serbie, République de tutelle du Kosovo, a reproché par sa part aux parlementaires de ne pas avoir cherché à rencontrer des représentants de la minorité serbe et monténégrine victime des violences des « nationalistes albanais ».

Par ailleurs, le quotidien *Borba* de Belgrade a indiqué vendredi que cent cinquante personnes environ avaient été arrêtées au cours des manifestations d'étudiants de souche albanaise qui ont eu lieu ces derniers jours au Kosovo. Ces affrontements ont fait un mort : Ali Ajeti, ancien prisonnier politique, condamné à quatre ans de prison pour « nationalisme » et libéré l'année dernière à l'expiration de sa peine. — (AFP.)

La presse britannique et la justice

« Private Eye » en danger ?

LONDRES
de notre correspondant

Private Eye est une institution de la presse britannique que l'on compare souvent au *Canard enchaîné*. Ce bimensuel publié par M. Ian Hislop fait de l'insolence et de la satire ses valeurs rédactionnelles.

Mais *Private Eye* est né seulement en 1961 et sa survie est sérieusement en question depuis sa condamnation, le 24 mai, à payer 600 000 livres (soit 6,6 millions de francs) de dommages et intérêts à l'épouse de l'éventreur du Yorkshire. *Private Eye* avait affirmé, en janvier 1981 et février 1982, que celle-ci avait vendu, pour une très forte somme, l'exclusivité de ses confidences à un quotidien populaire. C'était faux, et les jurés ont estimé qu'il fallait faire un exemple. Il s'agit du montant le plus élevé jamais accordé par un tribunal au Royaume-Uni, dans une affaire de diffamation.

L'éventreur du Yorkshire, Peter Sutcliffe, a été condamné à la détention perpétuelle en mai 1981 pour avoir assassiné 13 femmes dans des conditions épouvantables. Son épouse a plaidé le tort causé à sa

réputation et à sa vie privée par les allégations du magazine. M. Hislop, qui est incapable de payer ces 600 000 livres, craint de devoir mettre la clé sous la porte. Et il fait remarquer que M^{me} Sutcliffe a obtenu cent fois plus que les indemnités accordées aux familles de trois des victimes de l'éventreur.

Private Eye n'a dû acquiescer sur le champ que 25 000 livres. Mais il devra verser le restant d'ici au 22 juin, à moins de faire appel et de risquer... une condamnation peut-être encore plus forte, assortie de nouveaux frais. Le précédent record

dans ce domaine remonte à 1987 lorsque M. Jeffrey Archer, auteur de romans à succès, et alors vice-président du parti conservateur, avait obtenu 500 000 livres du *Star* qui avait affirmé qu'il fréquentait une prostituée. Le musicien Elton John a reçu un million de livres en décembre dernier du *Sun* qui avait écrit qu'il payait les services sexuels de jeunes gens mineurs et qu'il maltraitait les animaux. Mais il s'agit alors d'une transaction à l'amiable, en dehors du tribunal.

DOMINIQUE DHOMBRES.

● Suspension de la parution de « Explora ». — Le mensuel de vulgarisation scientifique *Explora* lancé en novembre dernier par l'hebdomadaire *Télérama* et les éditions de l'Oliverie, avec le soutien de la Cité des sciences de La Villette, va suspendre sa parution après son numéro d'août. La diffusion d'*Explora* est de 40 000 exemplaires (dont 12 000 abonnés) alors que l'équilibre devait être atteint à 60 000. Le mensuel devrait pourtant renflouer à la rentrée scolaire. Le PDG de *Télérama*,

M. Bernard Roux, espère pouvoir procéder d'ici là à une augmentation de capital de l'ordre de 15 millions de francs et pouvoir améliorer le contenu du titre. Un club *Explora*, destiné à faire connaître le magazine, de La Villette, a organisé de haut niveau sur le modèle des Entretiens de Bichat, pourrait ainsi être créé. Il aura aussi la charge de développer des actions en direction du monde enseignant et des entreprises.

M. Fauroux envisage d'allonger la durée de protection des brevets des médicaments

Au congrès de la Fédération européenne des industries pharmaceutiques, qui s'est tenu à Paris du mercredi 31 mai au vendredi 2 juin, le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, a indiqué que la France étudiait la mise en place d'un « certificat complémentaire de protection, qui prolongerait naturellement le droit des brevets pour assurer aux innovations de l'industrie pharmaceutique une protection effective de vingt ans à partir de leur autorisation de mise sur le marché (AMM) ». Il a indiqué que la France

souhaitait faire des propositions dans ce domaine à ses partenaires de la Communauté. Actuellement, la durée du brevet en France est de vingt ans, mais elle court à partir de la découverte de la molécule. Une bonne dizaine d'années s'écoulent entre ce moment-là et la mise sur le marché du nouveau médicament, les laboratoires ne disposent plus ainsi que de quelques années d'exclusivité avant que leur produit ne tombe dans le domaine public.

● Baisse de l'excédent commercial japonais en avril. — En raison d'une forte progression des importations qui ont atteint 14,67 milliards de dollars (95 milliards de francs environ), l'excédent de la balance commerciale japonaise est tombé en avril à 8,12 milliards de dollars contre 8,48 milliards à la même période, l'année précédente. Les exportations se sont pour leur part établies à 22,79 milliards de dollars, une baisse de 3,6 % par rapport à avril 1988. Au total, l'excédent de la balance des comptes courants a été ramené en avril à 6,48 milliards de dollars, contre 6,88 milliards à la même période, l'année précédente.

Trois disparitions

L'écrivain américain Frédéric Prokosh

L'écrivain américain Frédéric Prokosh est mort le vendredi 2 juin à Plan-de-Grasse (Alpes-Maritimes). Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

Né à Madison, dans le Wisconsin, en 1908, de parents autrichiens (son père était linguiste et sa mère pianiste), Frédéric Prokosh était un esprit très cosmopolite. Pour obéir sans doute à la diversité de ses origines. Cet écrivain très singulier avait trois passions : la littérature, la chasse aux papillons. C'est dans les années 30 qu'il publia son premier roman, *Les Asiatiques* (Gallimard). Livre étrange, car il était dominé par une passion géographique. Ensuite, il écrivit *Sept Fugitifs* (Gallimard), *L'imaginaire* : là encore, il promenait le lecteur dans une Asie fictive, conforme au caprice de ses rêveries. Il allait beaucoup voyager durant son existence, mais, à ses yeux, le véritable voyage était celui de l'esprit.

Frédéric Prokosh avait une mémoire onirique. Les réponses aux questions qu'il posait sur la vie, sur la mort et sur le mystère de l'œuvre d'art, se trouvaient, selon lui, dans la profondeur des souvenirs. Il a entrepris, notamment, de « réinventer le *Journal de l'homme* » de lord Byron (*Le Manuscrit de Missolonghi*, Stock et 10/18) et il a retracé l'histoire d'un empereur moghol du dix-septième siècle (*Le Manège d'ombres*, 10/18).

Son dernier livre, *Voix dans la nuit* (Fayard, 1984, et 10/18, 1987), est une autobiographie spirituelle où sont convoqués les écrivains les plus divers : de Nabokov et Thomas Mann à Karen Blixen et André Gide. Frédéric Prokosh pratiquait un véritable internationalisme littéraire. Ses curiosités l'entraînaient dans les univers les plus éloignés.

F. B.

La Soviétique

Raissa Orlova-Kopelev

Raissa Orlova-Kopelev, écrivain et femme de l'écrivain Lev Kopelev, est morte mercredi 31 mai à Cologne des suites d'une longue maladie. Elle avait été expulsée d'URSS ainsi que son mari en 1980 ; déchu de la nationalité soviétique, tous deux s'étaient établis en RFA. L'année dernière, cependant, Raissa Orlova-Kopelev avait pu retourner en URSS ; elle avait fait de même il y a quelques semaines en compagnie de son mari.

Raissa Orlova-Kopelev était née en 1918 ; membre du Parti communiste, elle s'était spécialisée dans la littérature américaine et avait fait partie du comité de rédaction de la revue *Inostran Literatura* (Littérature étrangère). Elle avait publié en 1983 ses *Mémoires*, chez Ardis (New-York) sous le titre *Mémoires du temps passé*. Elle y racontait son évolution et comment elle avait progressivement perdu ses convictions communistes. Elle y écrivait notamment : « Les huit années après la guerre furent les années les plus honteuses de ma vie. Après, j'ai encore essayé de croire, de m'adapter à ce qui se passait (...) ». Après la mort de Staline a commencé le réveil du pays et ce réveil a concouru avec les changements de ma vie personnelle. »

Marie Giesbert

L'une des anciens actionnaires du quotidien régional *Paris-Normandie*, est décédée le 28 mai à Rouen, à l'âge de soixante-neuf ans. M^{me} Giesbert, issue d'une famille d'imprimeurs, était l'une des trente-deux actionnaires du journal, sa famille ayant reçu des titres gratuits à la Libération pour faits de résistance. Elle s'était fermement opposée à la prise de contrôle majoritaire du quotidien par M. Robert Hersant, entre 1972 et 1976. Marie Giesbert était la mère de Franz-Olivier Giesbert, actuellement directeur de la rédaction du *Figaro*.

La page Régions sera publiée dans le Monde daté du 6 juin.

Le numéro du « Monde » daté 3 juin 1989 a été tiré à 525 910 exemplaires.

Le Monde

LUNDI 5 JUIN 1989 (DATÉ MARDI 6)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

24 pages d'annonces des centaines d'offres d'emploi pour les cadres

PILE SEPARÉE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec le Monde Economie en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

A B C E F G H

RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS 25 années d'expérience

R.M. Levy, 14 rue de la République, 75014 Paris. Tél. : 45-49-57-48

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

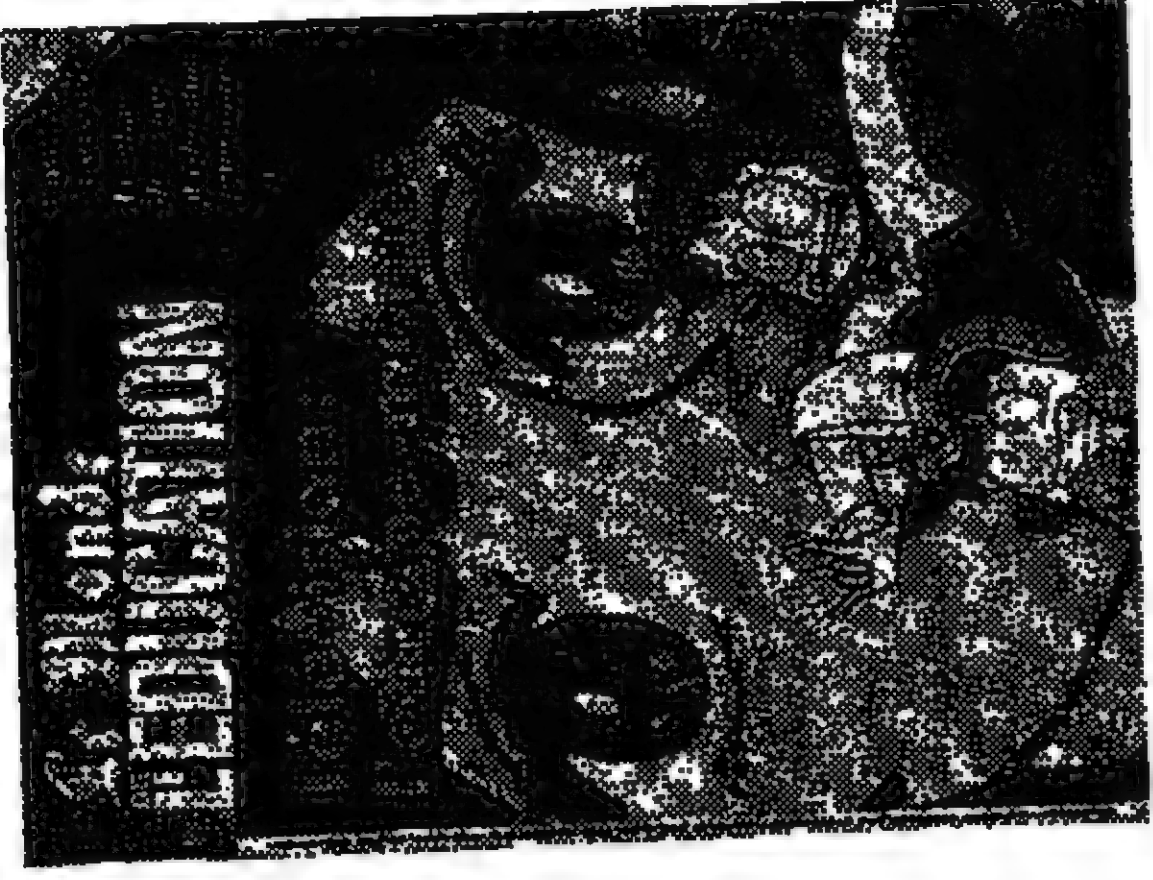
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LEMONDE

Le Monde DE L'EDUCATION



Numéro de Juin
116 pages-17 F
En vente chez votre
marchand de journaux

TELEVISION L'ANTRAPOMORPHOSE

Avec plus de soixante-dix heures de programmes pour les enfants chaque semaine, la télévision joue la carte des petits. La recette magique pour les tenir rivés devant l'écran : des dessins animés, rien que des dessins animés. Un marché lucratif pour les chaînes grâce aux produits dérivés, à la publicité et aux sponsors. Une enquête qui dénonce une dérive dangereuse et qui devrait aider parents et éducateurs à se montrer vigilants face à l'engouement des « mûmes » pour ce folioir « captivant ».

LE POINT MONTAINE DES TECHNIQUES

Comment accéder aux métiers de la santé. Les filières pour se présenter aux concours sans baccalauréat. Région par région, le taux de réussite des établissements. Des professions aux débouchés assurés.

LES « HÉROS » DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

Ouvert à tous, sans condition de diplômes, presque gratuit, le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) est une institution irremplaçable. Mais l'effort pour décrocher un diplôme est lourd. Des « étudiants du soir » témoignent.

LA VIE DANS LES LYCÉES TECHNIQUES ET PROFESSIONNELS

Un rapport sur la vie des lycéens. Ses objectifs : améliorer les conditions de vie dans les établissements, lutter contre l'échec scolaire, ouvrir la vie lycéenne à la culture et responsabiliser les élèves.

Le Monde
L'EDUCATION

POUR BIEN COMPRENDRE
SES ENFANTS.
POUR PRÉPARER LEUR AVENIR.

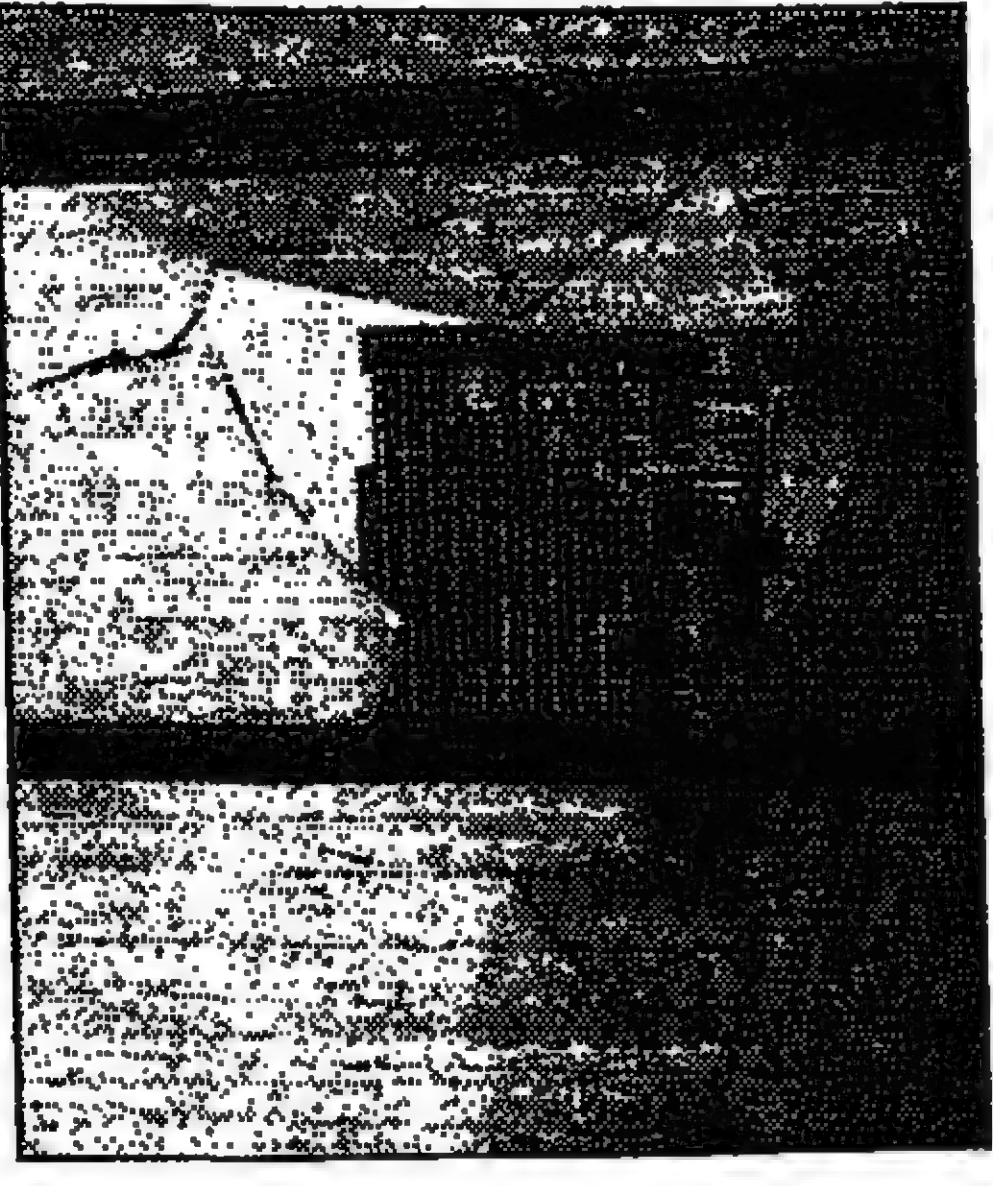
Le Monde

RADIO TELEVISION

COMMUNICATION

LES PILIERS DE FRANCE-INTER

Après eux, le déluge ?



**Banlieue :
Attention, danger**



**La vallée
des espoirs :
la Lorraine
au temps
de sa splendeur**



Supplément au n° 13795. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 4 - Lundi 5 juin 1989.

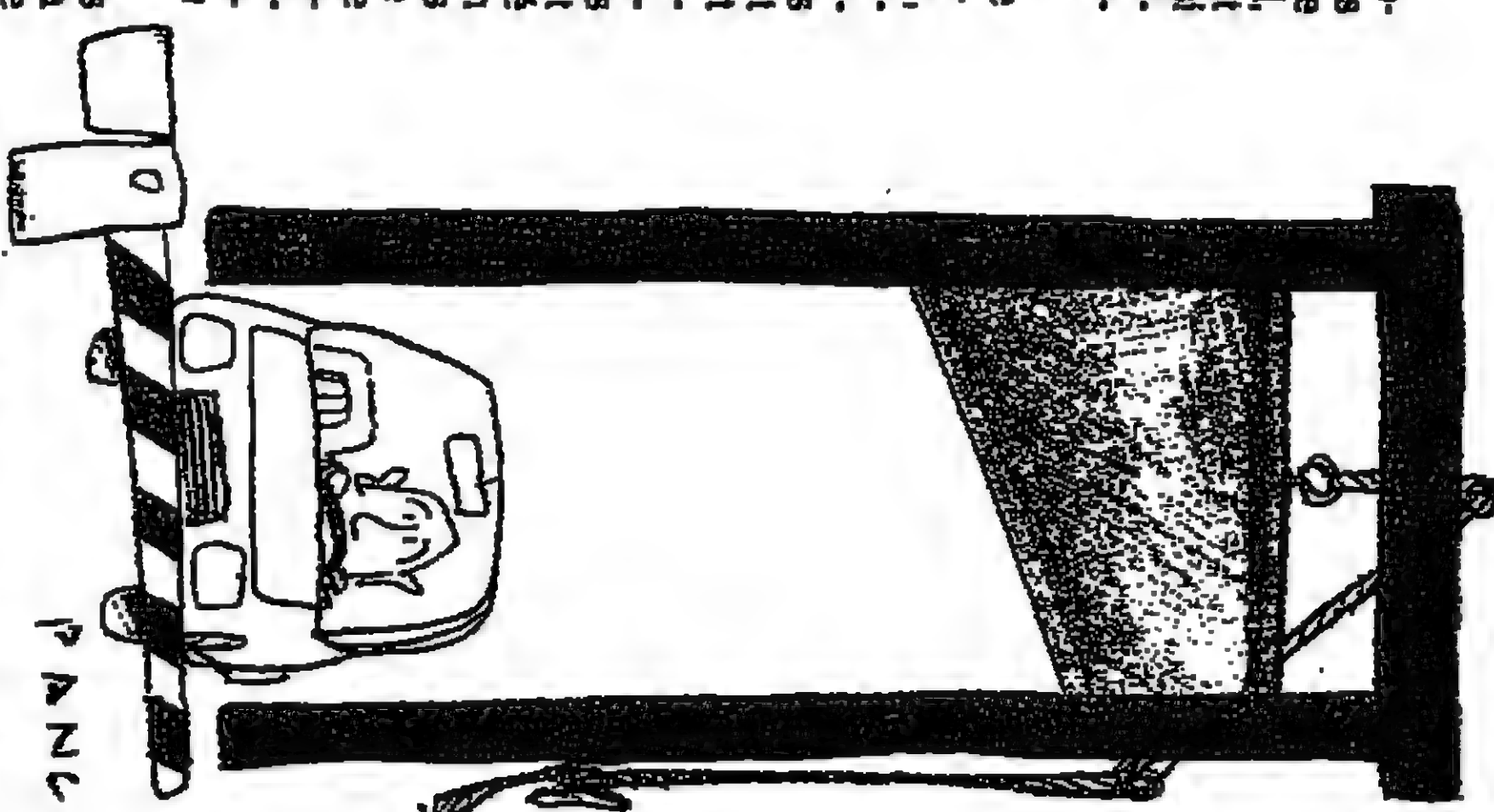
مكتبة الامنة الأصل

Les rendez-vous

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI
	5 juin	6 juin	7 juin	8 juin
TF	<p>La comtesse de Charny D'après Alexandre Dumas. 22 h 10 MAGAZINE</p> <p>Chicos 22 h 20 MAGAZINE</p> <p>Ciel, mon mardi ! 22 h 20 MAGAZINE</p>	<p>20 h 40 CINÉMA Tchoo Pandu ■ Une interprétation étonnante de Coluche.</p> <p>20 h 45 VARIÉTÉS Sacré soirée 22 h 35 MAGAZINE</p> <p>Ex libris Avec Françoise Sagan, Alain Guillo, Jérôme Charyn.</p>	<p>20 h 40 DÉBAT Spécial eurodélégations Avec Valéry Giscard d'Estaing, Simone Vetti, Laurent Fabius, Philippe Herzog, Antoine Vitez, Jean-Marie Le Pen. 22 h 10 SÉRIE Le signe de justice</p>	<p>20 h 36 CINÉMA Adieu, je reste ■ D'après une pièce de boulevard antichristique.</p>
1	<p>20 h 36 SOIRÉE SPÉCIALE Interdit d'innocence Trente ans après la déclaration des droits de l'homme, certains vivent toujours un calvaire. 22 h 30 SPORT</p> <p>Tennis</p>	<p>20 h 36 CINÉMA Police academy □ Groses farces grivoises. 22 h 20 SPORT</p> <p>Tennis</p>	<p>20 h 36 FEUILLETON La vallée des espôts. Au fond de la mine, en 1967. 22 h 15 SPORT</p> <p>Tennis</p>	<p>20 h 36 CINÉMA Adieu, je reste ■ D'après une pièce de boulevard antichristique.</p>
A	<p>20 h 36 CINÉMA Tomme Apache ■ Le difficile métier de soldat. 22 h 45 MAGAZINE</p> <p>Océaniques La vie et l'œuvre de l'écrivain mexicain Octavio Paz.</p>	<p>20 h 36 CINÉMA Déserte Un Brando-Bonaparte pas très en forme. 23 h 50 CINÉMA La belle espionne ■ ■ Inspiré de Victor Hugo, un film somptueux.</p>	<p>20 h 36 OPÉRA Falstaff Verdi, par l'orchestre et les chœurs du Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles au Festival d'Aix-en-Provence, en 1987.</p>	<p>20 h 36 TÉLÉFILM Fanny et Alexandre Bergman, version télévisée. Dernière partie. 22 h 55 MAGAZINE</p> <p>Océaniques Les adeptes du zen.</p>
FR	<p>20 h 30 CINÉMA Gandahar ■ ■ ■ Un superbe dessin animé. 21 h 55 MAGAZINE</p> <p>Bobapopfoot</p>	<p>20 h 30 CINÉMA Dangerouse sous tous rapports ■ ■ ■ Comédie policière très brillante. 22 h 25 CINÉMA Méan stéséta ■ ■ Les débuts de Scorsese.</p>	<p>21 h CINÉMA Sur ordre du Flicher □ Film de guerre médicale. 22 h 50 CINÉMA Les Bootleggers ■ Thriller.</p>	<p>20 h 30 CINÉMA Le flambeur ■ Dostoevski, revu et corrigé. 22 h 20 CINÉMA Flashdance ■ La mode d'une saison.</p>
CANAL	<p>20 h 30 TÉLÉFILM Le ciel des surhommes Un lieu d'illusions contre des truands. 22 h 20 MAGAZINE</p> <p>Les rubriques de Sengria</p>	<p>20 h 30 CINÉMA Les deux missionnaires □ Le tandem Hill-Spencer 22 h 25 MAGAZINE</p> <p>Ciné Cinq</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM L'aventurier du bout du monde Un agent secret au Philippines. 22 h 25 TÉLÉFILM Air Hawk Trafic de diamants.</p>	<p>20 h 30 TÉLÉFILM Murders dans l'objectif Deux photographes et des cadavres. 22 h 35 CINÉMA Outrages aux mœurs □ Vulgaire et sans intérêt.</p>
LA	<p>20 h 35 CINÉMA Sang pour sang ■ ■ Un « réel noir » dialectique. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>	<p>20 h 35 TÉLÉFILM L'envers du tableau. Trois histoires filmées par Spielberg. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>	<p>20 h 35 TÉLÉFILM La rage de vaincre Le combat d'une jeune handicapée. 22 h 10 MAGAZINE Libre et change Avec Jorge Semprun.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA Défense de toucher □ Comédie grivoise. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>
M	<p>20 h 35 CINÉMA Sang pour sang ■ ■ Un « réel noir » dialectique. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>	<p>20 h 35 TÉLÉFILM L'envers du tableau. Trois histoires filmées par Spielberg. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>	<p>20 h 35 TÉLÉFILM La rage de vaincre Le combat d'une jeune handicapée. 22 h 10 MAGAZINE Libre et change Avec Jorge Semprun.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA Défense de toucher □ Comédie grivoise. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>
6	<p>20 h 35 CINÉMA Sang pour sang ■ ■ Un « réel noir » dialectique. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>	<p>20 h 35 TÉLÉFILM L'envers du tableau. Trois histoires filmées par Spielberg. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>	<p>20 h 35 TÉLÉFILM La rage de vaincre Le combat d'une jeune handicapée. 22 h 10 MAGAZINE Libre et change Avec Jorge Semprun.</p>	<p>20 h 35 CINÉMA Défense de toucher □ Comédie grivoise. 22 h 15 SÉRIE Clair de lune</p>

Verdure et verdure

Par BRUNO FRAPPAT



C'est vrai, que nous sommes dans un piteux état : nos villes sentent fort mauvais, nos campagnes désertiques, nos mœurs ne sont plus chargées que de vapour d'eau, notre ciel se mille l'horribly, est insupportable. Mais faut-il pour autant, faire à cette advertisement monstrueuse, adopter une attitude désolée dans un dessein de sentiment ? On peut en mémoire la première génération des écologistes français, cheveux hirsutes, barbuis, tureux contre l'époque mais le manifestant dans la joie, la dérision. Au lieu de quoi nous voici confrontés à la génération des écotos courables, adaptés, hommes de dossiers, pourvus de pelles jupes, comptables méticuleux de la défection, méthodiques, greffiers de la crasse, plus analystes que prophètes.

On voyait ce jeune technocrate verdoyant exposer son vaste programme avec un sérieux qui, par contraste, nous faisait trouver Fabius rigolo et Le Pen humain. Et l'on songeait à cette jeune Anglaise l'avancent en direct, nue comme Eve, un terrail de cricketer pendant un match Angleterre-Australie sous l'œil des médias. Le gazon, évidemment, était vert, canetas, le gazon, évidemment, était vert, canetas, dix-neuf ans, à belles joues, poitrine soudain découvertes. Des mines d'adhonner militaire administrant, sur le champ de bataille et sous les bombes, les derniers secrets à un agonisant.

regard, il savait se tenir au poste avec beaucoup d'égards et sans un

Elle ne se tenait plus de bonheur, son pur défilé était gagné, acclamé. Elle était la vie même, une irruption fêlée dans le convenu étiré du cricquet, la beauté courante. On n'exigera jamais qu'Antoinette Waechter en fasse autant pour soutenir ses idées de pureté : il est déjà de l'autre côté du monde, par rapport à elle. Du côté du sérieux.

De 1933-1934, là où il y a de concurrence, Valéry Giscard d'Estaing, par exemple, dédaigneusement ramène ses antipodistes politico-littéraires au moins de médiation platonicienne. Quand il lui dit, il y a quinze ans, président de la République, Giscard d'Estaing, de sa force et de sa sélection dans sa parole de sa force et de ses capacités intellectuelles il l'a forcément perdu de l'une mais pas de l'autre. Au contraire, elle s'est renforcée. Peut-être excessivement, interrogé à l'heure de «Vérité» sur le point de savoir s'il aspire à recevoir un jour à l'Élysée lui cet être épuisé, socialement préparé et qu'on tranche complètement de vous même à ma place, *J'ai été élu en 1974, battu en 1981, j'en ai eu une blessure. Pourquoi ? Première raison : parce que j'étais encore jeune. Deuxième raison : j'ai eu, peut-être à tort, le sentiment d'une certaine injustice. Alors de*

Difficile, en si peu de mots, de manifestier autant de méthode dans le dosage de la raison et des passions, d'ordonner plus subtilement les affects et la rationalité. Ciscard gère ses sentiments en nous les exposant, mûrissant, même, organise.

Eloge des charlatans

souvent aberrantes : l'apparence logique du raisonnement fait perdre de vue les grandes masses, la peur de voir le vrai moteur de cette approche gâche l'intuition, etc.

— Ils donnent de la démarche scientifique une image mensongère et, pour tout dire, magique, expérimentale. Ils dramatisent des résultats peu mesurables, généralisent, cherchent à braver les projections sur un procédé indéchiffrable. Ce type d'« expérience » n'apprend qu'une chose : celui qui la mène est incontrôlable par ceux auxquels elle s'applique. Comme les patients de Molière devant Diafoirus, les « objets » de ce patois scientisme oscillent entre l'admiration et le dégoût. Mais de résultats, point !

Et les charlatans, dans tout cela ? Qu'importent leurs intentions, considérons ce qu'ils font.

J'appelle « charlatan » celui qui prétend détenir un savoir que je lui dénie au nom de mes connaissances.

Certains utilisent une mise en scène très différente de la mienne. Les apparences nous séduisent tellement (ils invoquent Beethoven plutôt que Bertalanffy, et le Grand Ben plutôt que le Big Bang) que je peux m'en moquer sans risque pour mon image.

Mais les références importent peu dès lors qu'elles sont invérifiables pour l'auditoire.

Ce qui compte, alors, dans le discours proposé, ce sont les informations.

Le mythe de la responsabilité collective

J'ai lu avec intérêt l'article d'Alain Woodrow intitulé « Qui a condamné Jésus à mort ? » dans le supplément Radio Télévision daté 21-22 mai. Sa conclusion m'a laissé perplexe. Je ne pense pas la déformer en la reformulant comme ceci : la question de la responsabilité collective du peuple juif ne se pose pas si ce sont les Romains qui ont condamné Jésus à mort. Devons-nous alors discuter de la responsabilité collective des Italiens ? (...)

Puis-je que de chercher à établir la culpabilité de tel ou tel individu, groupe, corps constitué ou peuple, il convient d'abattre une fois pour toutes le mythe de la responsabilité collective et héréditaire. C'est un concile (Toulouse 1229) qui a fixé la procédure de l'inquisition, c'est un pape (Innocent IV en 1252) qui a autorisé l'usage de la torture contre les hérétiques, c'est un tribunal ecclésiastique qui, en 1431, a condamné Jeanne d'Arc à être brûlée vive ! Viendrait-il à l'idée de Jean-Paul II, le clergé ou les catholiques pour responsables ?

MICHEL WALTER.
(Paris.)

Polac renonce !

Le 24 mai, à une heure forcément tardive, Michel Polac a annoncé son départ, en termes mesurés mais d'une acuité si profonde, si désespérée, qu'il est permis de dire désemparés.

Bien que je n'ai pas porté un intérêt égal à toutes ses émissions, dont je salue sans réserve et avec chaleur le caractère vivifiant, j'ai ressenti cette annonce avec tristesse, non seulement parce que ses motivations — hors celle de l'âge — sont de celles que l'on partage mais ne soulève aucune, tant elles sont démontreuses, mais aussi à la pensée que les grilles de notre paysage audiovisuel allaient s'appauvrir davantage.

Puis-je vous prier de bien vouloir dire à Michel Polac que certains de ses auditeurs, le plus grand nombre sûrement, ressentent ce départ comme un deuil, mais aussi, quoique respectueux de sa décision et partageant ses ressentiments, comme une trahison (fraternelle), dans la mesure où nous le sentions en condition physique de poursuivre.

Polac s'en va ! Ciel ! mon mercredi !

L'ennui n'en sera que plus profond, qui creuse en chacun de nous ses cavernes... Et c'est avec mélancolie, les larmes s'échappant, que je crois pouvoir dire : « Gare aux effondrements et aux situations toujours surprenantes et regrettables qui en résultent ! »

En lecteur du *Monde* très affecté par ce départ, et me laissant aller à douter de notre devoir, je ne puis que formuler ce souhait : « Dieu garde le Monde et nous redonne Polac ! »

SERGE SALA.
(La Seyne.)

SEMAINE du 22 mai au 28 mai	Les émissions médiométriques les plus regardées
19 %	Variétés : Avie de recherche (vendredi 26, TF 1).
10 %	Football : Milan-Sucrate (samedi 27, TF 1).
15 %	Chien : French Jones (samedi 27, TF 1).
15 %	Cinéma : Pour le peu d'un fils (jeudi 23, TF 1).
14 %	Football : Marseille-Auxerre (jeudi 26, A 2).
9 %	En milieu de soirée Magazine : L'heure (samedi 27, TF 1).
7 %	Magazine : Stars à la barre (samedi 27, TF 1).
8 %	Du dimanche : Le passé renoué (samedi 26, TF 1).
5 %	Magazine : Stars à la barre (samedi 27, A 2).
5 %	Feuilleton : Les jurés de l'ordre (samedi 27, A 2).
5 %	(1) % Médiamat = 494 000 individus âgés de six ans et plus.)

En toute impunité

difficiles après de longues années d'études et, bien souvent, ensuite, les conditions de leurs interventions et de leurs rémunérations sont définies par l'Etat.

Là, le moindre abus, la moindre faute peuvent être sanctionnés sévèrement.

Mais, alors, pourquoi seule la corruption des parapsychologues et autres voyants, astrologues, cartomanciens, etc., pourquoy cette secte de « vendeurs de vent » bénéficie-t-elle de privilèges énormes comme pouvoir se parer de titres les plus fantaisistes, de s'installer librement, de s'enrichir sans vergogne aux dépens de l'immense crédulité humaine, d'opérer sans contrôle, sans garantie, sans aucune vérification de leurs prétendus « pouvoirs » ?

Magazine : Stars à la barre (samedi 27, A 2).

MICHEL QUATRAVAUX
(Perpignan.)

Une émission ignoble sur la parapsychologie (Stars à la barre du 9 mai sur Antenne 2) me donne envie de prendre la défense des « charlatans ».

On leur reproche de prêter le faux, par ignorance ou par calcul. Nous prétendons donc savoir le vrai.

Je recommande effectivement qu'on distingue avec précision le vrai du faux, chaque fois que c'est possible.

J'insiste — en outre — pour que nous perfectionnions sans cesse nos procédures de validation.

Bref, vive la science !

Mais il est de nombreux cas où nos connaissances sont fragmentaires. Impossible dès lors d'en déduire la solution de façon linéaire.

Les rationalistes préfèrent sauver les apparences, et s'enveloppent d'un décorum scientifique pour mettre en scène leurs options.

J'y vois de graves inconvénients : — La démarche est lourde et lente. C'est généralement trop tard qu'elle produit ses résultats. Elle entraîne l'adoption que chez le petit nombre de ceux que s'approprie la même crainte de l'irrationnel. Les hypothèses d'actions sont

Le mythe de la responsabilité collective

J'ai lu avec intérêt l'article d'Alain Woodrow intitulé « Qui a condamné Jésus à mort ? » dans le supplément Radio Télévision daté 21-22 mai. Sa conclusion m'a laissé perplexe. Je ne pense pas la déformer en la reformulant comme ceci : la question de la responsabilité collective du peuple juif ne se pose pas si ce sont les Romains qui ont condamné Jésus à mort. Devons-nous alors discuter de la responsabilité collective des Italiens ? (...)

Puis-je que de chercher à établir la culpabilité de tel ou tel individu, groupe, corps constitué ou peuple, il convient d'abattre une fois pour toutes le mythe de la responsabilité collective et héréditaire. C'est un concile (Toulouse 1229) qui a fixé la procédure de l'inquisition, c'est un pape (Innocent IV en 1252) qui a autorisé l'usage de la torture contre les hérétiques, c'est un tribunal ecclésiastique qui, en 1431, a condamné Jeanne d'Arc à être brûlée vive ! Viendrait-il à l'idée de Jean-Paul II, le clergé ou les catholiques pour responsables ?

MICHEL WALTER.
(Paris.)

Sommaire 3

ENTRETIEN

Les pilotes de France-Inter

TÉLÉVISION

Les films de la semaine

Lundi

En cas de bonheur :

Comme un long fleuve agité...

Mardi

La belle espionne :

Poupées de sires,

poupées de son

Mercredi

La vallée des espoirs :

Le Lorrain au temps

de sa splendeur

Jeudi

Océaniques :

Au-delà des mots

Vendredi

Banlieue :

Attention, danger

62 sur la une :

Le sang des névées

Samedi

Prince en concert :

Tous les démons du corps

Dimanche

La naissance du goulag,

le pouvoir des Solovki :

Au nom de « l'avenir radieux »

RADIO

France-Musique

Concert de la maîtrise

de Radio-France :

Les routines

de la Maison ronde

France-Culture

Le centième anniversaire

d'Abel Gance :

Le prophète

Les nuits magnétiques :

Riez aux armes, citoyens !

Les autres radios

ACTUALITÉ

Griffes jaunes :

Le pied de nez de John Huston

Echos

Courrier

Chronique

Verdure et verteur

par Bruno Frappat

31

PHOTOS DE COURTOISIES : GASTON BERGER, INTERPRES

du soir

VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
9 juin	10 juin	11 juin
20 h 40 VARIÉTÉS Avie de recherche Michèle Torr en vedette.	19 h 55 SPORT Football Finale de la Coupe de France	20 h 40 CINÉMA Plantes Aventures maritimes, mais où est le style Polanski ?
22 h 40 MAGAZINE 82 sur la Une L'assassinat de Chico Mendes.	21 h 55 MAGAZINE Ukulele	22 h 55 CINÉMA Hôtel des Amériques Un Trékind émouvant.
20 h 35 SÉRIE Palace	20 h 40 VARIÉTÉS Champs-Élysées	20 h 35 SÉRIE Les cinq dernières minutes Qui a tué le dresseur d'orques d'Antibes ?
21 h 35 MAGAZINE Apocalypses	23 h 15 MAGAZINE Lumière noire pour nuits blanches	22 h 10 SPORT Tennis 23 h 10 MAGAZINE Musiques au cœur
0 h 05 CINÉMA Sur les ailes de la danse Ridéo sur le cycle Fred Astaire.	20 h 35 DESSINS ANIMÉS Sensorymantic 22 h 15 MAGAZINE La diva Régine se confie. 22 h 35 MAGAZINE Musicales	20 h 35 DOCUMENTAIRE Optique Propagande, l'image en guerre. 21 h 30 MAGAZINE Océaniques 22 h 30 CINÉMA Griffes jaunes Un divertissement épris John Huston.
20 h 35 SÉRIE La Masque Un angélisme tournage. 21 h 35 MAGAZINE Thalassa 23 h 20 SÉRIE De l'autre côté L'animation fait son cinéma.	20 h 30 SÉRIE Les Jurons de la Révolution Théâtre de Cabanis épouse Tallien. 22 h MUSIQUE Prince en concert	20 h 30 CINÉMA L'œuvre au noir Adaptation soignée du livre de Marguerite Yourcenar. 22 h 20 DOCUMENTAIRE La naissance du goulag Le camp des Solovki.
20 h 30 TÉLÉFILM Otages en direct La vengeance d'un paralytique. 22 h DOCUMENTAIRE Banlieue Une grande enquête épiquée Hervé Chabrier et Gilles de Maistre.	20 h 30 TÉLÉFILM Les amours perdues. Elle est riche, lui, non ? Il est jeune, elle, un peu moins... 22 h 25 TÉLÉFILM Investigations Un avocat contre la Mafia.	20 h 30 CINÉMA Comment réussir dans la vie quand on est con et pleurnichard Des personnages minables.
20 h 30 TÉLÉFILM Hold-up en Californie Une faillite des morts. 22 h 25 TÉLÉFILM Un type formidable Un professeur aux curieuses méthodes.	20 h 35 TÉLÉFILM Le surdus Un gamin au QI impressionnant. 22 h 15 TÉLÉFILM La ferme du cauchemar Elle est hantée.	20 h 35 TÉLÉFILM Patique dans l'ascenseur Coincé entre deux étages. 22 h TÉLÉFILM Louis XI Avec Denis Manuel.

منا منة الأصل

11

France-Musique

CONCERT DE LA MAITRISE DE RADIO-FRANCE

Lundi 5 juin

2.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé. Chœur de Milleoud, Schmitt, Bédouin, Poulenc, Kodaly, Haydn, Rimski-Korsakov, Debussy, Vivaldi, Beethoven, Darius Milhaud, Haden, Boulez, Heneguer, Rivière, Bourgeois, Britten.

7.07 Musique matin. Actualité musicale : à 7.20, Klose ; à 7.46, Klose. La semaine avec... à 7.46, Klose.

8.07 Gravures. Magazine du disque classique.

9.08 Le matin. Concert piano d'aujourd'hui. Ouverture de Beethoven.

12.07 Concert. L'orchestre national de France, dir. Jean-Louis Loday.

12.30 Concert. L'orchestre national de France, dir. Jean-Louis Loday.

14.00 Spirales. Magazine de la musique contemporaine.

15.00 Portraits en concert. Concert de la Maitrise de Radio-France.

17.30 Le temps du jazz. Les aventures de Sidney Bechet.

18.00 L'album. Les aventures de la musique.

18.30 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

20.30 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

22.30 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

24.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

26.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

28.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

30.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

32.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

34.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

36.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

38.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

40.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

42.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

44.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

46.00 Les nuits de France-Musique (trad.) L'arche de Noé.

Les mutinées de la Maison

Le 6 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók. Ce concert est précédé à 13 h 30 d'une demi-heure de magazine destinée à la jeunesse, C'est l'heure de la Maitrise.

Le 7 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 8 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 9 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 10 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 11 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 12 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 13 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 14 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 15 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 16 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 17 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 18 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 19 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 20 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 21 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 22 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 23 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 24 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 25 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 26 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 27 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 28 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 29 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

Le 30 juin, la Maitrise de Radio-France participe au concert de 20 h 30 avec Petites voix, de Francis Poulenc, et les Chants populaires rougols, de Béla Bartók.

CANAL +

0.05 Cabou cadin SOS fantômes : Les enfants de la liberté.

7.40 Des films d'animation : Ça cartonne.

8.00 Les aventures de Tintin.

8.24 Les aventures de Tintin.

8.30 La boutique Canal +.

9.00 Chénas.

10.30 Flash d'informations.

10.46 Chénas.

12.10 Magazine : Trenches de l'art.

12.30 Magazine : Daniel.

13.30 Téléfilm.

15.00 Série : Stieg.

16.30 Documentaire.

17.15 Documentaire.

17.40 Cabou cadin.

18.30 Des films d'animation.

18.45 Flash d'informations.

19.30 Magazine.

21.00 Chénas.

22.45 Flash d'informations.

23.50 Flash d'informations.

0.30 Chénas.

2.10 Documentaire.

2.10 Documentaire.

2.10 Documentaire.

2.10 Documentaire.

2.10 Documentaire.

2.10 Documentaire.

2.10 Documentaire.

LA VALLÉE DES ESPOIRS

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

LA VALLÉE DES ESPOIRS

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35

20 h 35



Un roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Lorraine au temps de sa splendeur

Au tour du dessin central, le destin en Lorraine d'une famille d'immigrés italiens, plusieurs thèmes s'entrelacent dans la trame : la condition ouvrière, la violence, l'immigration, le racisme, l'amour.

Grâce à un montage avant, l'acte, parfois heurté - cohabitant par rapport à la rudesse des sujets qu'il aborde, - le film fournit une peinture impressionnante des différents endroits et époques qui s'impressionnent, pour finir par former un ensemble dense et cohérent.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

La Vallée des espoirs, le roman de Zola qui se serait écrit jusqu'à nos jours.

ملنا منة الأصل

Jeudi 8 juin

AN

৭২৬

CANAL +

7.00 Dessins animés :
 8.25 Série : Larry et Belki.
 8.45 Caïou caïou.
 Les ratissas.

8.00 Cinéma :
 Sur ordre du Filmer. □
 (1970) Réalisateur de Enzo G. Castellari. Avec Robert Redford, Sissy Spacek, Van Johnson, Peter Onorati.

10.50 Cinéma : 1 too much.
 Film anglais de David Leland (1977). Avec Emily Lloyd, T. Basil, Joe Bristall.

En club jusqu'à 14.00

12.30 Magazine : Rapido.
 D'Antoine de Caunes.

13.00 Film d'informations :
 13.05 Magazine : Mon zénith à moi.
 Interview par Michel Dumont.
 13.15 Magazine : D'après.
 D'Anne de Couderc.

14.00 Téléfilm :
 Penluné dans le 17 à 22.
 De Harvey Hart, avec Iain Baker, Bernice Casey.

15.15 Documentaire :
 Le costume d'or de Lumby.
 La Vieillesse Store de Mark Doobis.
 Les vêtements réservés naturels sous machine.

15.45 Sport : Moto.
 Grand Prix de Yugoslavia, on direct du circuit de Rijeka.

17.00 Sport : Basket-ball américain.

17.55 Magazine : Sport flash.

18.00 Cinéma : Les aventuriers de la 4^e dimension. □
 Film réalisé de Martin Dolman (1985). Avec Janet Green, Janet Agén, Charles Cassinelli.

En club jusqu'à 20.30

19.30 Film d'informations :
 20.05 Dessins animés : Ça cartoon.
 20.25 Mémentos par Philippe Duca.
 20.30 Cinéma : Tranches de l'art.
 Film bolchévique au noir.
 (1989) Avec Gian Maria Volonté, Sami Frey, Anna Karina.

DIMANCHE 11 JUIN

et la complaisance improuve des paysagistes finés 1964 dans cet article, le mot Blasphème, exécrable monstruosité : *«Mortemur, les gens peinent en doléants pour y aller»*, j'ajoute un anneau défilant, camp en atrocité, transformation du camp, Ensaïm, l'important du caractère, l'illé des hommes et des femmes qui font au Goulig dit «ai», quatorze ans, vingt-cinq ans... Le bascule mictien Likhtevy, manure de la société antihumaine de l'Internationale et président du Fonds de la culture soviétique, n'y passe rien.

[illegible]

furont envoyés des archéologues, des ingénieurs, des écrivains, des archéologues, des professeurs de littérature, des chimistes, des philosophes, des professeurs d'université, un des constructeurs du métro de Moscou qui venait de recevoir des réalisations d'Orpionides, puis des anciens des Brigades de la guerre d'Espagne, envoyés aux Soviétiques directement du bâtiment qui nous ramène dans leur pays... Tous, ou presque tous, bons communistes. Ou croyant l'être.

C'est qu'après, d'abord, c'est la beauté de l'architecture du monument forgée, mieux de plus de trois siècles avec ses vastes tours rondes

Insurrection biélorusse

Et, en effet, pourront être rétrospectivement, nous ne sommes pas gravés dans le marbre, mais dans la pierre. L'histoire a pu être dite et édictée en 1923. Cette date est la première aujourd'hui permet par le pouvoir pour admettre l'existence d'un camp de «prétendances». Et des discussions, le prince, mis encore vivant... Le prince, sur fond de mensonge par omission, l'est la première en costume gris qui repose dans une tombe, près de ses parents, dans le Kremlin.

PLACIDE FATH,

(1) Voir le Monde du 21 février 1989.

